

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Libération conditionnelle en France et à l'Etranger

ÉTUDE CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1935, à 14 heures

PAR

ZAMULO

MEMBRES DU JURY :

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

Suffragants { M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS

1935

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

ÉTUDE CRITIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Libération conditionnelle en France et à l'Etranger

ÉTUDE CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1935, à 14 heures

PAR

ZAMULO

MEMBRES DU JURY :

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

Suffragants { M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

S'il est vrai que la société doit se défendre contre le crime suivant sa gravité et le sanctionner en tenant compte de ses répercussions sur la vie collective, elle n'en doit pas moins faciliter, dans son intérêt bien compris, le reclassement des condamnés reconnus susceptibles d'amendement et cela même parmi les récidivistes. Précisant le but poursuivi par le législateur pour lutter contre la récidive, M. Bérenger n'écrivait-il pas dans l'un de ses rapports à ce sujet :

« Si la loi sur la relégation peut purger momentanément le continent français d'un certain nombre de récidivistes, elle ne fera point disparaître la récidive... Il faudrait pour atteindre plus efficacement ce but y joindre un ensemble de mesures propres à affecter la cause même de la récidive... Les principales sont l'isolement que la défiance publique fait autour du libéré et d'où naît souvent pour lui l'impossibilité de se préserver par le travail contre ses rechutes, l'absence d'institutions propres à faire tourner l'infliction de la peine à l'amendement du détenu en provoquant et en faisant fructifier ses efforts » (1).

Aucun système pénitentiaire ne serait plus décevant en effet que celui qui, sous prétexte de mieux réformer les délinquants, ne leur permettrait pas de mériter par leurs efforts pour revenir au bien, le bénéfice d'une mise en liberté anticipée.

Sans doute, il conviendra de leur ménager une tran-

(1) J. Off. Sénat, 1883, p. 1187.

sition entre la vie de contrainte qu'ils ont subie en prison et la vie libre, résultant pour eux de la libération conditionnelle. Problème délicat qu'il faut cependant résoudre, car la plupart des condamnés, aveuglés momentanément par les passions, la misère ou les influences néfastes de leur milieu, peuvent reprendre en définitive, la place qui leur revient dans la société.

L'institution de la libération conditionnelle se propose précisément d'atteindre cet objectif. Elle ne se borne pas à rendre à la vie libre un délinquant qui, par sa bonne conduite, a mérité cette mesure de faveur destinée à favoriser son relèvement moral et à réaliser sa réadaptation à la vie collective, elle lui impose encore un certain nombre d'obligations déterminées par les exigences de la défense sociale.

Celle-ci apparaît comme le principe dominant de notre droit pénal depuis le début du vingtième siècle. M. le professeur Louis Hugueney a magistralement mis en lumière cette évolution dans son rapport au Congrès de Bruxelles (26-29 juillet 1926) sur les progrès de la législation pénale en France dans le premier quart du XX^e siècle.

Désormais, la loi ne cherche plus à réaliser la défense sociale uniquement par l'intimidation, elle tend aussi à ce but par l'individualisation des moyens de répression et de prévention. Parmi eux, la libération conditionnelle peut être considérée comme l'un des plus efficaces. Elle repose, en effet, essentiellement sur le degré d'amendement du condamné qui, malgré sa mise en liberté anticipée, n'en continue pas moins à subir sa peine.

Sans doute, il lui reste de sérieux progrès de redressement moral à réaliser encore, mais l'appât de la liberté, l'espoir qu'il en a conçu pendant sa vie pénitentiaire, l'ont déjà dans une certaine mesure, trop faible d'ailleurs bien souvent, amené à faire effort sur lui-même pour s'amender.

Au point de vue familial, la libération conditionnelle ne peut exercer que d'heureuses répercussions, car la plupart du temps elle opère le rapprochement de parents depuis longtemps en discorde peut-être à la suite de la condamnation encourue par le libéré, qui se sera ainsi réhabilité progressivement aux yeux des siens et par surcroît, de la société elle-même. Il y trouvera ainsi plus aisément l'appui qui lui est nécessaire pour renaître pleinement à la vie laborieuse et honnête. Par ses répercussions, la libération conditionnelle contribue excellemment à organiser la défense sociale qui constitue de nos jours l'idée-force des législations pénales émanant des Etats les plus évolués.

Ce rôle de la libération conditionnelle est encore singulièrement renforcé par l'intervention des sociétés de patronage.

La collaboration de l'initiative privée est, en effet, indispensable. Plus nécessaire encore peut-être lorsqu'il s'agit de libérés conditionnels rendus à la vie libre sous réserve de remplir certaines obligations, qui permettront d'apprécier s'ils sont vraiment résolus à se reclasser dans la société.

Leur situation juridique étant essentiellement précaire puisqu'ils peuvent être réintégrés dans certains cas précisés par la loi, ils ont particulièrement besoin d'être soutenus dans leurs efforts de redressement moral, sinon leur volonté affaiblie, peut-être même annihilée par la discipline de la prison, ne leur donnerait plus la résistance morale nécessaire pour éviter leurs fautes passées. Ils ne sauraient précisément trouver meilleur appui et plus sérieuse protection que dans l'intervention si discrète et si humaine des sociétés de patronage.

Le législateur ne l'a-t-il pas compris lorsqu'il a établi une liaison étroite entre ces œuvres et l'administration ? Il conviendra donc, après avoir étudié l'histoire, les caractères, les modalités d'application et les résultats de la loi

du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, de préciser le rôle des sociétés de patronage dans son exécution.

Enfin, pour donner un exposé complet du problème de la libération conditionnelle, il ne sera pas sans intérêt d'exposer le projet de réforme du Code Pénal dans ses rapports avec la libération conditionnelle et d'analyser aussi dans leurs traits caractéristiques les dispositions des lois étrangères les plus récentes.

TITRE I

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DU CONCEPT DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Lorsque l'on examine le système pénal de l'Ancien Régime, on ne peut manquer d'être frappé du pouvoir considérable que possédaient à cette époque les tribunaux, la répression dépendait essentiellement de leur autorité discrétionnaire car les délits et les peines n'étaient pas précisés par la loi et pouvaient donner lieu aux sanctions pénales les plus arbitraires. Le roi avait des prérogatives très étendues lui permettant de prononcer des condamnations mais aussi d'accorder, suivant son bon plaisir, des lettres de rémission ou de pardon.

Admis pendant longtemps par les esprits les plus avertis, cet arbitraire ne tarda point à être justement critiqué au XVIII^e siècle. C'est ainsi qu'en 1764, dans son traité des délits et des peines, Beccaria réagissait vigoureusement déjà contre le pouvoir absolu du roi et de ses tribunaux en matière pénale. Les Etats Généraux demandèrent d'ailleurs dans leurs cahiers une refonte complète de l'organisation

judiciaire destinée à réduire considérablement le pouvoir arbitraire du juge. La déclaration des droits de l'Homme répondait à ce mouvement d'opinion en disposant dans son article 8 : « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit... ».

La loi du 21 janvier 1790 précise d'autre part : « Les délits du même genre seront punis par le même genre de peine ».

L'application de ce principe marquait un progrès sensible sur le système pénal qu'il modifiait, mais soulevait de nombreuses objections dans la pratique. Cette fixité des peines imposées au juge ne lui permettait pas en effet de les doser suivant les circonstances de fait et le degré de culpabilité du condamné. De plus, elle ne favorisait nullement le relèvement du détenu puisqu'elle ne prévoyait pas que son amendement progressif pourrait, sous certaines conditions, lui ouvrir les portes de la prison avant la fin de sa peine.

Le Code de 1810 restait imprégné du même esprit de rigueur. Frapper le coupable impitoyablement, effrayer par la sévérité de la peine ceux qui seraient tentés de suivre son exemple, tel était son but : il n'admettait que des solutions absolues. Le magistrat était chargé d'appliquer la peine, l'agent du service pénitentiaire avait pour tâche de la faire subir dans toute sa rigueur. En dehors de cela, rien.

Malgré l'application de ces principes de rigueur, l'administration elle-même commençait à se préoccuper de l'amendement des jeunes délinquants, ce qui, progressivement, nous le verrons, nous acheminera vers la loi du 14 août 1885.

Dès 1817, une maison de refuge — que l'on peut con-

sidérer comme le prototype des sociétés de patronage — fondée par l'abbé Arnoult, rue des Grès, à Paris, recueillait un certain nombre de jeunes détenus. Dans son ouvrage très documenté sur les Prisons de Paris, M. Guillot, juge d'instruction à Paris, note que MM. Bournat et Daru, spécialisés dans les œuvres de protection de l'enfance coupable, ont signalé que la modeste maison de la rue des Grès fonctionna jusqu'en 1831 et que dans cette période, elle reçut 250 enfants sur lesquels 25 seulement furent repris en récidive.

Tous les jeunes délinquants étaient bien loin de vivre dans un « climat » aussi favorable à leur relèvement moral. M. Guillot nous donne à cet égard des précisions fort pittoresques et non moins lamentables d'ailleurs. « A Sainte-Pélagie, surtout, écrit-il, ils étaient dans les conditions les plus défavorables ; au lendemain de la révolution de Juillet, un préfet de police, M. Baude, avait eu la singulière idée, sans doute pour distraire les condamnés politiques, de les charger de s'occuper des enfants ; c'était pour le moins une tentative hardie que de vouloir transformer des hommes, dont les idées paraissaient subversives, au point d'être condamnées, en éducateurs de l'enfance coupable. Parmi les plus célèbres, Raspail devint maître d'école ; il a laissé ses impressions, peu favorables d'ailleurs, sur ses jeunes élèves, plus disposés trouvait-il, à s'instruire sur les différentes manières de voler qu'à écouter des conférences sur les droits de l'Homme » (2).

Les innovations de l'Amérique dans le domaine pénitentiaire provoquèrent d'autre part l'enthousiasme de nombreux criminalistes, notamment de M. Charles Lucas, qui publia une étude très intéressante sur le système pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis. MM. de Tocqueville

(2) Guillot, Les Prisons de Paris.

et de Beaumont donnèrent à leur tour un ouvrage sur « le système pénitentiaire aux Etats-Unis et son application en France ».

Au moment où paraissaient ces ouvrages remarquables une libération conditionnelle s'annonçait déjà qui fut incontestablement le prélude de celle que nous connaissons de nos jours.

Une circulaire ministérielle du 3 décembre 1832 la prévoyait pour les jeunes détenus de la Petite Roquette. Le Préfet de Police, M. Delessert, avec l'assentiment de M. d'Argout, Ministre du Commerce, provisoirement chargé des services pénitentiaires, obtint à ce sujet la collaboration de la Société de Patronage des jeunes détenus du département de la Seine. C'est ainsi que des jeunes détenus furent placés en apprentissage chez des cultivateurs, des artisans ou des fabricants, ou dans des établissements appropriés, moyennant une subvention de soixante-quinze centimes par jour, par enfant.

« Les enfants, précisait la circulaire, sont dispersés de manière que les mauvais penchants des uns ne se transmettent pas aux autres ; l'éducation de la famille sera meilleure sous tous les rapports que celle de la maison de correction ; l'habitude du travail s'acquerra plus sûrement sous la direction d'un maître intéressé au progrès de l'apprenti ; enfin les élèves, dont la conduite aura été satisfaisante, trouveront dans leurs parents adoptifs des guides et des appuis » (3).

C'était la société de patronage ou la famille qui devait adresser une demande de libération conditionnelle au Garde des Sceaux. Toutefois, un Comité d'enquête étudiait le dossier du mineur et tous les éléments d'appréciation qu'il pouvait obtenir sur la conduite et les antécédents de

(3) Recueil des circulaires des ministères de l'Intérieur, du Commerce et des Travaux Publics, t. I, 1831-32, p. 408.

l'intéressé, avant que le Ministre ne statue en dernière analyse sur la demande de libération conditionnelle.

Chaque mois, à la réunion du Comité, étaient mises à exécution les décisions de libération conditionnelle. L'enfant était confié à un patron ou à sa famille et averti qu'il serait éventuellement réintégré en prison s'il avait une mauvaise conduite. La récidive diminua dans une proportion considérable grâce à l'application de cette libération conditionnelle, dont les conséquences heureuses furent soulignées dans le rapport du Président de la Société de Patronage des jeunes détenus du département de la Seine.

La récidive était en effet tombée de 75 % à 70 % (4). « Dans son traité sur les diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire », M. Bonneville de Marsangy observe que des essais de libération conditionnelle eurent lieu avec le même succès à Lyon, Rouen et Strasbourg. Aussi, le Ministre de l'Intérieur lui-même reconnaissait-il dans son exposé des motifs de la loi sur les prisons de 1844, que, « partout où la libération provisoire a été appliquée envers de jeunes détenus, elle a produit les résultats les plus consolants pour les amis de l'humanité ».

Les mineurs de 16 ans acquittés ou condamnés pour simple délit étaient seuls bénéficiaires de la libération conditionnelle instituée par la circulaire de 1832. Restait à étendre l'application de cette circulaire aux mineurs condamnés pour crime et aux adultes de 16 à 21 ans.

M. Bonneville de Marsangy demandait précisément que la libération conditionnelle fût confirmée à l'avenir par un texte de loi et accordée également à tous les condamnés mineurs ou non reconnus suffisamment amendés et repentants. « S'il est juste d'aggraver la peine à raison

(4) Rapport de M. Bérenger, J. Off. Sénat 1883, doc. parlement. p. 1887.

de l'état de récidive du coupable, c'est-à-dire de sa conduite antérieure, n'est-ce pas un devoir de l'alléger eu égard à sa conduite postérieure ? »

M. de Marsangy avait reçu de nombreuses approbations, en particulier du Procureur Général près la Cour de Cassation qui lui écrivait : « Certainement votre libération préparatoire mérite d'être mise à exécution, ne fût-ce qu'à titre d'essai. Je crois qu'elle donnera d'excellents résultats ». M. Béranger, membre de la Chambre des Pairs, demanda d'ailleurs au Gouvernement de faire distribuer le traité de M. Bonneville de Marsangy sur les diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire à tous les membres de la Chambre des Pairs qui étaient appelés à prendre part à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des prisons.

Le Ministre de l'Intérieur se rendit compte également de l'importance capitale de l'œuvre de M. de Marsangy, car il décida que « l'ouvrage de M. le Procureur du Roi à Versailles serait mis au nombre des documents officiels à distribuer aux membres des deux Chambres » (5).

La Révolution de 1848 et ses répercussions arrêterent provisoirement l'évolution du concept de la libération conditionnelle. Toutefois, dès 1849, dans son rapport mémorable sur le projet de loi concernant le patronage des jeunes détenus, M. Corne écrivait judicieusement : « L'expérience a prouvé qu'un système excellent pour établir parmi les jeunes détenus une louable émulation dans la voie du bien et de la régénération, c'est de graduer leur condition d'après leur conduite. La mise en apprentissage de ceux dont la moralité semble la mieux affermie a presque toujours produit de bons effets... elle sert d'utile transition entre deux genres de vies bien différents, elle éprouve leurs véritables

(5) Moniteur Universel, 24-25 mai 1847, p. 1276.

dispositions et les prépare à bien user de la liberté quand elle leur sera définitivement rendue » (6).

La loi du 5 août 1850 consacra ce système dans son article 9 qui permet, à titre d'épreuve, de placer hors de la colonie des jeunes délinquants jugés susceptibles d'amendement.

Avec la loi du 30 mai 1854 qui organise la transportation, est sanctionnée la liberté anticipée que l'Administration accordait aux transportés dont la conduite était satisfaisante. Ceux-ci devaient au surplus avoir des aptitudes suffisantes au travail et ne pas quitter le territoire de la colonie pour se rendre dans la métropole ou d'autres pays.

Une loi du 25 mars 1873 vint ensuite appliquer ce régime de libération conditionnelle aux déportés de la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, le décret du 18 juin 1880 réglementa le statut disciplinaire des établissements de travaux forcés et divisa en cinq classes les transportés, suivant « la situation pénale, l'état moral, la conduite et l'assiduité au travail des condamnés ».

Ce fut seulement le 27 décembre 1882 que le problème de la libération conditionnelle devint à nouveau une question d'actualité. M. Bérenger proposa en effet, à cette époque, un ensemble de mesures « sur les moyens de prévenir la récidive » (7).

Au même moment d'ailleurs, la Société Générale des Prisons ouvrait une enquête internationale sur la législation de la libération conditionnelle (8).

Des opinions émises par les jurisconsultes étrangers, il appert qu'en Angleterre, la libération conditionnelle est un droit pour le condamné dont la conduite et le travail

(6) *Moniteur Universel*, 24 décembre 1849, p. 4144.

(7) *J. Off.* 1883, Sénat, doc. parlam., p. 1187.

(8) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 324 et s.

sont satisfaisants. Pour les autres pays, elle est une faveur accordée après une certaine période de bonne conduite, variant de la moitié aux deux tiers de la peine.

Quant à la proposition de loi de M. Berenger, elle fut renvoyée à la Commission d'Initiative parlementaire du Sénat et le 21 avril 1883, sur le rapport de M. Le Guen, la proposition était prise en considération.

Défendue au Sénat par M. Béranger, elle le fut également devant la Chambre par M. Gomot. Toutefois, le texte dû être soumis à nouveau au Sénat et à la Chambre, certaines divergences étant apparues entre les deux assemblées.

La rédaction votée par le Sénat prévoyait une durée minima de peine à exécuter avant la proposition de libération conditionnelle (la moitié pour les peines de 6 mois). La Chambre avait repoussé cette limitation, le Sénat adopta à son tour le texte de la Chambre et le 17 juillet 1885, la Chambre votait l'ensemble des articles adoptés par le Sénat.

Ayant ainsi exposé l'évolution du concept de libération conditionnelle, il convient de préciser maintenant les caractères essentiels de cette mesure de faveur.

CHAPITRE II

CARACTÈRES ESSENTIELS DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Si l'on veut connaître le caractère dominant de la libération conditionnelle, c'est-à-dire celui qui en est la synthèse et permet de la distinguer de plusieurs autres institutions de notre droit pénal, c'est aux travaux préparatoires de la loi du 14 août 1885 qu'il faut se référer. A la lumière de ces études très approfondies émanant de juristes tels que M. Béranger, il est possible de déterminer avec précision le but poursuivi par le législateur.

Dans son rapport au Sénat, M. Béranger définissait ainsi la libération conditionnelle :

« C'est l'acte par lequel on accorde au condamné, qui a mérité cette faveur par son application au travail et sa bonne conduite, sa mise en liberté anticipée, à charge de continuer à se conduire honnêtement et sous la condition qu'il sera réintégré pour achever de subir sa peine s'il donne de nouveaux sujets de plaintes » (1).

Bref, la libération conditionnelle est avant tout un mode d'exécution de la peine réservé au détenu repentant et amendé. Par ces caractères spécifiques, la libération conditionnelle ne fait que changer les modalités de l'exécution de la peine, mais la peine elle-même demeure.

Les conséquences de ce caractère primordial de la libération conditionnelle n'ont pas été admises dans leur

(1) J. Off. doc. parl. Sénat 1883, p. 1189.

ensemble. Toutefois, en conformité avec le concept de la libération conditionnelle, mode d'exécution de la peine, il est admis que le délai de 5 ans prévu pour la récidive correctionnelle, ne commence à courir que du jour de l'expiration complète de la peine.

De même, la prescription de la peine ne part que du jour de la révocation de la libération conditionnelle, si le condamné se soustrait aux recherches.

Pour la réhabilitation judiciaire réglementée également par la loi du 14 août 1885, le délai ne court aussi qu'à partir du jour de l'expiration complète de la peine. La même solution est adoptée pour la péremption de l'inscription de la condamnation au casier judiciaire ou le délai de la réhabilitation de droit. D'autre part, le libéré conditionnel ne peut être admis à quitter le territoire français sinon il échapperait, évidemment, à la surveillance des autorités administratives et judiciaires françaises qui constitue le trait dominant du régime de la libération conditionnelle. Pour ce même motif, on ne saurait concevoir qu'un libéré conditionnel puisse être expulsé de France car une telle mesure est incompatible avec les modalités de liberté surveillée préconisées et instaurées par le législateur de 1885.

Enfin, l'interdiction légale est applicable au libéré conditionnel. Le 15 janvier 1904 (2), la Cour de Paris jugea en effet que la libération conditionnelle n'a pas comme la grâce pour conséquence de remettre au libéré une partie de sa peine. C'est seulement une mesure d'humanité prise par l'autorité administrative en faveur d'un condamné repentant et sous la condition formelle que ce dernier sera réintégré pour achever de subir sa peine s'il vient à donner de nouveaux sujets de plaintes.

(2) Sirey, 1904, II, 185.

En conséquence, la libération conditionnelle ne modifie en rien la durée de la peine et n'est qu'une atténuation dans l'exécution de cette peine. Le libéré reste ainsi pendant toute la durée de sa peine sous le coup des incapacités attachées à la condamnation et notamment de l'interdiction légale de l'article 29 du Code Pénal. Un libéré conditionnel n'est donc pas recevable après sa mise en liberté sous condition à suivre en son nom personnel l'appel qui avait été interjeté avant sa libération par son tuteur.

Commentant cet arrêt de la Cour de Paris, M. J.-A. Roux signale que la doctrine a tenté de suppléer à l'insuffisance de la loi de 1885, en ce qui concerne l'application de l'interdiction légale. Certains auteurs, MM. Garraud (3) et Le Poittevin (4) ont soutenu que l'interdiction légale n'est attachée qu'à la peine effectivement subie « in carcere ». Et précisément la libération conditionnelle laisse bien subsister la peine, mais supprime son mode d'exécution en prison.

Thèse séduisante peut-être, mais qui méconnaît le sens de l'art. 29 du Code Pénal, qui vise uniquement la durée de la peine et non pas l'incarcération effective du condamné.

Enfin, d'autres auteurs ont affirmé que le libéré conditionnel devait être assimilé à un libéré ordinaire, jouissant des mêmes prérogatives, à cette seule différence près que les condamnés qui ont obtenu leur grâce ou exécuté leur peine en jouissent définitivement, alors que lui, ne les a que sous la menace d'une révocation. Or, parmi ces prérogatives figure incontestablement la suppression de l'interdiction légale.

(3) Garraud, traité théorique et pratique de droit pénal, t. II, p. 195.

(4) Le Poittevin, Journal des Parquets. Des conséquences de la libération conditionnelle au point de vue de l'interdiction légale, 1904. I. p. 24.

Cette thèse ne résiste pas plus à l'examen que la précédente.

En effet, elle suppose ce qui n'est pas, que la libération conditionnelle est essentiellement une sorte de grâce conditionnelle. Au surplus, l'interdiction légale subsiste tant que la peine n'a pas pris fin, ce qui est le cas de la libération conditionnelle. De même, l'individu condamné contrairement à une peine emportant interdiction légale, reste soumis à celle-ci lorsqu'il s'évade, il en reste frappé aussi longtemps qu'il ne bénéficie pas de la prescription.

Enfin, à diverses reprises, le législateur est intervenu expressément pour faire cesser ou atténuer facultativement en tout ou partie les effets de l'interdiction légale applicable aux transportés, notamment par les articles 12 de la loi du 30 mai 1854 et 4 de la loi du 31 mai 1854.

Ce qui prouve bien que, malgré l'exécution de la peine « in aperto », l'interdiction légale n'avait pas pris fin et que sa durée dépend de celle de la peine et non pas de l'exécution d'une peine subie dans une prison.

Si nous étudions maintenant les répercussions de la libération conditionnelle sur l'exercice de la contrainte par corps, nous observons que dans ce domaine la jurisprudence n'a pas considéré la libération conditionnelle comme un mode d'exécution de la peine, mais comme une remise de peine sous condition résolutoire.

En effet, le 6 décembre 1897 (5), sur les conclusions de M. l'avocat général Desjardins, la Chambre Civile de la Cour de Cassation jugea que le titre I de la loi du 14 août 1885 ne déroge ni aux articles 3 et 4 de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps, ni à l'article 792 du Code de Procédure Civile.

Il résulte en effet des articles 2 et 5 de la loi du 14 août

(5) Sirey, 1898, I, 449.

1885 que la libération conditionnelle suspend l'exécution de la peine d'emprisonnement et rend aux condamnés une liberté qui, pour être révocable, n'en est pas moins conciliable avec l'exercice de la contrainte par corps. D'autre part, la libération conditionnelle constitue une remise partielle de la peine sous condition résolutoire et qui amène les autres mesures d'atténuation des peines, telles que la grâce et le sursis est sans influence sur les droits des tiers et ne saurait être considérée comme étant de nature à porter atteinte à la faculté qui appartient à la partie civile de poursuivre, notamment au moyen de la contrainte par corps, l'exécution des condamnations prononcées à son profit.

Dans ses conclusions, M. l'avocat général Desjardins exposait qu'un sieur Silvan, condamné à 8 mois de prison, 500 francs d'amende et 10.000 francs de dommages-intérêts pour dénonciation calomnieuse et extorsion de fonds envers la Cie du Canal de Suez, avait été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, mais qu'il fut néanmoins transféré à Sainte-Pélagie en exécution de la recommandation sur écrou dont il était l'objet.

Conformément à l'art. 794 du Code de Procédure Civile, Silvan s'était pourvu devant le Tribunal de la Seine, qui prononça la nullité de l'emprisonnement. La Cour de Paris infirma cette décision par un arrêt qui fut précisément déféré à la Cour de Cassation. Sans doute, précisait l'Avocat général, on a prétendu que l'application de la contrainte par corps à un libéré conditionnel empêcherait la loi de 1885 d'atteindre son but : le reclassement du libéré.

« Mais il s'agit de savoir si le législateur a voulu que les droits légitimes des créanciers fussent sacrifiés au succès de l'épreuve de la libération conditionnelle. Il est infiniment grave de subordonner les droits et les intérêts des tiers au pouvoir discrétionnaire de l'Administration ».

Bien plus, on ne saurait admettre la thèse du Tribunal de la Seine sans placer le libéré conditionnel dans une situation plus favorable que le grâcié dont la liberté est cependant complète ; alors que celle du libéré conditionnel est précaire et révocable. D'autre part, en adoptant la thèse du Tribunal de la Seine, on aboutirait à ce résultat qu'un simple arrêté ministériel aurait de plus profondes répercussions sur les droits des tiers qu'un décret émanant du Chef de l'Etat.

D'ailleurs, l'amnistié lui-même est contraignable lorsque la partie civile a obtenu, avant l'amnistie, une condamnation comportant contrainte par corps.

Quant à l'argument classique, d'après lequel le libéré conditionnel est présumé subir sa peine en liberté, il n'est pas plus décisif que les précédents :

« C'est surtout dans la sphère du droit pénal — déclarait sur ce point l'Avocat Général — qu'il faut se défier de telles fictions. Ici la raison doit l'emporter sur le raisonnement, particulièrement sur un raisonnement pareil. Silvan était condamné à la prison ; on l'a mis en liberté. Comment le public se serait-il figuré que c'était là un mode d'exécution de la peine privative de liberté et que Silvan subissait sa peine en ne la subissant pas ? »

Le condamné avec sursis, aux termes de la loi du 26 mars 1891, n'échappe pas lui non plus à la contrainte par corps. L'art. 2 de la loi dispose clairement que « la suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts ». Cependant, le sursitaire est traité plus favorablement par la loi que le libéré conditionnel. Enfin à supposer (ce qui n'est pas) que le libéré conditionnel subisse sa peine en liberté, on ne pourrait lui faire une situation plus favorable qu'au relégué, qui se trouve lui aussi en liberté.

Or, la Cour de Cassation, le 3 septembre 1896 (6) a décidé que la contrainte par corps qui s'exerce par l'incarcération de celui qui y est soumis, n'est incompatible qu'avec une peine perpétuelle dont l'exécution rend cette incarceration impossible : « Tel n'est pas le caractère de la relégation qui consiste dans l'internement perpétuel dans les colonies... désignées à cet effet et au cours de laquelle les individus qui y sont assujettis sont en état de liberté ».

Commentant les conclusions de l'avocat général Desjardins, M. Albert Tissier s'y rallie, mais non sans réserves. S'il estime que la libération conditionnelle, bien qu'elle soit un mode d'exécution, ne puisse faire obstacle à l'exécution de la contrainte par corps, il n'en déclare pas moins que, « comme résultat pratique, ce système n'est pas excellent ».

C'est aussi notre avis, car s'il est exact que la loi du 14 août 1885 n'a pas abrogé ou atténué l'application de la loi du 22 juillet 1867, il est exact aussi que la libération conditionnelle perd évidemment son caractère d'épreuve et de moralisation, si le jour même de la mise en liberté anticipée, l'exercice de la contrainte par corps empêche précisément le condamné de se reclasser dans la vie libre, ce qui est pour le moins paradoxal.

Enfin, un tel système met le libéré conditionnel débiteur dans l'impossibilité de se procurer par son travail les sommes nécessaires au désintéressement des créanciers, qui entendent cependant se faire payer.

En conséquence, de l'arrêt de cassation précité, la libération conditionnelle ne fait pas obstacle à l'exercice de la contrainte par corps, conformément à la circulaire du 14 mars 1902 (7). Cette circulaire précise en effet, « qu'il

(6) Sirey, 1897, I.156.

(7) Code des prisons, tome 16, p. 74.

y aurait lieu à l'avenir, de retenir les libérés conditionnels qui auront été recommandés sur écrou jusqu'à l'expiration de la durée assignée à la contrainte par corps ».

En harmonie avec l'arrêt de Cassation commenté, l'autorité militaire a demandé et obtenu (8) que les libérés conditionnels soient incorporés dès le jour de leur mise en liberté pour accomplir ou achever leur service militaire.

« ...J'ai été d'autant plus porté — précise le Directeur de l'Administration Pénitentiaire — à adopter cette manière de voir, que l'incorporation immédiate des libérés conditionnels, tout en permettant à ceux-ci d'accomplir sans retard leurs obligations militaires et de régulariser ainsi leur situation dans les conditions les meilleures pour éviter une rechute et assurer leur relèvement moral, présente un réel avantage pour l'armée ».

Bonne en soi, en raison de l'heureux effet que peut avoir la discipline militaire sur les libérés, cette solution n'en est pas moins illogique et contraire au caractère essentiel de la libération conditionnelle, qui se distingue nettement des autres institutions analogues de notre droit pénal.

Sans doute, comme la grâce, la libération conditionnelle affecte l'exécution de la peine, elle se traduit par la mise en liberté du condamné et ne produit effet que dans l'avenir, la peine prononcée figurant toujours sur le casier judiciaire malgré la mesure de faveur prise à l'égard du grâcié ou du libéré. Toutefois, des différences profondes ne distinguent pas moins ces deux institutions. Tout d'abord, la grâce est accordée par le Chef de l'Etat et non pas par le Garde des Sceaux, comme c'est le cas pour la libération conditionnelle, en exécution de l'article 89 de la loi de finances du 13 juillet 1911. Un décret du 13 mars 1911 a opéré le rattachement des services pénitentiaires au Ministère de la Justice.

(8) Circulaire du 22 déc. 1902. Code des Prisons, t. 16, p. 450.

Au cours de la discussion de la proposition de loi de M. Bérenger, M. Brunet prétendait que la libération conditionnelle n'était qu'un dérivé de la grâce et que pour ce motif, elle devait émaner également du Chef de l'Etat. M. Bérenger (9) réfuta justement cette thèse en ces termes : « Loin d'être une faveur assimilable à la grâce, la libération conditionnelle est expressément un mode d'exécution de la peine... l'individu mis en liberté conditionnellement reste en effet placé sous l'action directe de la loi. L'Administration l'a sous la main, à toute heure elle peut le réintégrer... La peine subsiste donc jusqu'au dernier jour de la durée fixée par le titre de condamnation ».

Bien plus, le domaine d'application de la grâce ne se confond nullement avec celui de la libération conditionnelle. Aucune condition d'amendement et de temps n'est requise préalablement à la demande de grâce, alors que la loi du 14 août 1885 exige que la moitié ou les deux tiers de la peine soient accomplis avec l'époque de la proposition de libération conditionnelle. De même, des peines inférieures à 3 mois pourraient faire l'objet d'une grâce et non pas d'une libération conditionnelle.

D'autre part, des condamnés incapables de justifier de moyens d'existence, pour cause d'infirmité notamment ou de maladie, pourront être grâciés alors qu'ils ne pourraient pas être libérés conditionnellement. Enfin, des détenus de nationalité étrangère passibles d'expulsion dès le jour de leur élargissement pourront également bénéficier d'une grâce et non pas d'une libération conditionnelle, sauf dans le cas où ils auraient été admis à résider en France par le Ministre de l'Intérieur.

Une circulaire du 16 janvier 1902 (10) signale en effet aux Directeurs d'établissements pénitentiaires qu'ils « de-

(9) J. Off. Déb. parl. 1884, p. 768.

(10) Code des Prisons, tome 16, p. 67.

vront se renseigner auprès de l'Administration Préfectorale à l'effet de savoir si les détenus de nationalité étrangère sont ou doivent être à l'expiration de leur peine, placés sous le coup d'un arrêté d'expulsion et qu'il n'y aurait lieu de formuler de propositions à leur égard que s'ils étaient admis à résider en France ».

Très différents aussi apparaissent les effets de la grâce et de la libération conditionnelle. La grâce se traduit par une mise en liberté définitive, irrévocable. La libération conditionnelle au contraire, étant un mode d'exécution de la peine, est essentiellement révocable et susceptible d'être rapportée dans les cas prévus par la loi. Le libéré conditionnel est soumis à des obligations de résidence et de bonne conduite dans la vie libre.

Il n'est même pas nécessaire qu'il encoure une condamnation nouvelle pour être passible de révocation ; des faits nettement caractérisés et témoignant de son indignité suffiraient à motiver sa réintégration. Tout autre est l'effet de la grâce sur la situation juridique du bénéficiaire qui, par elle a recouvré sa liberté pleine et entière.

En achevant ce parallèle des caractères les plus marquants de la grâce et de la libération conditionnelle, on ne saurait manquer de souligner que, bien souvent, la grâce permet d'atténuer des condamnations qui, en raison de circonstances locales trop impérieuses peut-être ou de la pression de l'opinion publique, s'avèrent singulièrement excessives. Dans ce cas également, lorsqu'il s'agit de peines de longue durée, la libération conditionnelle jouerait plus logiquement car elle laissera le libéré « sub poena » et permettra ainsi de mieux contrôler son attitude dans la vie libre.

Le sursis institué par la loi du 26 mars 1891 se distingue également de la libération conditionnelle. Sans doute, comme celle-ci, il est une mesure de faveur qui tend

à favoriser l'amendement du condamné et à lui faire subir une peine s'il se conduit mal dans la vie libre. Mais l'analogie ne va pas au-delà de ces traits de ressemblance.

Tout d'abord, la libération conditionnelle est prononcée par l'Administration en considération de l'amendement de l'intéressé depuis l'époque du jugement. Le sursis est accordé par le Juge qui se réfère aux antécédents judiciaires du condamné. Bien plus, la libération conditionnelle s'applique aux peines privatives de liberté, alors que le sursis ne concerne que les peines d'emprisonnement correctionnel et les amendes.

De même, le sursis ne peut être accordé qu'à des condamnés primaires, tandis que la libération conditionnelle est prévue également pour les récidivistes. Le sursis et la libération conditionnelle se différencient encore de ce fait que le temps d'épreuve de la libération conditionnelle n'est égal qu'au restant de la peine à subir au jour de la mise en liberté conditionnelle, et que celui du sursis est de cinq années, délai beaucoup plus long, car le sursis repose sur une simple présomption de meilleure conduite du bénéficiaire. Les répercussions de ces deux mesures de faveur sur le casier judiciaire sont aussi très divergentes. Les condamnations prononcées avec sursis, à l'expiration du délai de cinq ans, sont anéanties de plein droit par la réhabilitation. Au contraire, la libération conditionnelle laisse subsister la condamnation dont elle change seulement le mode d'exécution.

Le sursitaire est encore dans une situation plus favorable que le libéré conditionnel au point de vue de la révocation de la mesure de faveur dont il a bénéficié, car une nouvelle condamnation est nécessaire pour la motiver, n'étant pas astreint comme le libéré conditionnel à observer une conduite irréprochable dans la vie libre. En revanche, ce dernier peut voir révoquer sa libération conditionnelle

s'il a manqué d'observer les obligations qui lui étaient imposées par son permis de libération, alors même qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une nouvelle condamnation.

La libération conditionnelle se distingue également du système des sentences indéterminées qui permet au juge d'assigner à l'Administration un délai minimum et un délai maximum dans les limites duquel elle ne peut garder le détenu au-delà du temps fixé, ni le libérer avant l'époque déterminée par le juge. Dans ce système, le juge présume que le condamné ne pourra s'amender que dans une période qu'il fixe, assez longue en général, pour que l'Administration ait le temps voulu pour réaliser l'amendement du détenu. Ce temps assigné à l'Administration par le juge, est en général beaucoup plus long que dans le système des sentences préfixes qui donnent lieu à l'application de la libération conditionnelle.

C'est au contraire dans un délai de temps précisé par le juge, et non pas indéterminé comme précédemment, que l'Administration se placera pour apprécier l'amendement du condamné et ses titres à la libération conditionnelle. Enfin, différence essentielle entre la libération conditionnelle et les sentences indéterminées, celles-ci se traduisent, en dernière analyse, par la mise en liberté définitive du condamné, alors que la libération conditionnelle le laisse toujours « sub poena » passible de révocation dans les cas prévus par la loi.

Très différente de la libération conditionnelle nous apparaît également la réhabilitation. Dans son ouvrage sur la « Justice Pénale d'aujourd'hui » (11), M. Donnedieu de Vabres a judicieusement mis en relief les caractères distinctifs de la libération conditionnelle et de la réhabilitation.

(11) Donnedieu de Vabres, La Justice Pénale d'aujourd'hui, p. 201.

« La libération conditionnelle, écrit-il en effet, a pour objet une dispense partielle et provisoire de la peine principale. La réhabilitation laisse la peine intacte. Elle n'intervient que lorsque celle-ci a été intégralement subie. La libération conditionnelle n'affecte ni la condamnation elle-même, ni ses conséquences accessoires qui continuent à se manifester : privation de droits civils et politiques, déchéances diverses. La réhabilitation a pour objet propre d'anéantir la condamnation et de faire cesser pour l'avenir les incapacités qui en résultent ».

Enfin, tandis que la libération conditionnelle sanctionne la bonne conduite du condamné qui subit sa peine, la réhabilitation ne tient compte que des efforts qu'il a fait pour se mieux conduire depuis son retour à la vie libre.

La libération conditionnelle, comme nous venons de l'établir, est une institution tout à fait originale de notre droit pénal. Elle a pour ce motif un domaine d'application restreint qu'il convient de préciser dans les développements qui vont suivre.

CHAPITRE III

SPHÈRE D'APPLICATION DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Parmi les individus qui peuvent être proposés pour la libération conditionnelle, nous rencontrons tout d'abord les mineurs discernants qui sont condamnés à des peines véritables, bien qu'elles soient atténuées, en vertu des articles 67, 68, 69 du Code Pénal, remaniés par la loi du 22 juillet 1912. Ces condamnés mineurs et les condamnés adultes peuvent être primaires ou récidivistes.

a) *Primaires* : Les dispositions de la loi relatives à cette catégorie de condamnés n'exigent aucun commentaire. Le législateur a poursuivi l'amendement de ces détenus d'une manière toute spéciale en introduisant dans notre Code Pénal la libération conditionnelle, juste récompense de leurs efforts pour se reclasser dans la société.

b) *Récidivistes* : Sur le principe de l'application de la loi aux récidivistes, une vive discussion eut lieu à la Société Générale des Prisons. M. Desportes (1) estimait, en effet, que dans un établissement en commun le repentir du récidiviste était « bien improbable ». Aussi, déclarait-il à ce sujet :

« Je dis que la libération conditionnelle deviendra de la sorte non le prix du repentir sincère, mais de l'hypocrisie du détenu récidiviste, plus corrompu, mais plus ingénieux qu'un nouveau venu ».

(1) Revue pénitentiaire, 1884, p. 361.

Il est des récidivistes qui sont des malfaiteurs incorrigibles, mais combien d'autres aussi, suivant l'expression de M. Béranger (2), « sont des récidivistes malgré eux, des gens que la misère, le dénuement complet, l'impossibilité, le dégoût de travailler font retourner en prison, où ils sont du moins assurés de trouver leur gîte et de manger à leur faim ».

Et poursuivant la réfutation de la thèse de M. Desportes, M. Béranger concluait en ces termes (3) :

« C'est assurément une présomption grave qu'un homme plusieurs fois flétri par la justice ne soit pas susceptible d'amendement ; une pratique un peu suivie du patronage démontre cependant que ce n'est pas une vérité absolue ; certains individus, condamnés même un grand nombre de fois pour des délits tels que le vagabondage, la mendicité, l'outrage aux agents, n'en portent pas une véritable souillure et sont souvent plus faciles à remettre dans la voie du travail et de l'honnêteté que certains filous ou escrocs condamnés pour la première fois à une peine légère ».

Cette opinion soutenue antérieurement déjà par M. Bonneville de Marsangy fut admise par le Parlement qui ne fit aucune opposition sérieuse au principe de l'application de la loi de 1885 aux récidivistes. Parmi ceux-ci, les condamnés à la relégation et aux travaux forcés ont retenu spécialement l'attention du législateur.

En effet, les relégués, récidivistes endurcis dans le crime, sont, à première vue, incapables de relèvement et par conséquent ne méritent pas de pouvoir bénéficier d'une mesure de faveur telle que la libération conditionnelle. Toutefois, bien que le redressement moral des relégués soit nécessairement plus délicat que celui des condamnés primaires, il n'en faut pas désespérer *à priori*, et leur enlever

(2) *Ibid.*, 1884, p. 483.

(3) J. Off. Sénat, op. cit. 1884, p. 365.

toute chance d'amendement en les plaçant en dehors de la sphère d'application de la loi du 14 août 1885.

Ils peuvent, en effet, présenter des chances d'amendement.

« Si rebelles à tous sentiments de réforme qu'on puisse supposer les natures perverses qu'a prétendu viser la loi du 27 mai 1885, on doit admettre qu'un certain nombre ne seront pas insensibles au moment du départ à un sursis qui les tiendra sous condition sur le continent et ils feront des efforts pour obtenir par leur conduite que cette faveur ne soit pas révoquée » (4).

« Un condamné à la relégation se conduirait très bien pendant plusieurs mois, plusieurs années, disait encore M. Béranger (5), et à l'expiration de sa peine, le Ministre de l'Intérieur n'en serait pas moins forcé malgré tout de le faire envoyer hors de France dans un lieu de relégation. Cette nécessité était injuste ».

Pour rendre impossible pareille situation, la Commission de la Chambre, sur la demande du Ministre de l'Intérieur, vota les dispositions ci-après qui furent d'ailleurs adoptées définitivement.

« Au cas où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de cette dernière mesure et le condamné sera, en conséquence, laissé en France, sauf droit de révocation, ainsi qu'il est dit au présent article. Ce droit de révocation prendra fin, en ce cas, s'il n'en a pas été fait usage pendant les 10 années qui auront suivi la date de l'expiration de la peine principale ».

M. Béranger s'opposait à cette solution qui consistait à « faire découler de la libération conditionnelle accordée

(4) M. Béranger, doc. parl. Sénat. J. Off. janvier 1885, p. 183.

(5) J. Off. déb. parl. 1^{er} mai 1885, p. 832.

pour la peine, la faculté par le Gouvernement de maintenir en France « les relégués ». Aussi, M. Béranger préconisait l'institution de 2 libérations conditionnelles en matière de relégation : l'une affectant la peine principale subie en France et l'autre, la relégation elle-même purgée aux colonies.

La Commission du Sénat avait d'ailleurs voté les dispositions suivantes en amendement aux alinéas précités de l'article 2 :

« S'il s'agit d'une peine qui doit être suivie de la relégation, la libération conditionnelle peut porter ou sur la peine ou sur la relégation. Dans le premier cas, elle ne peut être accordée qu'aux condamnés qui ont subi 6 mois d'emprisonnement, si la peine est inférieure à 9 mois, ou les $\frac{2}{3}$ de leur peine, dans le cas contraire... Dans le second cas, si la libération conditionnelle intervient avant que le condamné ait quitté le continent, il est sursis à l'exécution de la relégation, tant que la conduite du condamné justifie cette faveur. La révocation peut avoir lieu pendant un délai de 10 ans à partir de la libération définitive ou conditionnelle » (6).

Ces textes ne furent même pas discutés par le Sénat qui adopta sans changement les deux alinéas votés par la Chambre. Bref, selon les instructions de l'Administration pénitentiaire en date du 18 décembre 1886 : « Le condamné à la relégation peut, en vertu de la décision de libération conditionnelle, être laissé en France, mais ce sursis à l'exécution de la relégation ne peut porter que sur la peine principale et la décision doit, par conséquent, être prise avant que l'expiration de cette peine ait rendu la relégation nécessaire » (7).

(6) Sirey, Lois annotées, 1885, p. 847.

(7) Revue pénitentiaire, p. 169.

Au contraire, les relégués subissant leur peine aux colonies ne sont pas susceptibles de bénéficier de la loi du 14 août 1885, et sont régis par la loi du 27 mai 1885.

Quant aux déportés, leur peine étant perpétuelle, ils ne peuvent invoquer les dispositions de la loi du 14 août 1885, mais on peut les autoriser à résider hors du territoire de la colonie affecté à l'exécution de la transportation.

La situation des condamnés aux travaux forcés fera ici l'objet d'une étude toute spéciale.

En effet, au cours de la discussion de la loi du 14 août 1885, M. Herbette, Commissaire du Gouvernement et Directeur de l'Administration pénitentiaire, y attacha lui-même une importance particulière (8).

« Le système de la libération conditionnelle pourra être mis en pratique aux colonies, disait-il, et s'y appliquer, non pas seulement à la peine de réclusion, aux grandes peines correctionnelles et aux peines d'emprisonnement de courte durée, mais aussi à la peine des travaux forcés qui, aux termes de la loi de 1854, doit s'accomplir hors de France ».

Certains en conclurent que la libération conditionnelle pouvait être appliquée indistinctement à tous les individus condamnés à la peine des travaux forcés à temps et la subissant aux colonies. Cette opinion nous paraît erronée. M. Bérenger donna sur ce point des précisions qui semblent décisives (9). M. Bérenger demanda, en effet, que l'expression « dans les divers lieux de répression » indiquant ceux où la libération conditionnelle serait appliquée fût remplacée par celle-ci : « dans les établissements pénitentiaires autres que ceux consacrés à l'exécution de la peine des travaux forcés ».

(8) J. Off. déb. parl. Chambre, 1885, p. 843.

(9) J. Off. déb. parl. Sénat, 1884, p. 761.

En conséquence, le dernier membre de phrase du 1^{er} article de la loi qui disposait en termes généraux qu'un « régime disciplinaire de punition et de récompenses serait établi dans les divers lieux de répression » fut remplacé par celui-ci : « dans les divers établissements pénitentiaires autres que ceux consacrés à l'exécution des travaux forcés ».

D'autre part, l'article II de la loi du 14 août 1885 précise : « La présente loi est applicable aux colonies sous réserve des dispositions de lois et règlements spéciaux relatifs à l'exécution de la peine des travaux forcés ».

Cette restriction, M. Bérenger lui-même la justifia devant le Sénat le 1^{er} avril 1885 (10) : « Elle s'explique, disait-il, par cette circonstance que dans les établissements de nos colonies où s'exécute la peine des travaux forcés, il y a, en vertu de la loi de 1854 et d'un décret du 18 juin 1880, des dispositions spéciales en vue du régime disciplinaire et de la libération conditionnelle qui ne devront subir aucune modification de la loi actuelle ».

Les travaux préparatoires de la loi du 14 août 1885 excluent donc nettement les transportés subissant leur peine aux colonies du domaine d'application de la loi. Toutefois, il importe de les concilier avec le texte de l'article 4 du décret du 4 septembre 1891, et de l'article 4 du 2^e décret du 18 septembre 1925 qui mentionnent la libération conditionnelle parmi les mesures de faveur qui peuvent être accordées aux transportés qui se sont amendés.

Ces textes ne sont pas inconciliables d'après nous avec les articles I et II de la loi du 14 août 1885, car la mention qu'ils font de la libération conditionnelle ne saurait avoir de valeur que dans la mesure où la loi du 14 août 1885 peut être déclarée applicable aux transportés. Or, nous venons de le voir, les déclarations catégoriques de M. Bé-

(10) J. Off. 1885, Sénat, déb. parl., p. 877.

renger ne permettent pas de conclure que les décrets précités ont pu avoir pour objet d'étendre aux transportés le bénéfice de la loi du 14 août 1885. L'application de ce texte aux condamnés de cette catégorie en application des décrets susvisés est donc nécessairement fonction de l'interprétation de la loi du 14 août 1885.

Si l'on veut examiner clairement la situation des condamnés aux travaux forcés au point de vue de la libération conditionnelle, il faut étudier tout d'abord celle des condamnés perpétuels, puis celle des condamnés à temps.

Les premiers ne peuvent être proposés (sauf dans le cas où leur peine viendrait à être commuée en réclusion) car on ne saurait évidemment fixer l'époque où ils auront subi la moitié ou les deux tiers de leur peine. M. Leveillé critiquait avec humour cette argumentation :

« Je ne contesterai pas certainement, écrivait-il, la grandeur biblique d'un tel argument, mais en vérité, sans essayer de diviser l'éternité par deux, était-il donc impossible d'autoriser la libération provisoire des condamnés perpétuels après un temps d'épreuve fixé d'avance et d'une façon constante après dix ans, par exemple, de bonne conduite et d'efforts suivis » (11).

La thèse de M. Leveillé est très séduisante, mais les termes de la loi du 14 août 1885 et surtout ses travaux préparatoires ne permettent pas de la retenir.

Quant aux transportés qui sont condamnés à des peines temporaires qu'ils purgent également aux colonies, ils ne peuvent invoquer davantage le bénéfice de la libération conditionnelle.

En effet, ceux qui sont condamnés à moins de 8 ans de travaux forcés sont tenus de résider à la colonie pendant un temps égal à la peine encourue. C'est le doublage.

(11) *Le Temps*, 12 septembre 1885.

Et ceux dont la peine est supérieure à 8 années sont astreints à une résidence perpétuelle. Les uns et les autres, en raison de l'obligation de résidence qui leur est imposée par l'article 6 de la loi du 30 mai 1854 et n'est pas abolie par la loi du 14 août 1885, ne sauraient donc être proposés pour la libération conditionnelle.

Tous les condamnés aux travaux forcés ne subissent pas d'ailleurs leur peine aux colonies, il en est qui la purgent en France et de ce fait rentrent dans le domaine d'exécution de la loi du 14 août 1885. Telles sont les femmes qui sont dispensées de la transportation et subissent leur peine dans les maisons centrales. Les hommes qui ont commis un crime dans un établissement pénitentiaire doivent y subir aussi même les peines les plus longues. « Il demeure donc entendu que la libération conditionnelle s'applique même à la peine de travaux forcés à temps, subie en France ou en Algérie » (12).

En dehors des individus condamnés par des tribunaux ordinaires, il en est d'autres qui relèvent des tribunaux militaires. Peuvent-ils être proposés pour le bénéfice de la libération conditionnelle ? Telle est la dernière question que nous aurons à examiner au cours de ce chapitre.

Nous étudierons la situation des condamnés militaires au point de vue de la libération conditionnelle d'après le *Traité Théorique et Pratique de Droit Pénal et de procédure militaire* de M. le Professeur Pierre Hugueney qu'il est indispensable de consulter pour bien connaître le régime applicable à cette catégorie de condamnés.

L'article 256 du Code de Justice Militaire précise que les dispositions de la loi du 14 août 1885 relatives à la libération conditionnelle sont applicables aux militaires ou assimilés qui ont été condamnés par des tribunaux mili-

(12) Déclarations de M. Herbette à la Chambre, J. Off., 1885, Chambre, déb. parl., p. 843.

taires ou par des tribunaux ordinaires, qu'ils soient détenus dans un établissement pénitentiaire civil ou dans une prison militaire. Les règles applicables à ces différentes catégories de militaires candidats à la libération conditionnelle ont été fixées par de nombreuses circulaires, notamment par une circulaire du 19 juin 1929 (13) pour les militaires détenus dans des prisons militaires. Ceux qui subissent leur peine dans des établissements civils sont régis par la circulaire du 27 juin 1929 (14).

La libération conditionnelle est aussi applicable à ces condamnés sous réserve de modalités particulières dérivant de l'organisation militaire elle-même que nous fixerons en étudiant la procédure de la libération conditionnelle.

(13) Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre, 1929, partie permanente, p. 2877.

(14) Loc. cit. 1929 partie permanente, p. 2949.

CHAPITRE IV

CONDITIONS IMPOSÉES AU DÉTENU QUI DEMANDE SA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Tout d'abord, le condamné doit justifier d'une bonne conduite. Deux systèmes peuvent être appliqués aux condamnés en matière de libération conditionnelle. L'un consiste à accorder de plein droit cette mesure de faveur à tous les condamnés qui ont subi le minimum de détention requis par la loi. L'autre ne prévoit la libération conditionnelle que pour ceux qui justifient, au surplus, d'une conduite satisfaisante en prison. Ce dernier système a été adopté par le législateur de 1885.

L'expression de régime disciplinaire, que l'on trouve à l'article 1^{er} de la loi, doit être élucidée dès maintenant. Il ne faudrait point en conclure que l'application de la loi de 1885 est subordonnée à l'institution de ce régime disciplinaire, prévu dans les établissements de France et d'Algérie. Les termes de l'article 2 1^o déjà étudiés nous empêchent d'admettre une telle interprétation.

D'ailleurs, dans toutes les prisons, il est possible, à défaut de ce système, d'apprécier dans une certaine mesure le degré d'amendement des condamnés. M. Herbet, Commissaire du Gouvernement, ne manqua point de souligner l'importance capitale de la mission moralisatrice et éducative du personnel pénitentiaire (1).

(1) Revue pénitentiaire, 1884, p. 426.

« L'amendement des détenus dépendra surtout, ne l'oublions pas, de l'action qui s'exercera sur eux, observait M. Herbet. Il ne suffit pas de songer aux immeubles où l'on enfermera les détenus, il faut savoir à quelles mains ils seront confiés. L'homme qui a autorité sur le détenu doit être l'agent même du progrès pénitentiaire ». L'attitude en détention du condamné devait être constatée régulièrement, en application des règles posées par un règlement d'administration publique qui n'a pas été élaboré jusqu'à ce jour.

Il fallut donc recourir à un autre moyen pour apprécier le degré d'amendement des intéressés. On l'a trouvé dans l'examen des notes pénitentiaires réunies sur les condamnés par les directeurs de prison et qui sont assez précises pour donner une notion exacte du progrès moral réalisé. Le dossier de libération conditionnelle doit indiquer en effet les punitions encourues, apprécier la bonne volonté au travail et l'activité déployée pour l'exécuter et surtout la sincérité du repentir manifesté dans la mesure évidemment où il est possible de la déterminer.

Il y a lieu, cependant, de tenir compte de l'hypocrisie incorrigible d'un grand nombre de détenus qui atténue la force probante de leur attitude pénitentiaire. Par exemple, il est notoire que les récidivistes les plus endurcis échappent aux punitions avec le plus de facilités parce que, connaissant depuis longtemps déjà la discipline et les moyens de s'en accommoder, ils savent s'y plier et ainsi mériter les faveurs que l'on veut réserver à bon droit aux condamnés primaires et à tous ceux qui paraissent amendés ou en voie de l'être par leur attitude satisfaisante en prison.

A l'avis du directeur de l'établissement et à celui de la commission de surveillance et aux notes pénitentiaires prévues au dossier de libération conditionnelle, peuvent

encore s'ajouter les données du bulletin de statistique morale qui les vient compléter. Ce document institué par un arrêté et une circulaire de M. Duchatel, Ministre de l'Intérieur en 1842, permet de réaliser une sorte de comptabilité morale basée sur les punitions infligées par le directeur au prétoire. Le prétoire est présidé par le directeur assisté du sous-directeur et de l'instituteur et examine toutes les fautes disciplinaires commises par les détenus de l'établissement. Le bulletin de statistique morale, en tant qu'il relate les punitions et aussi les récompenses concernant les intéressés, constitue un élément d'appréciation très important pour le comité de libération conditionnelle. A d'autres égards encore, ce bulletin renferme des indications intéressantes au point de vue de l'application de la loi de 1885. Il précise, en effet, la situation de famille et les personnes avec lesquelles le condamné est autorisé à correspondre.

Si la conduite est l'un des éléments de l'attitude en prison d'un condamné, l'un des plus importants, il faut tenir compte aussi de l'activité déployée par le détenu dans l'exécution de son travail. Toutefois, une réserve capitale s'impose sur ce point. Nombreux, en effet, sont les détenus inaptes au travail des prisons en raison de leur état de santé, de leur âge ou simplement de la profession qu'ils exerçaient dans la vie libre.

De tous ces individus, seule, une conduite satisfaisante devra être exigée. M. Herbette lui-même l'affirmait au Sénat (2).

« Il est bien compris par nous que les notes qui doivent encourager, marquer les efforts et les progrès du détenu vers l'amendement, porteraient sur la conduite générale du détenu, y compris sans doute, son application au tra-

(2) J. Off. Déb. parl. Sénat 1884, p. 761.

vail, lorsque le travail lui sera offert. Toutefois, cette observation du travail journalier ne saurait préjudicier à la libération conditionnelle d'un condamné dont la conduite serait notée comme excellente, mais qui ne se livrerait pas au travail, soit par suite du chômage dans l'établissement pénitentiaire, soit en cas d'infirmité, de maladie, de faiblesse ou de circonstances indépendantes de sa volonté. Le travail n'est qu'un des éléments d'appréciation de la conduite générale et ne constitue pas une condition absolue imposée à tout détenu, sous peine de perdre toute chance de libération conditionnelle ».

D'autre part, le condamné doit avoir subi au préalable une partie déterminée de sa peine.

Nous examinerons successivement la situation des primaires et celle des récidivistes, au regard de la loi du 14 août 1885.

Primaires :

Lorsque la loi fut discutée au Sénat, l'article 2 disposait :

« Tout condamné ayant à subir une peine comportant privation de liberté pendant 6 mois au moins peut, après avoir accompli la moitié de sa peine, être mis conditionnellement en liberté ».

M. Herbette se prononça nettement contre la fixation d'un stage préalable de 6 mois. Il ne voyait point pour quels motifs l'article 2 priverait de la libération conditionnelle les condamnés à des peines inférieures à 6 mois, les plus dignes la plupart du temps de la bienveillance de la loi parce qu'ils ont commis des infractions de faible gravité.

« Doit-on prévoir, en conséquence, poursuivait-il, que le public s'étonnerait de voir un condamné de 6 mois plus favorisé qu'un condamné de 5, le premier recevant sa liberté au bout de 3 mois, le second restant incarcéré, bien qu'ayant, je suppose, meilleure conduite. Ne pourrait-on imaginer une autre solution, après avoir accompli 3 mois

au moins de sa peine à subir, un détenu ne pourrait-il espérer la libération conditionnelle, s'il l'a méritée par sa conduite » (3).

Au cours de la même séance, M. Béranger réfuta les objections de M. Herbette.

La libération conditionnelle, disait-il en substance, est une « faveur spéciale » d'une incontestable portée, puisqu'elle « affecte gravement la peine » et peut avoir des répercussions sérieuses dans les milieux où elle s'exécute. Ces considérations, précisait M. Béranger, « ont déterminé les législations étrangères à n'admettre la libération que dans certaines conditions de durée de la peine sévèrement précisées ; on a unanimement pensé qu'il y a une limite au-dessous de laquelle elle ne pouvait pas être accordée ».

« Il y a une certaine quotité de la peine au-dessous de laquelle il semble impossible de descendre... On a varié sur la limite, mais on a toujours pensé qu'il en fallait une. En effet, si vous alliez admettre que toute peine, quelle qu'elle soit, peut donner lieu à l'application de la libération conditionnelle, elle aurait pour conséquence, dans beaucoup de cas, de supprimer en quelque sorte la condamnation elle-même ».

Au surplus, les anomalies signalées par M. Herbette dérivent nécessairement de tout système imposant un stage de détention préalablement à l'octroi d'une mesure gracieuse. Mieux valait donc s'exposer à cette critique qu'aux conséquences autrement graves de l'énervement de la répression résultant de la solution proposée par M. Herbette.

La Chambre ne s'en montra pas moins hostile au texte de M. Béranger, voté par le Sénat, et M. Freppel déposa un amendement tendant à la suppression des mots « pendant 6 mois au moins », à la séance du 16 mai 1885 ; il

(3) J. Off. Débats parl. Sénat, 1884, p. 762.

reprit les arguments déjà invoqués par M. Herbetle au Sénat. La Chambre adopta la rédaction suivante :

« Tout condamné ayant à subir une peine comportant privation de liberté peut, après avoir accompli la moitié de sa peine, être mis conditionnellement en liberté ».

La question du délai minimum nécessaire pour permettre à l'administration d'apprécier le degré d'amendement des condamnés revenait ainsi à nouveau en discussion. D'autre part, le texte adopté par la Chambre était en contradiction absolue avec le but même de la loi de 1885. Comment établir, en effet, dans un laps de temps très court si un détenu a donné des preuves suffisantes de son retour au bien. Ce n'est pas en un mois ou deux mois seulement qu'il est possible d'avoir une opinion motivée à cet égard.

« On ne saurait accepter, sans susciter de légitimes alarmes, une disposition analogue à celle adoptée par la Chambre le 16 mai 1885. C'était, il faut le reconnaître, la suppression des garanties qui, jusqu'à ce jour, ont été jugées indispensables pour protéger l'institution » (4).

Au surplus, le stage de 3 mois qui fut proposé n'était pas une solution à l'abri de toute critique. M. Desportes (5), à la Société Générale des Prisons, en dénonça les inconvénients.

Il le jugeait également trop court pour permettre d'apprécier l'amendement du condamné et refusait le bénéfice de la loi aux individus condamnés à des peines inférieures à 6 mois. Pour ceux qui purgeraient des peines supérieures à 6 mois, il préconisait une détention préalable réelle de 6 mois.

A la Société Générale des Prisons, M. Lacointa (6) de-

(4) Discours de la rentrée de la Cour de Besançon de M. Blache, substitut du Procureur Général, *Revue pénitentiaire*, 1889, p. 335.

(5) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 361 et suiv.

(6) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 472.

mandait lui aussi que la libération conditionnelle ne fût pas appliquée aux peines de 6 mois de prison. « Il est peu de condamnés, disait-il, qui ne soient capables de se contenir durant 3 mois après leur libération pour ne pas être réintégrés dans leur maison de correction, sauf à reprendre leur libre allure, les 3 mois expirés. Il semble que, pour être vraiment décisive, l'expérience devrait être plus longue ».

M. Bérenger réfuta cette thèse. Si on l'avait admise, en effet, des condamnés primaires à des peines inférieures à 6 mois n'auraient pu prétendre à la libération conditionnelle alors que des récidivistes ayant encouru des peines beaucoup plus sévères auraient pu obtenir cette mesure de faveur.

« Si la libération conditionnelle sagement appliquée, déclarait M. Bérenger, peut être un instrument puissant de relèvement pour les condamnés et de préservation pour la société, elle ne manquerait pas, si elle devenait banale et arbitraire, de susciter, au point de vue de l'efficacité de la répression et de la sécurité publique, les objections les plus fondées » (7).

C'est dans ces conditions que le Sénat, puis la Chambre, exigèrent le minimum d'exécution effective de 3 mois préalable à toute proposition de libération conditionnelle des condamnés à des peines inférieures à 6 mois. Pour les autres condamnés, l'accomplissement de la moitié de la peine fut exigé.

Récidivistes :

Les règles applicables aux récidivistes procèdent d'une conception identique, bien que la loi de 1885 ait prévu des conditions de stage plus rigoureuses à leur sujet.

L'article 2 dispose, en effet, que les récidivistes ne

(7) J. Off. 1885, Déb. parl. Sénat, p. 832.

peuvent obtenir la libération conditionnelle qu'après avoir subi un minimum d'exécution effective de la peine égal à 6 mois pour les peines inférieures à 9 mois et aux $\frac{2}{3}$ dans le cas contraire. La sévérité des règles ainsi posées se justifie aisément. La libération anticipée de ces condamnés qui, le plus souvent, ont donné des preuves de leur déchéance, présente évidemment les plus graves dangers pour la société. Au surplus, l'hypocrisie si naturelle chez les détenus (surtout ceux de cette catégorie) ne permet jamais de déterminer assez exactement dans quelle mesure ils se sont réellement amendés. En revanche, nous l'avons déjà vu, l'équité commandait au législateur de prévoir quand même à leur égard cette mesure de faveur, certains d'entre eux, très peu nombreux d'ailleurs, pouvant avoir encore la volonté de se reclasser dans la vie libre.

Les condamnés aux travaux forcés qui ont bénéficié d'une commutation de leur peine en réclusion peuvent, d'ailleurs, bénéficier de la libération conditionnelle. Dans cette hypothèse, en effet, ils subissent leur peine en France, et, à ce titre, peuvent invoquer les dispositions de la loi du 14 août 1885.

Le minimum de détention est établi sur des bases identiques. Si, par exemple, une peine perpétuelle a été commuée en peine temporaire, on devra faire bloc des deux peines pour savoir à quelle époque le condamné pourra être admis au bénéfice de la libération conditionnelle.

Lorsqu'une peine perpétuelle a été commuée en une peine temporaire, le condamné devient apte à bénéficier de la loi du 14 août 1885. Pour savoir à quelle époque le condamné peut obtenir sa libération conditionnelle, il faut faire le bloc des deux peines :

1) de la peine perpétuelle dont la durée a été limitée par la commutation pour le temps subi,

2) de la peine substituée pour le temps assigné par le

décret de commutation. L'époque de la libération conditionnelle se place à moitié ou aux deux tiers de ce total, suivant que le condamné est ou n'est pas récidiviste.

Enfin, tous les candidats à la libération conditionnelle doivent justifier de moyens d'existence.

Ayant ainsi précisé le domaine d'application de la loi du 14 août 1885 et les conditions requises des candidats à la libération conditionnelle, nous devons fixer maintenant la procédure suivie pour assurer l'exécution de la loi.

(8) Jurisprudence de la Chancellerie du 21 avril 1888. Recueil des règlements et circulaires pénitentiaires, 1896, p. 92.

CHAPITRE V

PROCÉDURE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

L'article 3 de la loi du 14 août 1885 dispose que les arrêtés de mise en liberté sous condition sont pris par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Préfet, du Directeur, de la Commission de surveillance et du Parquet du lieu de condamnation.

A défaut du règlement d'administration publique, prévu par la loi de 1885 pour déterminer les modalités d'application et notamment en ce qui concerne la constatation journalière de la conduite et du travail des détenus, c'est la pratique administrative, exprimée par de nombreuses circulaires, qui fixe le fonctionnement de la libération conditionnelle. De ces circulaires qui sont fort nombreuses, nous retiendrons celles qu'il est indispensable de bien connaître pour avoir une notion exacte de l'état actuel de la libération conditionnelle.

Parmi les circulaires, prises pour l'application de la loi de 1885, nous signalons celle du 10 juillet 1888 (1). Après avoir indiqué aux directeurs d'établissements que désormais des pièces nouvelles serviraient à établir les dossiers de libération conditionnelle, notamment les notices que nous étudierons bientôt dans ce chapitre, la circulaire souligne avec force que l'institution de la libération conditionnelle donne au personnel de l'administration pén-

(1) J. Off., 1890, p. 2811.

tentiaire une mission dont il doit avoir conscience. Elle insiste sur le rôle capital de l'autorité judiciaire dans l'application de la loi.

La circulaire précise aussi que « le personnel de l'Administration pénitentiaire n'a pas à attendre les demandes des intéressés pour proposer les décisions que semblent comporter leur conduite et les garanties d'amendement qu'ils donnent. Nul, d'ailleurs, n'a qualité pour empêcher les demandes de se produire et nulle autre catégorie de détenus ne doit être écartée à priori que celle dont l'exclusion est faite par les termes de la loi ».

En annexe à la circulaire du 10 juillet 1888, figurent notamment le modèle des notices de libération conditionnelle adressées aux Préfets et aux Parquets, celui des demandes de renseignements faites aux maires de la résidence antérieure du détenu, et à celui de sa résidence éventuelle ainsi que le modèle des feuilles de renseignements sur les libérés envoyées par les Directeurs d'établissement au Préfet et au Parquet de la résidence des intéressés.

De son côté, le Garde des Sceaux, par deux circulaires, l'une du 28 juin 1888 (2), l'autre du 20 juillet 1888 (3), expose aux Procureurs Généraux toute l'importance qu'il attachait à une application large de la loi.

Dans la circulaire du 28 juin 1888, il insiste tout d'abord sur cette idée que la magistrature ne peut que favoriser le succès de la libération conditionnelle.

« En effet, précisait-il, la magistrature ne peut que se montrer favorable à la large pratique de cette institution qui ne préjudicie en rien à l'action de la justice ».

Le Garde des Sceaux détermine ensuite les éléments d'appréciation qui devront guider les Parquets appelés à émettre leur avis : ce sera non seulement la conduite et

(2) Circulaire du 28 juin 1888, Journal des Parquets, 1888-3-95.

(3) Circulaire du 20 juillet 1888. Op. cit., 1888-3-301.

l'application au travail des condamnés, mais encore leurs moyens d'existence à la sortie de prison, ainsi que leur empressement à s'acquitter des amendes et des frais de justice. D'autre part, dans certains cas, les nécessités de la répression pourront exiger que pendant une période plus longue que la moitié ou les deux tiers de la peine, les détenus aient donné des gages d'amendement. La libération conditionnelle leur serait ainsi accordée peu avant la fin de leur peine. Les Parquets auront donc à se prononcer à cet égard. Enfin, ils devront également fixer les conditions spéciales qui leur sembleraient devoir être imposées en particulier au point de vue de la résidence. Le Garde des Sceaux invite enfin les Parquets à signaler au Ministre de l'Intérieur les détenus qui leur paraîtraient dignes de la libération conditionnelle et d'une manière générale, à les visiter assez fréquemment pour contribuer à leur moralisation, prélude essentiel de l'application de la loi.

Ces instructions furent rappelées et complétées par celles de la circulaire du 20 juillet 1888, qui énumère les pièces devant constituer les dossiers de libération conditionnelle. Elle règle enfin la question du calcul de la peine en cas de commutation d'une peine perpétuelle en peine temporaire.

Ayant ainsi déterminé les principes essentiels qui régissent le fonctionnement de la loi du 14 août 1885, nous allons étudier en détail la procédure qui s'en dégage.

Précisons tout d'abord que, lorsque le condamné a produit le certificat d'hébergement, de travail ou de patronage nécessaire à la formation de son dossier, le directeur de la prison fait établir au nom du condamné deux notices de renseignements. L'une est adressée au Préfet du lieu de détention, l'autre au Parquet du lieu de condamnation.

Les notices portent l'avis motivé du directeur de la

prison et de la commission de surveillance. Elles précisent aussi, d'autre part, l'état civil du condamné, sa situation pénale, ses aptitudes au travail, son état de santé, les acomptes versés par l'intéressé pour acquitter ses frais de justice, la résidence qu'il a choisie pour le cas de mise en liberté anticipée, et les répercussions éventuelles de la libération conditionnelle sur les co-détenus de l'intéressé.

Il convient de remarquer ici que le Préfet du lieu de détention doit consulter son collègue de la résidence choisie par l'intéressé sur les inconvénients qui peuvent résulter de la présence du condamné dans la localité où il veut se fixer. Une copie de l'avis du Préfet de la résidence est envoyée au Préfet du lieu de détention qui la transmet avec son avis au Garde des Sceaux.

Les dossiers de libération conditionnelle contiennent également l'extrait de l'arrêt ou du jugement intervenu à l'égard du condamné, un exposé sommaire des faits qui ont motivé la condamnation ainsi qu'une lettre de renseignements émanant du maire des localités où le condamné a résidé et de celui de la commune où il veut demeurer, en cas de mise en liberté anticipée. Un certificat de travail ou un certificat d'hébergement, délivré par un particulier ou un parent de l'intéressé, figurent enfin au dossier de libération conditionnelle. Le condamné peut aussi obtenir la protection d'une société de patronage.

Il ne suffirait pas, en effet, que le détenu donnât satisfaction par sa conduite et son travail en prison, s'il devait se trouver sans occupation au jour de sa mise en libération conditionnelle. Il perdrait bien vite, en effet, les habitudes de travail qu'il a pu contracter au cours de sa détention, et l'oisiveté où il serait à nouveau l'amènerait à commettre de nouvelles infractions de nature peut-être à compromettre pour toujours son reclassement dans la société. C'est dans cet esprit que, conformément d'ailleurs au but

poursuivi par la loi du 14 août 1885, la circulaire précitée du 10 juillet 1888 exige que les candidats à la libération conditionnelle justifient de moyens d'existence dans la vie libre.

Lorsque le certificat délivré au condamné a été jugé, après enquête, insuffisant par le Préfet de la résidence choisie, le dossier ne saurait être présenté à l'examen du Comité de libération conditionnelle. Cette solution s'impose car il serait pour le moins paradoxal de permettre à un condamné de rentrer dans la vie libre, sous le prétexte de favoriser son reclassement dans la société alors qu'il serait démontré, que précisément il n'est pas encore en mesure de se procurer des moyens d'existence et par là même, de revenir au bien. D'ailleurs, le Comité de libération conditionnelle ne se prononcerait pas en connaissance de cause s'il ne possédait à ce sujet des éléments d'appréciation qui lui sont indispensables.

A notre époque de chômage en particulier, il serait plus inopportun que jamais de « jeter sur le pavé » des êtres diminués déjà dans leur capacité de production par la vie de contrainte et toute passive des prisons.

S'il est nécessaire de tenir compte des possibilités d'amendement et de travail des candidats à la libération conditionnelle, il convient également de prendre en considération d'une manière toute spéciale les avis donnés par le Préfet et le Parquet consultés sur l'opportunité de la résidence choisie par les intéressés. C'est là une précaution nécessaire, sans quoi ils pourraient essayer de revenir sur les lieux mêmes où ils ont commis l'infraction relevée contre eux, ou à proximité tout au moins, ce qui risquerait évidemment de troubler l'ordre public dans la localité même et peut-être aussi ses environs immédiats.

Ils pourraient aussi s'adresser à des employeurs d'une honorabilité douteuse si ce n'est même d'une improbité

illustrée par des condamnations antérieures, ignorées de leur entourage, mais bien vite révélées par une enquête sommaire sur leur casier judiciaire.

Dans son rapport particulièrement documenté à la Société Générale des Prisons sur l'état actuel de la libération conditionnelle (4), M. Pierre Mercier donne des renseignements fort précis sur le fonctionnement actuel de la loi du 14 août 1885, que nous utiliserons dans notre étude avec le plus grand intérêt.

Le Comité de libération conditionnelle, précise M. Pierre Mercier, est purement consultatif. Il se compose des représentants de l'Administration Pénitentiaire, du Parquet de la Seine, de la Sûreté Générale et de la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces.

Depuis 1923, les sociétés de patronage y sont également représentées par le Président de l'Union des Sociétés de Patronage. Ce Comité examine les demandes de libération conditionnelle sur lesquelles statue en dernière analyse le Garde des Sceaux qui signe l'arrêté accordant le bénéfice de la libération conditionnelle. D'après M. Pierre Mercier et M. Louiche-Desfontaines (qui prit part à la discussion du rapport de M. Pierre Mercier comme représentant des Sociétés de patronage au Comité de libération conditionnelle), les éléments d'appréciation dont le Comité dispose sont tout d'abord les notes pénitentiaires émanant du Directeur de la prison et de la Commission de surveillance. Ces notes ne peuvent avoir l'importance qu'elles comporteraient si la constatation journalière du travail et de la conduite était organisée conformément à la loi de 1885.

« L'avis de la Commission de surveillance reste vide de signification, écrit M. Pierre Mercier, et si consciencieux qu'il puisse être, celui du directeur ne reflète souvent

(4) Revue pénitentiaire, 1924, p. 184 et suiv.

qu'une apparence trompeuse ; les notes pénitenciaires sont en quelque sorte stéréotypées : santé bonne, travail bon, conduite bonne. Ces épithètes simples et invariables caractérisent le bon détenu, mais le bon détenu n'est pas toujours susceptible de faire un bon libéré. C'est même un axiome pénitenciaire que les pires sujets sont souvent les meilleurs détenus ».

L'avis du Parquet du lieu de condamnation joue au contraire un rôle capital dans l'examen des dossiers de libération conditionnelle. Il est sérieusement motivé le plus souvent et donne un reflet des plus intéressants de la procédure permettant ainsi au Comité de mieux apprécier la nature et la gravité des faits retenus à la charge du condamné, et aussi les répercussions éventuelles de la mise en liberté anticipée sur l'opinion publique.

Le Comité de libération conditionnelle, déclarait M. Mossé (5), qui a siégé à ce comité au cours de la discussion du rapport de M. de Montvalon sur le rôle des magistrats dans l'exécution des peines, possède « l'avis de l'autorité judiciaire qui est celle qui a connu de l'affaire et qui tablant tantôt sur la gravité des faits, tantôt sur l'attitude du condamné, formule son opinion sur l'opportunité de la mesure proposée. Et je ne crois pas trahir le secret de nos délibérations en vous indiquant que dans la grande majorité des cas, cette opinion est prépondérante ».

Au surplus, l'avis du Préfet du lieu de la résidence choisie par l'intéressé ainsi que l'avis du Préfet du département où se trouve la prison constituent également un élément d'information pour le Comité de libération conditionnelle.

Bien souvent, d'ailleurs, les Préfets consultés se montrent hostiles à l'octroi de la libération conditionnelle com-

(5) Revue pénitenciaire 1932. Du rôle du magistrat dans l'exécution des peines, p. 233.

me le maire de la commune d'origine, qui connaît mieux que tout autre les antécédents du détenu, sa famille et la valeur du certificat de travail qui lui a été délivré. Celle-ci est, en effet, l'une des bases primordiales de la libération conditionnelle. Il est évident que si le candidat à la libération conditionnelle devait être rendu à la vie libre sans avoir au préalable justifié de moyens d'existence, la libération conditionnelle ne pourrait achever son amendement.

La gravité de la peine encourue et la durée du temps restant à encourir contribuent enfin à déterminer l'avis du Comité de libération conditionnelle.

Cet avis affecte souvent des peines de courte durée, mais, note M. Pierre Mercier, quand le restant de la peine à subir est minime, la libération conditionnelle est généralement refusée. L'auteur le regrette car il estime que même dans ce cas la libération conditionnelle jouerait son rôle véritable : « permettre le passage à la vie libre par une sorte d'écluse, nécessaire surtout pendant les premiers jours qui suivent la sortie où le libéré muni d'un pécule est sollicité par toutes les tentations de la liberté, c'est à ce moment qu'il a besoin d'un tuteur et d'un frein » (6).

D'autre part, les détenus qui, antérieurement, ont encouru une condamnation prononcée avec sursis, ne sont pas admis au bénéfice de la libération conditionnelle. Il en est de même des relégables et des détenus qui, antérieurement, avaient déjà été libérés conditionnellement.

Si le Comité de libération conditionnelle donne un avis favorable, il lui appartient de le subordonner aux modalités qui lui paraissent opportunes, soit le paiement intégral des frais de justice, la justification d'un certificat de travail ou d'hébergement plus sérieux ou d'une résidence pré-

(6) Pierre Mercier, loc. cit., p. 195.

sentant moins de danger, pour le maintien de l'ordre public. Toutefois, au point de vue du paiement des frais de justice, il conviendrait, sous peine de manquer à l'équité, de tenir compte des facultés pécuniaires des intéressés pour ne pas favoriser en dernière analyse les plus fortunés d'entre eux.

Aux détenus civils, c'est le Garde des Sceaux qui accorde la libération conditionnelle. Il lui est loisible évidemment de ne pas se ranger à l'avis du Comité consultatif de la libération conditionnelle.

La libération conditionnelle, ou le refus de libération conditionnelle, est notifié aux intéressés par les soins du Directeur de l'établissement pénitentiaire (7). En cas de libération conditionnelle, le Préfet et le Parquet de la résidence du libéré reçoivent du Directeur intéressé avis de la mise en libération conditionnelle. Sauf mauvaise conduite en prison du détenu, admis au bénéfice de la libération conditionnelle, il est mis en liberté après avoir entendu lecture du texte de la loi du 14 août 1885 et des conditions qui lui sont imposées par l'arrêté de libération conditionnelle. Par devant deux témoins majeurs, qui ne doivent appartenir ni à la famille, ni aux subordonnés de l'agent chargé de la mise en liberté, et doivent être agréés par le Directeur de la prison, il est procédé à la levée d'écrou. Le détenu signe le registre d'écrou, son permis de libération, le procès-verbal relatant sa mise en liberté. Les témoins signent aussi le registre ainsi que le procès-verbal de la libération conditionnelle, qui est envoyé au Ministère de la Justice, signé également par le

(7) Un décret du 14 janvier 1920 (J. Off. 1920 Lois et Décrets, p. 945) confère au Résident Général à Tunis les attributions du Garde des Sceaux, en matière de libération conditionnelle, en ce qui concerne les détenus justiciables des tribunaux français de la Tunisie.

directeur de la prison et accompagné du signalement anthropométrique du libéré.

La situation des détenus militaires est réglée par l'article 256 du Code de Justice Militaire. Il précise que pour les militaires détenus dans les établissements civils, les propositions de libération conditionnelle se font suivant les modalités prévues par l'article 3 de la loi du 14 août 1885 et transmises par le Ministre de la Justice au Ministre de la Guerre. Pour les militaires détenus dans des prisons militaires, les propositions établies par les directeurs d'établissements pénitentiaires sont soumises au Ministre de la Guerre par les généraux commandant les circonscriptions territoriales avec leur avis et celui du Parquet de la juridiction qui a prononcé la condamnation.

Dès leur mise en liberté conditionnelle, les militaires libérés sont mis, s'il y a lieu, à la disposition du Ministre de la Guerre pour accomplir leur service militaire. Ils sont incorporés dans une section spéciale à moins qu'ils ne doivent être affectés à un bataillon d'infanterie légère ou exclus de l'armée.

Pour les condamnés qui arrivent à la date de libération de leur service militaire actif sans avoir encouru la révocation de leur mise en liberté conditionnelle, le temps passé par eux au service compte dans la durée de la peine encourue. Il en est de même pour ceux qui, ayant achevé leur service militaire sans être entièrement libérés de leur peine, et ayant été replacés sous la surveillance administrative, n'ont pas encouru la révocation de leur libération conditionnelle après leur renvoi dans leurs foyers. Notons, enfin, qu'une circulaire du Ministre de la Guerre du 30 juillet 1932 (8) a organisé la surveillance du militaire libéré renvoyé dans ses foyers. Elle invite les chefs de corps

(8) Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre, 1932, partie permanente, p. 2627.

ou services lorsque le militaire était détenu dans une prison militaire à aviser de la libération conditionnelle le Préfet du département de la résidence du libéré.

Quand ce dernier est incarcéré dans une prison civile, c'est le directeur de l'établissement pénitentiaire intéressé qui avertira le préfet de la résidence du libéré.

Une fois rendu à la vie libre, le libéré conditionnel, nous le savons déjà, demeure *sub poena* ; il est donc soumis à des obligations précises qui seront étudiées au chapitre suivant.

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS IMPOSÉES AU LIBÉRÉ CONDITIONNEL

La libération conditionnelle étant essentiellement un mode d'exécution de la peine, le libéré est soumis à un certain nombre d'obligations.

Tout d'abord, il doit se rendre dans la localité qu'il a choisie pour résidence dans un délai qui lui est assigné. Il doit, au surplus, ne pas quitter sa résidence sans y avoir été au préalable habilité par l'administration. Cette procédure permet de suivre le libéré dans ses déplacements, et le cas échéant, de s'y opposer s'ils présentent un danger tant pour la sécurité publique, que pour son amendement. Il en serait ainsi par exemple, s'il voulait se retirer dans un lieu où habite sa victime, ou si la personne qui a délivré le certificat de travail ou d'hébergement n'avait pas l'autorité morale ni les moyens matériels de surveiller le libéré, et, par cela même, de contribuer à l'achèvement de sa réadaptation sociale.

D'autre part, les libérés conditionnels frappés de la peine accessoire de l'interdiction de séjour ne peuvent être admis à résider dans une localité interdite aux condamnés de cette catégorie en exécution de l'article 19, 2°, de la loi du 27 mai 1885, qui a substitué l'interdiction de séjour à la surveillance de la haute police.

L'application de l'interdiction de séjour pourrait être ajournée au terme de la libération définitive puisque la libération conditionnelle étant un mode d'exécution de la

peine, cette peine accessoire ne commence qu'à dater de la libération définitive de l'intéressé.

Justifiée en droit, cette solution n'en serait pas moins fâcheuse car elle placerait un condamné en cours de peine dans des conditions plus favorables qu'un libéré définitif. Elle risquerait enfin d'entraver le reclassement du libéré dans le cas où après sa libération conditionnelle, il ne pourrait plus résider dans la localité interdite, dans laquelle, pendant la période de sa libération conditionnelle, il aurait obtenu — par hypothèse — l'autorisation de demeurer. Quel que soit d'ailleurs le système adopté à l'égard des libérés conditionnels frappés de la peine accessoire de l'interdiction de séjour, il est à noter que seuls les déplacements de très longue durée ou les changements de domicile ou de résidence définitifs, doivent donner lieu à une autorisation préalable.

En conséquence, peuvent s'effectuer librement les déplacements et les changements de résidence ou de domicile purement temporaires justifiés par l'exercice d'une profession ou d'un métier ou même par des convenances personnelles.

L'application de la loi du 14 août 1885 est donc, en dernière analyse, très libérale puisqu'elle ne réglemente d'une manière stricte que les changements intervenus dans l'existence du libéré susceptibles d'avoir des répercussions, tant sur son amendement que sur le maintien de l'ordre public lui-même.

Les libérés confiés à des sociétés de patronage sont astreints aux mêmes obligations, mais c'est évidemment aux œuvres charitables, qui en ont assumé la surveillance, qu'il incombe de renseigner l'Administration sur l'attitude du libéré dans la vie libre.

La libération conditionnelle étant un mode d'exécution de la peine qui laisse le condamné *sub poena*, il est

logique et nécessaire que, dans certains cas prévus par la loi, cette mesure de faveur puisse être rapportée. Tout d'abord il convient de préciser dans quel délai peut s'exercer le droit de révocation.

La loi l'indique d'une manière très nette : « Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive ».

Le texte présenté au Sénat n'avait pas déterminé ainsi le délai imparti pour la révocation ; M. Béranger déclarait judicieusement à ce sujet :

« La Commission n'avait pas jugé nécessaire de préciser ce point dans sa rédaction. Pourquoi ? Parce que, lorsque la libération conditionnelle a été appliquée par divers textes de nos lois, à d'autres catégories de condamnés, on n'a jamais songé à le préciser, tant la chose a paru superflue » (1).

Les relégables sont régis par des dispositions spéciales de l'article 2, et c'est pendant un délai de 10 ans à compter de la date d'expiration de la peine principale qu'ils demeurent passibles de la révocation.

Quels sont les faits susceptibles de motiver la révocation ? Tel est l'un des problèmes les plus délicats peut-être qui se posent en matière de libération conditionnelle.

L'article 2 de la loi vise l'inconduite habituelle et publique dûment constatée, ou des infractions aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération.

La rédaction de cet article donna lieu à une discussion approfondie dont nous donnerons ici les éléments les plus notables.

Le texte voté en premier lieu par le Sénat disposait que l'arrêté de libération conditionnelle pourrait être révoqué « en cas d'inconduite notoire ». Cette expression fut

(1) Journal Officiel, 1884, Sénat, Débats parlementaires, p. 769.

critiquée et jugée trop vague par M. Herbette, directeur de l'Administration pénitentiaire, qui remplissait les fonctions de Commissaire du Gouvernement. M. Béranger lui objecta :

« Nous nous sommes arrêtés après un examen assez long à l'expression déjà consacrée par certaines de nos lois, d'inconduite notoire. Son sens nous a paru suffisamment déterminé. Il ne suffira pas qu'on puisse alléguer la mauvaise conduite, un acte isolé ou même un acte qui ne pourrait se constater qu'en pénétrant dans le domicile. Il faudra, et le mot l'indique, une sorte d'ensemble, de continuité d'actes répréhensibles dont l'éclat a frappé le public et a pu l'émouvoir » (2).

Quant à l'expression « en cas d'indignité » préconisée par M. Herbette, elle n'a pas été retenue car elle eût donné lieu à une appréciation de la part des fonctionnaires chargés de la réintégration, ce qui eût été plus dangereux encore pour le libéré que l'adoption du texte préconisé par M. Béranger.

Motivée par les faits que nous avons déterminés, la révocation est prononcée par le Garde des Sceaux, après avis du Préfet et du Parquet de la résidence du libéré, seuls qualifiés parce qu'ils possèdent des renseignements détaillés sur la conduite du libéré pour émettre un avis en connaissance de cause sur l'opportunité de sa réintégration. D'ailleurs, il importait d'entourer de sérieuses garanties l'exercice du droit de révocation.

« Une semblable mesure — écrivait justement M. Ferrouillat, Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 28 juin 1888, adressée aux procureurs généraux — qui peut aboutir à la réintégration en prison sans jugement pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération,

(2) Journal Officiel, 1884, Sénat, Déb. parl., p. 763.

ne doit jamais être prise qu'avec une extrême prudence et pour les cas seulement susceptibles aux termes de l'article 2 d'entraîner la révocation de la mise en liberté » (3).

Signalons d'autre part, qu'en cas d'urgence ou de manquement grave aux obligations qui lui ont été exposées, le libéré conditionnel peut être arrêté provisoirement par ordre du préfet, du sous-préfet ou du maire, ainsi que sur la réquisition du Parquet ou du juge de paix de sa résidence. Le Ministre, avisé de l'arrestation, ouvrira une instruction pour établir s'il y a lieu à révocation. Si celle-ci intervient, son effet remonte au jour de l'arrestation du libéré et la durée de l'arrestation provisoire compte pour l'exécution de la peine.

La réintégration aura lieu pour toute la durée de la peine restant à subir au moment de la libération. Si l'arrestation provisoire n'est pas maintenue, sa durée compte également pour l'exécution de la peine.

Dans le cas où l'instruction de la révocation éventuelle du libéré serait d'une très longue durée, le Garde des Sceaux devrait prendre un arrêté pour confirmer l'arrestation provisoire et la maintenir. De même, il devrait prendre également un arrêté ordonnant, le cas échéant, la mise en liberté de l'intéressé si les faits relevés contre lui s'avéraient insuffisants pour motiver la révocation.

Quant aux condamnés militaires, ils sont régis par l'article 256 du Code de justice militaire, rénové par la loi du 9 mars 1928. Il dispose qu'en cas de punition grave ou de nouvelle condamnation encourues avant la date de la libération définitive, la révocation peut être prononcée par le Ministre de la Guerre sur les conclusions du Général commandant la circonscription territoriale. Le révoqué est alors envoyé dans un établissement pénitentiaire pour y

(3) Journal Officiel, 1890, p. 2814.

subir la peine qu'il avait encore à purger au jour de sa mise en liberté.

Le temps passé au corps avant la révocation est toujours déduit de la durée du service militaire qui lui reste à accomplir.

Ceux qui, après leur renvoi dans leurs foyers, encourrent la révocation de leur mise en liberté conditionnelle, sont réintégrés pour toute la durée de la peine non subie sans réduction du temps passé sous les drapeaux.

Rendus à la vie libre, sous réserve de se conformer aux prescriptions qui leur sont données au jour de leur élargissement, à peine de révocation, les libérés conditionnels peuvent solliciter l'intervention des sociétés de patronage, dont nous allons précisément étudier l'heureuse influence sur la moralisation des condamnés.

CHAPITRE VII

LE ROLE DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE DANS L'APPLICATION DE LA LOI DU 14 AOUT 1885

L'intervention des sociétés de patronage dans la surveillance et la protection des libérés conditionnelss doit être considérée comme la clé de voûte du système de la libération conditionnelle. Toutefois, pour être vraiment efficiente, cette intervention doit avoir été préparée longtemps avant l'époque de la mise en liberté conditionnelle.

Œuvre de longue haleine où la psychologie, le tact et le dévouement ont une importance égale. Le patronage est donc un facteur essentiel du succès de l'épreuve de la libération conditionnelle.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux travaux préparatoires trop souvent négligés par ceux qui s'intéressent au reclassement des libérés.

« Le patronage est le complément nécessaire de la libération conditionnelle, écrivait M. Gomot (1) dans son rapport. Ces deux institutions se complètent l'une par l'autre. Etablir la libération conditionnelle sans la faire suivre du patronage serait œuvre vaine. Le condamné a donné des preuves de repentir et de retour au bien : on lui ouvre les portes de la prison. Triste récompense de ses efforts si on ne lui vient pas en aide, les périls se dressent

(1) J. Off. doc. parl. 1885, p. 2106.

nombreux devant lui et plus redoutables encore qu'avant le jugement qui l'a frappé ».

Une question préjudicielle se présente ici à l'esprit et qu'il nous faut trancher dès maintenant : que faut-il entendre par patronage ?

Nous le définirons d'après l'ouvrage si documenté de M. Albert Contant sur les sociétés de patronage.

« Le patronage des libérés, écrit-il, consiste dans les efforts prolongés et méthodiquement accomplis par les honnêtes gens pour la moralisation et le reclassement des prisonniers libérés ».

L'intervention des sociétés de patronage s'impose, car les condamnés — surtout ceux qui sont libérés conditionnels, en raison de la publicité relative provoquée par l'instruction de leur demande de libération anticipée — sont trop souvent tenus pour des suspects par leurs voisins, si ce n'est même par leur famille, et découragés ainsi de faire des efforts pour se mieux conduire et se racheter.

L'opinion publique, plus rigoureuse encore que la loi qui, elle, prévoit des mesures d'atténuation des peines, oublie difficilement le passé des libérés et entrave singulièrement leur reclassement.

L'intérêt social exige cependant que les gens de bien s'unissent pour essayer de réadapter au corps social des êtres dépravés peut-être, mais capables encore de relèvement moral.

D'ailleurs, si les libérés, faute d'appuis et de conseils dans la vie libre, récidivaient dans leur crime ou délit, la société se priverait délibérément du concours éventuel d'un grand nombre de ses membres provisoirement dévoyés, mais susceptibles de reprendre le rôle qui leur incombe dans la vie sociale, après une cure de liberté surveillée et adaptée à leur tempérament.

Le développement de la récidive doit s'amenuiser pro-

gressivement à peine de créer les pires séditions intérieures et de provoquer, le cas échéant, des troubles dont la gravité peut être parfois considérable. Dans son traité sur les établissements pénitentiaires en France et aux Colonies, M. d'Haussonville n'a-t-il pas établi qu'un grand nombre de libérés s'étaient enrôlés dans les rangs des-soldats de la Commune ?

Enfin, en se plaçant au point de vue le plus utilitaire, on doit conclure également à la nécessité du patronage. Sans doute, comme on l'objecte souvent, surtout en période de chômage, il est des misères plus urgentes encore à secourir que celle des libérés. Mais la misère de ceux-ci ne doit pas être ignorée ou sous-estimée à cause de l'ampleur incontestable de celle des autres. Au surplus, comme l'observait judicieusement M. Bérenger, les haines sociales dérivent souvent de bonnes intentions injustement découragées.

Remarque dont la profondeur apparaît plus nettement encore, en période de chômage, où les difficultés, parfois insurmontables, pour trouver un emploi, pourraient conduire les libérés aux pires extrémités. En raison de l'intérêt éminemment social qui s'est toujours attaché au reclassement des libérés, dès le XVIII^e siècle, en 1773, Vilain XIV créa à Gand une maison de force dotée du régime cellulaire. Il publia ensuite un ouvrage qui le révéla comme un précurseur averti des théories de nos modernes criminalistes, préconisant les systèmes de redressement pénitentiaire appliqués de nos jours : patronage des libérés, assistance.

Nous signalerons, d'autre part, qu'en 1893, le premier Congrès National de patronage de Paris vota l'union des sociétés de patronage françaises. Une commission permanente fut instituée qui rédigea les statuts de l'Union des Sociétés de Patronage de France. Un bureau central fut créé le 23 décembre 1893. Cette Union, qui fonctionne en-

core très utilement aujourd'hui, se propose tout d'abord de faciliter le placement des libérés en facilitant les rapports des œuvres entre elles. Elle entend aussi provoquer et diriger la création de sociétés de patronage dans les régions où elles sont devenues nécessaires. Enfin, l'Union a pour objet de représenter les intérêts généraux du patronage devant l'opinion et les pouvoirs publics.

L'Union publie un bulletin mensuel envoyé à toutes les sociétés de patronage adhérentes. Depuis 1923, et suivant les vœux réitérés de l'Union des Sociétés de Patronage, celle-ci a obtenu du Garde des Sceaux d'être représentée par son Président au Comité de libération conditionnelle.

Sans doute, en donnant à l'Union cette légitime satisfaction, les pouvoirs publics ont reconnu la nécessité de l'intervention des patronages dans l'application de la loi.

Toutefois, l'œuvre moralisatrice des patronages demeure encore singulièrement entravée par la carence des institutions prévues par le législateur pour faciliter l'exécution de la loi du 14 août 1885.

Tout d'abord, pour des raisons d'ordre budgétaire, la construction des prisons cellulaires ou la transformation des prisons en commun en prisons cellulaires a dû être ralentie, si ce n'est même abandonnée. Il en résulte un obstacle considérable à l'action des sociétés de patronage. Celles-ci ne peuvent se borner à délivrer un certificat à un libéré conditionnel et à le suivre dans la mesure du possible, dès son retour à la vie plus libre.

Avant sa mise en liberté anticipée, la société de patronage doit pouvoir faire visiter le condamné, le préparer à la libération conditionnelle et favoriser, par une moralisation progressive, ses efforts pour revenir à une plus saine conception de ses devoirs envers la société et sa famille.

Or, précisément, cette action de redressement moral, le patronage — M. Pierre Mercier l'a démontré d'une ma-

nière décisive dans ses notes sur le patronage (2) que nous utiliserons avec fruit dans ce chapitre — ne la peut exercer aisément lorsque le condamné, en province surtout, se trouve dans une prison en commun.

Il y est en effet exposé aux railleries de ses compagnons les plus pervers et les plus audacieux qui, trop souvent, par leurs sarcasmes, atténuent ou même annihilent les heureux effets de l'action du patronage.

Il est indispensable cependant, que les représentants des sociétés de patronage assurent leur concours au détenu à la veille de sa libération conditionnelle, car bien rares sont les condamnés qui « recherchent d'eux-mêmes l'appui d'un patronage lorsqu'ils n'ont pas été pressentis et visités pendant leur incarcération. Tous ceux qui se sont occupés de patronage ont posé comme axiome que « la visite dans la prison est la base du patronage » (3).

Autre institution prévue par la loi du 14 août 1885 et qui ne peut être mentionnée que pour ordre, si faible est son rôle dans la pratique : celle des commissions de surveillance. Elles sont censées exister dans chaque prison et même dans les localités où n'existent pas de sociétés de patronage, elles devraient exercer une action d'assistance pénitentiaire et aussi de collaboration avec les sociétés de patronage dans d'autres localités. Programme dont on ne saurait contester les buts louables, mais dont la réalisation est à peu près nulle.

Dès lors, à quels organismes recourir en dehors de l'Administration, sinon à ces œuvres de patronage de libérés qui, en dépit des difficultés de tous ordres au milieu desquelles elles se débattent trop souvent et gênent leur rayonnement, réussissent néanmoins à récupérer à la

(2) Revue pénitentiaire, 1932. Pierre Mercier, Le patronage des libérés adultes, p. 576 et s.

(3) Pierre Mercier, *op. cit.*, p. 587.

société des êtres, justement condamnés certes, mais capables encore de redressement, si ce n'est même de rénovation morale et civique. Cependant, il faut bien en convenir — avec M. Pierre Mercier lui-même — les sociétés de patronage n'ont pas toujours apporté elles-mêmes la collaboration que désirait le législateur.

Un très petit nombre d'entre elles peuvent en effet s'occuper des libérés conditionnels. Cette tâche est complexe nous le savons, et implique nécessairement « des visites fréquentes permettant avant la libération d'étudier le caractère du condamné, ses causes d'amendement, la direction à lui donner à sa sortie de prison, puis, après sa libération, la surveillance jusqu'à sa libération définitive ». Observation très juste de M. le Conseiller Mourral, au Congrès de Grenoble en 1912, qui souligne avec raison les difficultés particulières du patronage des libérés conditionnels.

D'autre part, il est plus difficile d'apprécier le degré d'amendement d'un candidat à la libération conditionnelle que celui de tout autre détenu, car le condamné qui veut obtenir sa libération anticipée est évidemment plus enclin à jouer la comédie du repentir et des bonnes intentions. Parmi les œuvres qui reçoivent des libérés conditionnels dans leur asile et leur procurent des moyens d'existence, à Paris, nous citerons la Société Générale pour le Patronage des Libérés fondée par le sénateur Bérenger en 1874 et reconnue d'utilité publique le 4 novembre 1875. Elle possède un asile temporaire où les libérés doivent travailler, mais ils disposent de quelques heures par jour pour chercher eux-mêmes du travail. La Société de Patronage des prisonniers libérés protestants, fondée en 1869 par le pasteur Robin, possède une maison hospitalière où les patronés sont logés, nourris et aidés à trouver du travail. Certains reviennent dans leurs familles sous la surveillance du pa-

tronage, qui recueille d'ailleurs les libérés sans distinction de religion ou de nationalité.

La société de patronage des prisonniers libérés protestants a compté pendant de longues années parmi les membres de son comité directeur, M. Etienne Matter, récemment décédé, qui remplissait avec tant d'abnégation les fonctions de secrétaire général, et a donné à cette œuvre, l'une des plus importantes de la capitale, une impulsion et un essor nouveaux. Ce patronage est actuellement présidé par M. le Professeur Donnedieu de Vabres.

En province, la Société de Patronage de Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône), fondée par le chanoine Villion, le 6 juin 1854, et dirigée successivement par le chanoine Rousset et M. l'abbé Damon. Elle a été reconnue d'utilité publique par décret du 6 mai 1868. Ce fut le premier patronage-refuge établi en France. L'hospitalisation pendant six mois au moins est la disposition principale des statuts de cette œuvre. Les patronnés doivent se livrer à des travaux de cordonnerie ou de tonnellerie. Après leur passage à l'asile, ceux qui sont âgés de 25 à 50 ans sont placés par le Directeur. Au 1^{er} janvier 1925, le patronage avait eu la satisfaction d'obtenir 77 réhabilitations légales pour ses protégés qui avaient été au nombre de 3.576 depuis sa fondation.

Les œuvres qui s'occupent de la surveillance des détenus libérés sont l'œuvre protestante des prisons de femmes, la société de patronage et de protection de la jeunesse féminine, qui s'appelait naguère : Patronage des détenues des libérées et des pupilles de l'Administration Pénitentiaire, qui comporte 12 sections autonomes en province, notamment à Bordeaux, Montpellier, Nîmes, Rennes, Rouen ; et l'œuvre de préservation et de sauvetage de la femme (autrefois œuvre des libérées de Saint-Lazare).

Nous trouverons encore d'autres œuvres en province,

notamment la Société de patronage des prisonniers libérés de Bordeaux, dont le refuge est fort bien organisé ; la société lyonnaise de patronage et de relèvement ; la société de patronage des libérés de Mulhouse ; la société de patronage et d'assistance par le travail de Toulouse.

Le rayonnement de ces diverses sociétés de patronage est amplifié en quelque sorte par un organisme des plus actifs : le Comité pour la diminution du crime que préside M. le Professeur Donnedieu de Vabres. Ce Comité s'occupe essentiellement de la visite des détenus et aussi du perfectionnement de notre régime pénitentiaire. Il organise des voyages d'enquête à l'étranger ainsi que des conférences éducatives dans certaines prisons, à Fresnes spécialement, où il réussit, grâce à « l'équipe musicale des prisons », à procurer aux détenus les divertissements de la musique dont les répercussions psychologiques sont indéniables.

S'il est un petit nombre de sociétés de patronage assez bien outillées pour la surveillance des libérés conditionnels, il faut bien le dire aussi avec M. Pierre Mercier, que « sur cent dossiers, 10 % à peine sont appuyés d'une demande de patronage. Et encore faut-il défalquer de ce pourcentage les certificats de simple complaisance qui, parfois, sont délivrés avec l'intention très louable de rendre service à un condamné que l'on suppose méritant, mais auquel on n'a pas cependant la ferme intention de venir efficacement en aide » (4).

Au cours de la discussion du rapport précité de M. Pierre Mercier, le regretté M. Paul Kahn, Secrétaire Général du patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, soulignait que les patronages les plus actifs ne pouvaient exercer qu'une action fatalement insuffisante sur le reclassement

(4) Revue pénitentiaire, 1924, p. 193.

des libérés. « Loin de nous la pensée de méconnaître les services que rendent des œuvres admirablement dirigées comme le patronage de Saint-Léonard à Couzon-au-Mont-d'Or et le patronage des prisonniers protestants que préside M. Etienne Matter, déclarait M. Paul Kahn, mais ces institutions, faute de ressources suffisantes, ne peuvent recueillir qu'un nombre restreint de libérés » (5).

D'ailleurs, à supposer même qu'un détenu soit confié à un patronage, le problème de son reclassement sera parfois bien loin d'être résolu. Sans doute, pour s'assurer de la sincérité du repentir du libéré patroné par elles, les sociétés de patronage exigent la remise de son pécule, suivant l'engagement qu'elles prennent à son égard de lui accorder leur protection dans la vie libre, en cas de mise en liberté anticipée. Cette précaution n'en est pas moins bien souvent chimérique, car certains libérés préfèrent perdre la somme de 100 à 150 francs qu'ils ont dû abandonner, et prendre, sans délai, cette symbolique clé des champs dont ils rêvaient depuis si longtemps.

Il convient de noter ici qu'aux termes de la loi du 14 août 1885, les sociétés de patronage reçoivent une subvention — d'ailleurs dérisoire — de 0 fr. 50 par libéré, sans que le maximum alloué par année puisse excéder 100 francs pour chaque libéré.

Au cours de la discussion de la loi, M. Bérenger justifia cette innovation en précisant qu'en chargeant une société de patronage de surveiller les libérés conditionnels, l'Etat réalisait sur les frais d'entretien de ces condamnés une économie appréciable qu'il chiffrait à la moitié de leur valeur.

Quant aux craintes exprimées par M. Camescasse, qui voyait déjà l'Etat désarmé en présence de patronages ré-

(5) Revue pénitentiaire, 1924, p. 203.

voltés contre la loi, M. Bérenger les jugeait à bon droit chimériques, car il est loisible à l'Etat de retirer aux sociétés de patronage l'agrément qu'il leur a accordé (6). En retour de l'allocation de l'Etat, les sociétés de patronage s'engagent à surveiller les libérés conditionnels qui leur sont confiés et à tenir l'Administration au courant des déplacements qu'elles leur auraient accordés. Les patronages doivent également aviser l'administration de l'absence irrégulière ou de la mauvaise conduite d'un libéré et motiver ainsi la révocation de sa mise en liberté conditionnelle.

Il convient de penser en dernière analyse qu'à défaut de l'application plus extensive du régime cellulaire et aussi du fonctionnement normal et efficient des Commissions de surveillance, seule l'action des sociétés de patronage en liaison avec celle de l'Administration et en collaboration avec elle, est de nature à permettre l'exécution adéquate de la loi du 14 août 1885. A cet égard, on ne saurait trop rappeler l'insuffisance des subventions prévues par la loi.

Lacune plus sensible encore que dans le passé, où il était singulièrement plus aisé d'obtenir des concours désintéressés, et cela tant à cause de la régression morale consécutive à la guerre mondiale qu'en raison de l'appauvrissement du plus grand nombre de ceux que leurs sentiments d'entr'aide conduisent à encourager et à soutenir pécuniairement ces œuvres admirables de récupération sociale que sont les sociétés de patronage. Les répercussions du chômage rendent encore leur tâche singulièrement plus délicate et difficile.

D'autre part, une fois sorti de prison, même par voie de libération conditionnelle, le condamné cherche souvent le plus possible à perdre contact avec ceux qui se sont occupés de lui au cours de sa vie pénitentiaire. Il est ja-

(6) J. Off., déb. parl. Sénat, 1885, p. 833.

loux naturellement de sa liberté, même relative, et de son indépendance. Au surplus, l'une des missions essentielles du patronage, et particulièrement difficiles à satisfaire à l'heure actuelle, c'est d'assurer un travail continu aux libérés et chez des employeurs sérieux.

En effet, d'une part un grand nombre de particuliers n'éprouvent que de la méfiance à l'égard des libérés, d'autres ne peuvent leur procurer du travail que dans des localités où peut-être ils ne pourront résider s'ils sont frappés d'interdiction de séjour.

Dans ce cas, il pourrait être dangereux pour le relèvement moral des libérés de les autoriser à résider dans un lieu interdit pendant la période d'exécution de leur peine principale, puis de les en laisser partir en application de l'arrêté d'interdiction de séjour qu'ils doivent observer.

S'ils avaient du travail dans une localité interdite, ils peuvent n'en pas trouver ailleurs, même avec l'appui d'un patronage, en raison du chômage qui sévit à notre époque.

L'action des sociétés de patronage, si indispensable cependant pour assurer l'application de la loi du 14 août 1885, suivant l'esprit et les normes posées par le législateur, s'avère ainsi singulièrement complexe. Elle le sera davantage encore peut-être par suite de l'application de la loi du 14 janvier 1933, qui a fait l'objet du décret réglementaire du 16 mars 1934.

Ces dispositions sont applicables aux patronages qui hospitalisent leurs protégés.

La création de ces œuvres doit être déclarée à la mairie dans les 20 jours. Elles sont placées sous le contrôle des inspecteurs départementaux de l'assistance publique. Dans chaque département est créé un conseil départemental de l'assistance publique et privée, destiné à coordonner les efforts des pouvoirs publics et des œuvres privées. Le Con-

seil, présidé par le préfet, comprend 15 membres, dont 5 élus par des présidents d'œuvres ayant au moins deux ans d'existence. Il statue sur les injonctions faites aux œuvres par l'administration et peut prononcer leur fermeture. Appel de la décision du Conseil peut être interjeté devant le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique.

Nous espérons, avec MM. Vidal et Magnol, que ces charges nouvelles « n'entraveront pas la création et le fonctionnement d'œuvres privées si difficiles à faire vivre, dont le concours est cependant indispensable au succès des nouvelles institutions pénitentiaires » (7).

Malgré l'intervention si utile mais insuffisante encore des sociétés de patronage, la loi du 14 août 1885 a donné des résultats appréciables.

(7) Cours de droit criminel et de science pénitentiaire Vidal et Magnol, 8^e édition, 1935, p. 626.

CHAPITRE VIII

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 14 AOUT 1885

Si l'on veut réaliser l'évolution qui s'est produite dans l'application de la loi sur la libération conditionnelle, il faut distinguer plusieurs périodes :

1° — *De 1885 au 23 Février 1888.*

Cette époque est caractérisée par une série d'essais, louables sans doute, mais insuffisants encore pour appliquer la loi nouvelle, en conformité avec l'esprit du législateur. La tâche de l'administration était d'ailleurs fort délicate. Il lui fallait, en effet, « habituer les populations et les condamnés eux-mêmes au fait de l'affranchissement du coupable avant qu'il fût délivré de sa peine, à l'accomplissement en état de liberté d'un temps de condamnation impliquant privation de la liberté, à l'exécution de certaines conditions d'existence et de conduite imposée par l'administration et garanties par une sanction pénale, à la possibilité, pour un prisonnier, d'aller passer chez lui la moitié de sa réclusion ou de son emprisonnement, d'être libéré sans être libre, de devenir maître de ses actes tout en restant sous la main de l'autorité » (1).

Il ne convenait pas seulement d'acclimater les intéressés et le personnel pénitentiaire lui-même à la pratique

(1) Rapport de M. Constans, ministre de l'Intérieur, J. Off. 1890, p. 280.

de cette institution nouvelle. Un autre facteur intervenait encore pour rendre plus difficile l'application de la loi de 1885 : la diversité des avis donnés par les autorités administratives et judiciaires et parfois même leur opposition à peu près systématique. Le directeur de la prison, se basant uniquement sur la conduite de l'intéressé, émettait un avis favorable à la libération conditionnelle, alors que le Parquet était d'une opinion contraire, en raison de la nature ou de la gravité des faits qui avaient motivé la condamnation. De même, le préfet du lieu de détention ou de la résidence choisie par le condamné pouvait donner un avis favorable tandis que le maire de la localité s'opposait à la libération conditionnelle. Autant d'éléments d'appréciation sur lesquels l'administration, à elle seule, était évidemment embarrassée pour statuer. Aussi, pendant les années 1886 et 1887, 704 libérations seulement furent accordées, alors que 3.488 demandes avaient été présentées. Deux révocations avaient été prononcées.

« Pendant longtemps, observait M. Leveillé, la loi n'a pu être appliquée. Elle était exécutoire sans doute, mais elle n'était pas exécutée. L'administration pénitentiaire n'avait pas de règlement pour mettre en mouvement la loi, et il paraît qu'en France les lois ne peuvent marcher si elles ne s'appuient sur les béquilles d'un règlement long et touffu » (2).

2^e période : de 1888 à 1914.

En présence des résultats nettement insuffisants de l'application de la loi de 1885, M. Béranger interpella M. Sarrien, ministre de l'intérieur, le 27 janvier 1888 (3).

Aussi, dès le 27 février 1888, M. Sarrien créait ce Comité de libération conditionnelle que nous connaissons déjà.

(2) Bulletin de la Société Générale des Prisons, 1888, p. 737.

(3) Journal Officiel, 1888, Débats parlementaires, p. 43.

Depuis lors, le nombre des libérations conditionnelles a progressé d'une manière très nette. En effet, du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890, 5.176 affaires furent examinées (contre 3.488 dans la période antérieure), mais 2.917 libérations prononcées alors que dans la période antérieure 704 seulement avaient été accordées. De 1890 à 1895, 9.737 libérations furent accordées et 150 révocations seulement ont été prononcées.

Le chiffre des libérations augmenta progressivement les années suivantes, et de 1903 à 1910, dans une proportion de 51 % en moyenne, furent prononcées des libérations conditionnelles, c'est-à-dire dans 1.151 cas en moyenne.

De 1903 à 1910, la statistique donne, en effet, les chiffres suivants :

Années	Propositions	Libérations accordées
1903	2.768	1.146
1904	2.642	1.098
1905	2.635	1.268
1906	2.566	1.186
1907	2.848	1.104
1908	2.875	1.149
1909	2.797	1.108
1910	2.410	744

Quant au chiffre des révocations, il était vraiment très faible. Il fut respectivement :

Années	Révocations
1903	49
1904	29
1905	37
1906	37
1907	47
1908	46
1909	33
1910	39

Si nous recherchons maintenant dans quelle mesure a été appliquée la loi de 1885, de 1911 à 1914, nous constaterons que le pourcentage des libérations diminua d'une manière très nette. La statistique suivante le démontre clairement :

Années	Propositions	Libérations	Moyenne
1911	2.465	720	
1912	2.470	494	23/98 %
1913	2.226	498	

Le pourcentage des révocations atteignait à peine 1.5 %.

Il faut convenir d'ailleurs que certains s'étaient élevé contre l'accroissement excessif du chiffre des libérations conditionnelles. Les peines qui en faisaient l'objet se trouvaient ainsi escamotées ou amenuisées au point d'énervier la répression. « Une loi faite pour favoriser l'amendement des condamnés est devenue un expédient budgétaire. On ne se demande pas si le condamné, par son repentir et son effort vers le bien, mérite d'être encouragé et récompensé, mais quelle économie sa mise en liberté procurera. Il s'agit de prévenir non la récidive, mais la dépense » (4).

3^e période : depuis 1914.

Au cours de cette période, le chiffre des libérations s'est accru notablement depuis lors. « On revient à une application moins parcimonieuse de la libération conditionnelle, déclarait sur ce point M. Pierre Mercier en 1924 (5), et il apparaît qu'un effort sérieux est tenté pour lui faire donner un meilleur rendement, pour l'appliquer avec discernement et méthode dans son véritable esprit. Un tiers environ des demandes est accueilli ».

- (4) Observations du Procureur Général Loubat, rapportées par M. Pierre Mercier, à la Société Générale des prisons. *Revue pénitentiaire*, 1924, p. 184 et suiv.
(5) *Revue pénitentiaire*, 1924, p. 199.

D'après les renseignements statistiques que nous donnent MM. Vidal et Magnol (6) dans leur traité de droit criminel et de science pénitentiaire, le nombre des libérations conditionnelles s'est élevé respectivement en 1929, 1930, 1931, à 465, 430 et 418.

Ces auteurs observent, qu'en raison du développement de la criminalité, la libération conditionnelle n'est plus accordée en fait qu'aux condamnés primaires qui peuvent justifier de moyens d'existence à leur sortie de prison. Ils regrettent que la libération conditionnelle, vu le petit nombre des condamnés qui en bénéficient, tende à devenir une mesure de pure faveur de même nature que la grâce, c'est-à-dire indépendante de l'amendement que la conduite en prison du détenu peut faire présumer.

Il est à souhaiter en effet, que la libération conditionnelle puisse être appliquée suivant les vœux du législateur, mais on ne saurait oublier cependant que la fréquence quasi périodique de certaines infractions peut entraver singulièrement l'application intégrale et très large de la loi du 14 août 1885.

Le domaine d'exécution de la loi apparaît plus restreint aujourd'hui que dans le passé, eu égard à l'accroissement de la population étrangère dans notre pays, et les données statistiques s'en trouvent ainsi très nettement modifiées.

D'autre part, si l'on considère les variations du chiffre des libérations pendant ces diverses périodes, il est difficile de ne pas conclure que « la libération conditionnelle correspond par la rareté ou la fréquence de son application aux vagues d'indulgence ou de sévérité (pour employer une expression à la mode) qui se succèdent assez périodiquement, par ce mécanisme d'action et de réaction auxquels

(6) Vidal et Magnol, 8^e édition 1935, p. 624.

paraissent soumis les phénomènes moraux et sociaux comme les phénomènes physiques » (7).

En dépit des résultats appréciables cependant que révèlent les données statistiques dont nous avons fait l'exposé, la loi du 14 août 1885 n'en fait pas moins l'objet de nombreuses critiques, qui seront examinées au chapitre suivant.

(7) Revue pénitentiaire 1924. Pierre Mercier, op. cit., p. 190.

CHAPITRE IX

CRITIQUE DE LA LOI DU 14 AOÛT 1885 SUR LE RÉGIME DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Lorsqu'on étudie l'état actuel de la libération conditionnelle, on ne peut s'empêcher de regretter tout d'abord l'absence d'un règlement concernant le régime disciplinaire à instituer en vertu de l'article premier de la loi du 14 août 1885 dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie. Certes, il ne faut pas avoir une prédilection exagérée pour les règlements et s'imaginer, comme le notait spirituellement jadis M. Leveillé, qu'une loi ne peut être appliquée sans s'appuyer sur de telles « béquilles », mais il n'en reste pas moins qu'un règlement disciplinaire permettrait d'apprécier d'une manière plus adéquate la conduite des candidats à la libération conditionnelle.

Il serait injuste d'ailleurs, de ne pas signaler qu'un projet de règlement a déjà été élaboré par le Conseil Supérieur des Prisons (1). Il était si complexe qu'il ne fut jamais appliqué. Il prévoyait l'institution : 1°) d'un carnet personnel de notes à l'usage de tous les fonctionnaires et agents pouvant exercer autorité, contrôle ou action sur les détenus ; 2°) d'un livre à souche des notes et rapports sommaires, destiné à assurer en les simplifiant, toutes les constatations de fait concernant les détenus, le livre restant entre les mains de l'agent et le feuillet correspondant devant être

(1) Cf. Revue Pénitentiaire, 1894, p. 625 et suiv.

détaché par l'administration ; 3°) d'un relevé des notes et renseignements, dressé tous les cinq jours et arrêté chaque mois par le Directeur qui y consignerait sa note personnelle ; 4°) d'une notice individuelle où seraient réunis tous les renseignements sur la situation personnelle de chaque détenu, sorte de casier pénitentiaire destiné à le suivre dans les établissements où il séjournerait et conservé au lieu où il subit sa dernière peine. Ce système ne devait, d'ailleurs, s'appliquer qu'aux condamnés ayant à subir une peine de plus de trois mois, les seuls qui peuvent bénéficier de la libération conditionnelle (2).

La question fut de nouveau soumise au Conseil Supérieur à la suite d'une étude préparée par le Comité des Inspecteurs généraux des services administratifs au Ministère de l'Intérieur. Il prescrivit une enquête auprès des directeurs des établissements pénitentiaires sur le vu de laquelle il adopta le projet d'arrêté ministériel suivant (3) :

ARTICLE PREMIER. — Un système de constatation journalière de la conduite et du travail dans les maisons centrales et les prisons départementales est institué sur les bases ci-après fixées.

Les notes seront échelonnées de 0 à 5.

ARTICLE 2. — Les notes de conduite sont données pour une période de 24 heures.

Les détenus dont la conduite n'aura pas donné lieu à aucune remarque défavorable auront la note 5.

La note sera abaissée à 5 ou 3 pour toute infraction plus ou moins légère.

(2) Le nombre des entrées dans les divers établissements pénitentiaires atteignant déjà, en 1888, le chiffre de 250.000 par an, on reconnut l'impossibilité de consigner des observations quotidiennes sur un personnel aussi considérable.

(3) La forme de l'arrêté ministériel a été adoptée pour permettre de ne soumettre au Conseil d'Etat le projet définitif de décret qu'après que la pratique aurait révélé les améliorations reconnues nécessaires.

Pour les infractions graves, la note sera abaissée :

a) Dans les maisons centrales, à 2 pour une punition de salle de discipline ; à 1, pour une punition de cellule et à 0 pour une punition de cachot.

b) Dans les prisons départementales, à 2 pour une punition de cellule jusqu'à 15 jours ; à 1, pour une punition de cellule de 15 jours à 1 mois ; à 0, pour une punition de cellule supérieure à 1 mois.

La note du détenu restera la même pendant toute la durée de la punition de salle de discipline, de cellule ou de cachot.

ARTICLE 3. — Il sera fait, tous les dix jours, une moyenne des notes de conduite. Lorsque cette moyenne sera égale (conduite exemplaire et soutenue), la note donnée pour la décade sera portée à 6.

ARTICLE 4. — Il sera donné une note de travail pour toutes les journées de travail effectif.

Les détenus qui auront rempli leur tâche et produit un travail satisfaisant auront la note 5.

Cette note sera abaissée :

1°) à 4 s'il y a eu application soutenue et effort constant ;

2°) à 3 pour défaut de tâche, travail mal exécuté ou manque d'assiduité ;

3°) à 2 ou à 1 suivant les cas, pour mauvaise volonté et malfaçon intentionnelle ;

Elle sera de 0 pour tout individu subissant une punition ayant entraîné la suppression du travail.

ARTICLE 5. — Il sera fait tous les dix jours une moyenne des notes de travail. Lorsque cette moyenne sera égale à 5 et si le rendement a été supérieur à la tâche maximum, le travail d'exécution irréprochable, la note donnée pour la décade sera portée à 6.

ARTICLE 6. — La moyenne générale des notes relatives à la conduite et au travail des détenus sera faite et inscrite sur le dossier de libération conditionnelle, au moment de son envoi aux autorités administratives et judiciaires.

Le projet adopté en 1907 par l'Inspection générale des services administratifs au Ministère de l'Intérieur présentait de graves inconvénients. Il imposait au personnel des prisons un travail considérable qui risquait d'avoir sur la surveillance des condamnés les plus grandes répercussions.

En effet, il serait très difficile, aussi bien aux surveillants de prison qu'aux entrepreneurs, de constater dans les conditions prévues par le projet du Comité des Inspecteurs généraux la conduite et le travail des candidats à la libération conditionnelle. Un personnel plus nombreux et plus onéreux aussi serait nécessaire à cet effet, en raison du grand nombre des condamnés à observer.

La même difficulté se rencontrerait également pour les contremaîtres chargés d'assurer le fonctionnement des diverses industries organisées dans les prisons.

Le projet de règlement paraît donc devoir être simplifié d'une manière très nette. Pourquoi ne pas se contenter, en effet, d'une appréciation journalière du travail et de la conduite des détenus, permettant de déterminer, dans une certaine mesure, leur degré d'amendement ? Cette solution aurait l'avantage de ne point comporter une notation écrite journalière qui serait impossible, en fait, vu les travaux supplémentaires qu'elle imposerait au personnel de surveillance. Au surplus, des notes échelonnées sur une assez longue période, tous les mois par exemple, permettraient au Garde des Sceaux de statuer en connaissance de cause et n'apporteraient aucune entrave au fonctionnement des services des prisons.

D'autre part, il y aurait intérêt à tenir compte aux candidats à la libération conditionnelle de leur conduite en

prison au temps où ils étaient encore prévenus. Leur attitude serait ainsi fixée d'une manière plus compréhensive depuis le jour de leur incarcération.

Enfin, il ne faut pas oublier que le bulletin de statistique morale contient également des éléments de décision fort appréciables sur la conduite et le travail des détenus.

L'application de l'article 2 de la loi du 14 août 1885 n'est pas sans soulever également de nombreuses critiques.

Tout d'abord, s'il est permis de soutenir que les condamnés à des peines de plus de trois mois de prison, quatre mois par exemple, sont particulièrement dignes de la bienveillance du législateur, il ne l'est pas moins d'objecter que le délai d'épreuve de libération conditionnelle dans ce cas est manifestement insuffisant.

Pendant un mois, en effet, un condamné jouera sans peine la comédie du repentir et de l'amendement. Rôle que son hypocrisie naturelle bien souvent lui aura permis de tenir aussi pendant les trois mois précédents, en prison.

La même remarque s'impose d'ailleurs pour les peines supérieures en durée qui, déjà amenuisées par la réduction du quart résultant de l'emprisonnement cellulaire, sont littéralement « escamotées » et « volatilisées » lorsqu'elles sont encore réduites par l'application de la libération conditionnelle.

Il semble donc que, pour éviter cet inconvénient, les peines inférieures à 1 an ne devraient pas être comprises dans le domaine d'exécution de la loi. Sans doute, des détenus très méritants au point de vue pénitentiaire et peut-être même social, se trouveront exclus du bénéfice de la libération conditionnelle, mais il convient aussi de laisser le condamné « en observation pénitentiaire » pendant une période assez longue, tant dans la prison que dans la vie libre, pour être en mesure d'apprécier avec le maximum d'approximation possible son degré d'amendement.

Déjà, en 1890, M. Guillot, dans son livre remarquable sur les Prisons de Paris, dénonçait l'insuffisance de la loi de 1885 dans certains cas d'escroquerie notamment, où s'imposerait d'ailleurs au préalable la réparation du préjudice causé.

« Voici ce qui arrive tous les jours, écrivait-il. Un financier quelconque a, par des escroqueries, fait un grand nombre de dupes ; il est condamné à six mois de prison, il met ses ressources de côté, se fait séparer de biens et se moque de ses créanciers ; comme tous les condamnés de ce genre, il se conduit admirablement bien en prison ; il est doux, obséquieux, il rend des petits services à la comptabilité, à la bibliothèque, à la pharmacie ; au bout de trois mois il obtient sa libération conditionnelle... La faveur en bonne justice doit suivre la réparation, non la précéder » (4).

L'application pure et simple de la loi du 14 août 1885 à ces catégories d'infractions provoquerait des situations pour le moins choquantes qu'une juste exécution des peines doit s'efforcer d'éviter à peine de créer, par la libération anticipée de certains condamnés, un véritable danger social.

Quant aux autorités consultées sur l'opportunité de la libération conditionnelle, il en est une dont l'intervention ne s'explique guère, à nos yeux du moins, celle du préfet du département où se trouve la prison.

Le texte de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 14 août 1885 étant imprécis à cet égard, on en conclut qu'il s'agit nécessairement du préfet du département où le détenu est incarcéré. La circulaire du 10 juillet 1888, adressée aux directeurs d'établissements pénitentiaires, que nous avons déjà étudiée, a donné cette interprétation à l'article 4 de la loi et à tort.

(4) Guillot, Les Prisons, p. 464.

En effet, elle ne résulte nullement, d'une manière certaine, des travaux préparatoires de la loi, mais seulement de son obscurité sur ce point, ce qui ne saurait la justifier. Sans doute, on peut soutenir que par sa généralité, l'expression « préfet » ne saurait s'appliquer qu'au préfet du lieu de détention, mais on peut soutenir aussi avec plus de vraisemblance que le préfet du lieu de détention ne pouvant avoir d'autre avis motivé — et pour cause — que celui du directeur de la prison, c'est le préfet de la résidence choisie par le candidat à la libération conditionnelle, et lui seul, qui devrait être consulté sur l'opportunité de la libération. Il possède, en effet, des éléments d'appréciation personnels sur la valeur du certificat et les inconvénients de la résidence choisie.

Si la consultation du préfet du lieu de détention peut donner lieu à des critiques justifiées, celle des commissions de surveillance se conçoit au contraire fort bien. Toutefois, à ce sujet également, la loi du 14 août 1885 s'avère singulièrement déficiente.

Déjà, au temps où elle était en discussion à la Chambre, M. Gomot n'hésitait pas à signaler que les commissions de surveillance étaient fort peu nombreuses et que, parmi elles, certaines n'existaient pour ainsi dire que sur le papier. Sur 319 Commissions de surveillance, 116 fonctionnent d'une manière normale, 99 ont un fonctionnement irrégulier, et 97 ne fonctionnent pas du tout.

« Sans doute, il est difficile dans beaucoup d'arrondissements de constituer des commissions de surveillance et d'obtenir d'elles un travail régulier, mais les préfets déploient-ils à ce sujet beaucoup de zèle ? »

Ces lignes qui remontent cependant à 1885 ne seraient point déplacées à l'heure actuelle encore.

Certes, les commissions de surveillance existent théoriquement auprès de chaque prison, mais lorsqu'elles sont

constituées, elles ne se réunissent pas toujours régulièrement. Comme l'a noté M. l'inspecteur général Mossé, elles le font à intervalles si lointains, qu'en fait, elles ne peuvent jouer aucun rôle utile dans l'application de la loi. M. Mossé a même observé que, dans plusieurs départements, certaines d'entre elles n'avaient jamais siégé. « A Alençon, écrivait-il en 1930, la commission ne s'est jamais réunie à la prison, il faut remonter à 1927 pour constater la visite d'un membre de la Commission de surveillance. Quant à leur rôle comme sociétés de patronage, il est rarement exercé » (5).

Il serait donc indispensable de provoquer désormais la réunion normale et régulière des commissions de surveillance. Elles sont habilitées d'ailleurs à observer le fonctionnement des établissements pénitentiaires et à en faire, le cas échéant, la critique. Elles ont aussi la faculté de visiter les détenus et d'apprécier leurs efforts d'amendement.

Or, dans la pratique, M. Dufour, directeur de la prison de Fresnes, l'a nettement mis en lumière, les commissions se bornent à donner un avis sur les demandes de libération conditionnelle.

« La commission de surveillance qui a plein pouvoir, déclare M. Dufour, pour adresser ses observations aux différentes autorités et au Ministère de la Justice, peut pénétrer dans tous les services, à tous les points de vue, et je ne sache pas qu'elle l'ait fait bien souvent. J'ai vu fonctionner beaucoup de commissions de surveillance, et presque toujours j'ai vu leur action limitée aux questions de grâce, libération conditionnelle et emprisonnement cellulaire ».

Trop peu nombreuses déjà, les commissions de sur-

(5) Revue internationale de Droit Pénal, 1930, p. 44.

veillance, quand elles existent, en fait, ne remplissent donc pas toujours leur tâche d'information et d'observation psychologique du détenu, qui devrait être cependant le prélude de leur avis motivé sur l'opportunité de la libération conditionnelle.

Le comité consultatif de la libération conditionnelle nous semble également devoir être réformé par l'adjonction de nouveaux membres appartenant à la magistrature dont l'un d'eux assumerait la présidence. Actuellement, le rôle de la magistrature y apparaît insuffisant, trop effacé et hors de proportion avec l'importance capitale qui s'attache à la collaboration plus étroite de la magistrature et de l'administration dans l'exécution des peines.

Par cette réforme du Comité, nous estimons que le juge aura enfin, en matière de libération conditionnelle, la part qui lui revient dans l'application de la loi de 1885.

Sans lui confier toutefois la mission d'accorder ou de refuser la libération conditionnelle, car il n'aurait d'autres éléments d'appréciation que ceux dont dispose le Comité de libération conditionnelle, notamment par l'avis du directeur de la prison. Actuellement, d'ailleurs, le Parquet du lieu de condamnation est appelé à donner son avis et documente très utilement le Comité de libération conditionnelle sur les antécédents et le dossier judiciaire du candidat à la libération conditionnelle.

On pourrait également autoriser désormais les avocats à donner aux-mêmes devant la commission de libération conditionnelle les précisions qu'ils jugeraient nécessaires sur les circonstances de fait et sur la famille du condamné et ses possibilités d'amendement. Toutefois, pour éviter l'écueil qui consisterait à organiser ainsi de nouvelles plaidoiries aussi déplacées que sans utilité, en l'espèce, il faudrait délimiter soigneusement le domaine de l'intervention des avocats, et leur assigner un temps donné pour faire

leur exposé. Précautions nécessaires pour ne pas transformer la commission en juridiction d'appel, ou de révision, ce qui serait manifestement contraire tant à l'esprit de la loi qu'à une saine doctrine d'exécution des peines.

Quant à l'application de la loi de libération conditionnelle aux récidivistes, il conviendrait de la rendre plus large, sous réserve, que, conformément d'ailleurs à la loi elle-même, la révocation intervienne plus strictement qu'aujourd'hui toutes les fois que le libéré en est devenu passible.

D'autre part, la période où la révocation peut être prononcée d'après la loi de 1885 nous semble nettement insuffisante. Epargner la révocation à un condamné dont la libération conditionnelle remonte à plusieurs mois ou quelques semaines à peine, nous semble absolument contraire au but d'amendement et de redressement moral poursuivi par le législateur. Aussi, pourrait-on prolonger la durée de la peine restant à subir par le libéré au jour de son élargissement d'une période plus ou moins longue suivant le temps de peine que le condamné avait encore à purger le jour de sa mise en liberté conditionnelle.

En proportionnant aussi exactement que possible à la peine le délai supplémentaire prévu pour la révocation, on atteindrait beaucoup plus sûrement qu'à l'heure actuelle la moralisation du libéré qui serait maintenu plus longtemps, dans son intérêt et celui de la société elle-même, sous le coup de la révocation.

De cette manière, la répression resterait aussi complète et intégrale qu'elle doit l'être et l'on pourrait faire jouer plus normalement et plus logiquement aussi la loi de 1885.

Autre lacune de la loi.

Les conditions auxquelles les libérés doivent se soumettre, s'ils veulent changer de résidence, devraient être simplifiées. Pourquoi, en effet, obliger les libérés à obtenir

en dernière analyse l'autorisation du Garde des Sceaux ? Ce dernier ne peut que consulter l'autorité intéressée, c'est-à-dire le préfet ou le maire de la localité où le libéré veut se fixer. Dès lors, il serait plus logique et plus simple de décider que le libéré aura seulement à aviser de ses intentions le maire de la commune où il veut transférer sa résidence. Dès son arrivée il devrait se présenter à la mairie, faire viser son permis de libération et aviser le préfet du département de ce changement de résidence.

Plus délicat apparaît le problème de l'interdiction de séjour des libérés conditionnels. Pour que celle-ci puisse être appliquée sans entraves aux interdits de séjour, nous estimons que, suivant les vœux émis au Congrès de juin 1933 par l'Union des Sociétés de patronage, il serait urgent de confier au juge le soin de fixer, pour chaque condamné, dans sa sentence, les lieux qui lui seront interdits. Toutefois, dispense pourrait lui être accordée lorsqu'il pourrait justifier de la protection d'une société de patronage.

En cas de libération conditionnelle, la mauvaise conduite révoquerait cette dispense.

Cette réforme aurait les plus heureux effets sur l'application de la libération conditionnelle. Un plus grand nombre d'interdits pourraient en bénéficier sans que désormais il soit impossible, comme à l'heure actuelle bien souvent, de leur procurer un travail en rapport avec leurs aptitudes et leur profession.

Dans son lumineux rapport au Congrès de l'Union de Sociétés de patronage des libérés et des interdits de séjour, M. Etienne Matter, qui fut peut-être le plus grand animateur d'œuvres de ce temps, soulignait en ces termes les difficultés du patronage des interdits de séjour (6) :

« Le relèvement des interdits de séjour est rendu d'au-

(6) Revue pénitentiaire, août-octobre 1933, p. 256 et suiv.

tant plus difficile qu'il y a en France peu de sociétés de patronage des libérés siégeant dans des localités non défendues et disposées à s'occuper du reclassement des interdits qui leur seraient recommandés par des sociétés fonctionnant dans des villes interdites ».

Et M. Matter de souhaiter, fort judicieusement, la création de sociétés de patronage dans des chefs-lieux d'arrondissement accessibles aux interdits de séjour. Elles s'occuperaient non plus seulement de ceux qui proviennent de la prison locale, mais encore de ceux qui leur seraient adressés par d'autres sociétés sous le couvert de l'Union des Sociétés de patronage.

On pourrait aussi, d'autre part, obliger le libéré autorisé à résider provisoirement dans une localité interdite à se présenter à époque fixe au siège du patronage qui le signalerait en cas de mauvaise conduite. Réformes très intéressantes préconisées par M. Matter, qui nous paraissent bien plus favorables au reclassement des libérés conditionnels que l'application rigoureuse ou même atténuée à leur égard de l'interdiction de séjour.

Pour remplir les missions délicates qui viennent d'être précisées, les sociétés de patronage ont besoin d'avoir des ressources considérables. Or, à l'heure actuelle, l'Etat et aussi les particuliers disposent de moyens diminués qui ne leur permettent plus de s'intéresser dans la même mesure à des œuvres sociales aussi nécessaires et fécondes que les sociétés de patronage. Il appartient toutefois à l'Etat et aux particuliers qui en ont encore la faculté, de venir en aide à ces œuvres d'intérêt général.

Au Congrès de l'Union des Sociétés de patronage de 1933, M. le président Richard (7) fit adopter un vœu tendant à la création d'une caisse des patronages, investie de la personnalité civile et de l'autonomie financière, desti-

(7) Revue pénitentiaire, août-octobre 1933, p. 263 et suiv.

née à prévenir la récidive dans le sens de la loi du 14 août 1885 et des décrets du 18 septembre 1925 concernant l'exécution de la peine des travaux forcés.

Cette caisse aurait notamment pour objet de favoriser par des allocations et tous autres moyens le développement des patronages et de venir en aide aux familles durant l'internement des condamnés.

La caisse des patronages, qui relèverait du Ministère de la Justice, comporterait un conseil d'administration, composé de représentants des patronages ou associations similaires, ainsi que des délégués des Cours d'appel et des tribunaux.

Le Conseil d'Administration serait présidé par le Ministre de la Justice, assisté du premier Président de la Cour des Comptes ou de son représentant, et de commissaires du Gouvernement désignés par le Ministre des Finances.

La caisse des patronages serait chargée de gérer le pécule des libérés, elle pourrait recevoir des dons et legs et bénéficier du produit de la vente des objets confisqués.

Enfin, chaque année, une somme fixée par la loi de finances, serait mise à la disposition de la Caisse des patronages, qui pourrait être subventionnée également par les départements et les communes.

Au surplus, en matière de répression des délits contre les mœurs, d'accord avec le Ministère Public qui lui délèguerait ses attributions, la Caisse des patronages aurait le droit d'exercer l'action publique, même si elle n'en usait pas, la faculté de se joindre à la poursuite et de demander des dommages-intérêts aux délinquants. Sur l'avis conforme du Procureur de la République, ceux-ci pourraient être traduits directement devant la juridiction compétente. Le montant des amendes et des réparations civiles prononcées pour la répression des délits contre les mœurs, serait attribué à la Caisse des patronages.

Le système des subventions aux patronages, préconisé par M. le Président Richard, nous semble digne de rallier tous ceux qui désirent sincèrement le reclassement des libérés et leur réadaptation à la vie sociale. Ce financement de la Caisse des patronages permettrait au surplus de lui accorder des subventions suffisantes, tandis que celles qui sont allouées aujourd'hui encore aux sociétés de patronage sont absolument dérisoires.

Resterait enfin à fixer par le règlement prévu à l'article 6 de la loi du 14 août 1885, la forme des permis de libération et les modalités d'exécution de la loi du 14 août 1885, actuellement déterminées par un grand nombre de circulaires qui seraient ainsi modifiées peut-être, mais surtout synthétisées en un texte unique, plus facile à consulter que les diverses circulaires étudiées au cours de notre exposé.

Pour remédier aux lacunes de la loi du 14 août 1885 et aussi apporter à celle-ci des changements profonds, la Commission de réforme du Code Pénal a préconisé des innovations remarquables qui constitueront une étape décisive dans l'évolution de notre droit pénal.

CHAPITRE X

LE PROJET DE RÉFORME DU CODE PÉNAL ET LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Le 23 décembre 1930, un décret instituait au Ministère de la Justice une commission chargée de préparer la révision de la législation criminelle à l'effet de la moderniser en tenant compte d'une expérience déjà longue, mais aussi de l'évolution des mœurs.

Pendant trois années, cette Commission a élaboré un projet de Code Pénal. Réunie sous la présidence de M. Paul Matter, Procureur Général près la Cour de Cassation, elle comprenait notamment M. Roux, avocat général près la Cour de Cassation, M. Lagarde, avocat général près la Cour de Cassation, M. le Professeur Hugueney et M. Lussan, président de l'ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

« Renonçant à tout système doctrinal pour emprunter aux écoles rivales et opposées ce qu'elles paraissent avoir de plus sûr, la Commission s'est efforcée de mettre notre législation en harmonie avec les données de la science pénitentiaire et les nécessités d'une meilleure défense de la société » (1).

Le projet de Code Pénal se différencie tout d'abord du Code actuel en ce qu'il détermine la peine, beaucoup plus d'après la personne du coupable que d'après ses actes,

(1) Exposé des motifs du projet de loi portant réforme du Code Pénal déposé sur le bureau de la Chambre le 15 mai 1934, N° 3351.

tendant ainsi à une individualisation des peines plus complète qui se traduit par l'institution de mesures de sûreté destinées à sauvegarder la sécurité publique contre les possibilités de récidive du délinquant. De même, le régime pénitentiaire deviendra progressivement moins rigoureux à mesure que le condamné se rapprochera du jour de sa libération définitive, ce qui permettra au libéré de se réadapter plus facilement à la vie sociale.

Enfin, le domaine du Droit pénitentiaire n'échappera plus aux magistrats qui, désormais, seront chargés d'assurer l'exécution des peines. Depuis longtemps déjà, certains auteurs préconisèrent l'application de ce principe.

Appréciant le but d'amendement poursuivi par la loi du 14 août 1885, M. Guillot, bien sceptique sur les résultats que l'on pouvait en attendre, écrivait à ce sujet :

« N'est-il pas à craindre, en effet, qu'on ne se soit fait de grandes illusions ; d'abord tout ce qui atténue le jugement en dehors du droit de grâce qui, venant du sommet du pouvoir, s'impose par son origine même, tout ce qui réduit, sans le concours du pouvoir judiciaire, et souvent, contre son opinion, la peine qu'il a prononcée, affaiblit son autorité ».

Puis signalant qu'un grand nombre de libérations conditionnelles ont été accordées de février à juin 1888, contrairement à l'avis des Parquets, M. Guillot conclut :

« Les condamnés qui en ont bénéficié ont su nécessairement que la justice s'y était opposée et ils ont eu la satisfaction d'avoir raison contre elle ; le public peut dès lors se demander qui a tort, de la magistrature ou de l'administration, et peut-être serait-il plus rassuré, si les jugements ne pouvaient être modifiés, surtout si rapidement, qu'avec l'assentiment de ceux qui les ont rendus » (2).

(2) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 460 et 476.

Insistant sur cette thèse, M. Guillot conclut :

« Sans remonter jusqu'à Platon, qui recommandait aux magistrats de visiter chaque jour les prisonniers pour les rendre meilleurs..., on a considéré dans tous les temps que le rôle du juge ne finissait pas avec le prononcé du jugement et qu'après avoir puni le crime, il devait veiller sur le coupable. Cette œuvre lui revient de droit ou plutôt elle n'est que l'achèvement de sa mission sociale ».

Nous avons tenu à donner cette longue citation, car elle peut être considérée comme la synthèse de la doctrine contemporaine d'après laquelle le magistrat doit être chargé d'assurer l'exécution des peines.

Plus récemment, le rôle du magistrat dans l'exécution des peines a fait l'objet d'une discussion très approfondie à la Société Générale des Prisons (3).

M. de Montvalon, conseiller à la Cour de Cassation, a présenté sur ce problème un rapport détaillé. Il convient d'en relever les idées essentielles, car elles s'harmonisent avec les traits les plus caractéristiques du projet de réforme de Code Pénal. La peine a, en effet, une importance capitale, mais, déclare M. de Montvalon, pour qu'elle ait les répercussions qu'elle doit comporter, il faut que « le concept qui a déterminé la nature et la qualité de la peine prononcée continue à inspirer et à gouverner le régime de la peine exécutée. Donc, unité nécessaire et absolue dans ce que nous pourrions appeler l'administration de la peine, et, suivant la très juste observation de M. Garraud, nécessité de ne point séparer la phase d'exécution de la peine de celle de la condamnation » (4).

Au surplus, le magistrat ne peut se désintéresser des fins sociales et individuelles de la peine, il doit en pour-

(3) Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1932, p. 169 et suiv., 208 et suiv., 256 et suiv., 286 et suiv.

(4) Garraud, Traité de Droit pénal, t. II, p. 215.

suivre la réalisation. Il assurera ainsi des garanties à la liberté individuelle. Bref, il ne peut se contenter d'interpréter et d'appliquer la loi pénale. Il est investi d'une véritable mission sociale car la peine « doit tendre à neutraliser l'état malsain et nocif, d'un individu en société » (5), c'est-à-dire s'efforcer de réaliser son amendement tout en protégeant la société contre les agissements délictueux éventuels du condamné en voie de redressement.

La condamnation et son exécution se traduisent donc, en dernière analyse, par une opération unique ayant le même objectif et dont le caractère éminemment social ne saurait être méconnu. Le but social de la peine et la mission sociale du magistrat conduisent ainsi à lui confier le soin d'assurer l'exécution des peines, car leurs phases les plus diverses sont réunies entre elles par un lien éminemment social.

Toutefois, précise M. de Montvalon, l'Administration pénitentiaire conserverait tout ce qui concerne la gestion matérielle de la peine : l'administration des établissements de détention, les services matériels et financiers, et le régime intérieur.

L'autorité judiciaire se réserverait ainsi de connaître tout ce qui présente un caractère moral et un intérêt social, en matière de libération conditionnelle, l'action du magistrat pourra s'exercer avec le maximum d'efficacité dans ce domaine. Or, suivant la judicieuse formule de M. Pierre Mercier (6), « la libération conditionnelle est une des pièces maîtresses de tout système pénal qui a l'ambition de poursuivre la réformation morale des condamnés ».

Ce sera donc une décision judiciaire qui accordera, suivant certaines modalités, la libération conditionnelle et la révoquera.

(5) De Montvalon, op. cit., p. 173.

(6) Revue pénitentiaire, 1924, p. 185.

L'Administration Pénitentiaire n'en gardera pas moins un rôle considérable, car elle donnera sur le détenu toutes les précisions qui sont nécessaires pour apprécier aussi exactement que possible son degré d'amendement. Elle ne décidera plus, comme elle fait actuellement, elle sera simplement consultée par le juge, seul investi du pouvoir de décision.

Les sociétés de patronage seront appelées aussi à collaborer à l'exécution de la peine en signalant au Ministère Public à quelle époque devra être modifiée ou suspendue l'exécution de la peine ainsi que les garanties qui devront la mise en liberté du condamné.

Les commissions de surveillance des prisons, dotées d'un pouvoir de contrôle et d'un droit d'initiative, se tiendront en liaison avec l'autorité judiciaire par les magistrats qui la composent. Elles observeront les réactions de la peine et préciseront, le cas échéant, les modifications qu'il leur semblerait opportun d'apporter à son exécution.

Restait à préciser le tribunal qui serait compétent pour se prononcer sur la demande de mise en liberté conditionnelle. Ce ne sera point celui qui a condamné l'intéressé, mais celui du lieu de détention.

En effet, il est indispensable que la décision ne se fonde pas exclusivement sur des renseignements ou sur des rapports et qu'elle ne soit prise qu'après une comparution personnelle du condamné.

D'autre part, comme pour beaucoup de raisons il faut éviter le transfèrement des détenus, c'est à la juridiction du lieu de détention qu'il sera préférable de donner compétence pour statuer sur les mesures d'exécution. Pour que celles-ci soient prises le plus rapidement possible, la Chambre des mises en accusation serait compétente quand la peine aurait été prononcée par une Cour d'Assises, ou une Cour d'Appel, par la Chambre du Conseil en cas contraire.

De la Chambre des mises en accusation et de la Chambre du Conseil feraient partie de droit les magistrats qui siègent dans les commissions de surveillance.

Si la mesure de faveur proposée ou sollicitée par le détenu était refusée, elle ne pourrait faire l'objet d'un nouvel examen qu'à l'expiration d'un délai plus ou moins long et en rapport avec le degré d'amendement du condamné.

Comme M. de Montvalon, M. Roux, avocat général à la Cour de Cassation, voudrait que les magistrats fussent chargés d'assurer l'exécution des peines. Toutefois, ces auteurs s'opposeraient à l'institution d'un juge de surveillance comme en Italie. L'application du principe de l'individualisation de la peine exige d'ailleurs l'extension des pouvoirs du magistrat, car, individualiser la peine, ce n'est pas simplement, au moment de la sentence pénale, tenir compte dans la prononciation du châtiment des qualités personnelles du délinquant, de sa nature spéciale, des tares qu'il peut avoir (8). L'individualisation doit se manifester encore pendant la période d'exécution de la peine par les soins du magistrat qui, par le dossier de la procédure, est seul en mesure de déterminer exactement le passé du condamné.

Toutefois, l'Administration Pénitentiaire garderait la mission qui lui incombe déjà actuellement de préparer le relèvement du condamné.

Suivant ces principes essentiels qui ont inspiré les rédacteurs du projet de Code Pénal, l'art. 61 de ce projet précise que la libération conditionnelle sera accordée et révoquée par l'autorité judiciaire.

Les conditions de la libération conditionnelle seront

(7) Revue pénitentiaire, 1932, p. 190.

(8) Revue pénitentiaire, 1932, p. 261.

fixées par le Code d'Instruction criminelle ; mais l'article 61 indique que la libération conditionnelle aura les effets d'une mise en liberté sous condition résolutoire. Aux termes de l'article 93 du projet de réforme du Code Pénal, la décision prononçant la libération conditionnelle pourra suspendre les mesures de sûreté prévues aux articles 73, 74, 78, 81 et 82. Le juge pourra révoquer cette suspension pendant un délai de 5 ans.

La décision accordant la libération conditionnelle pouvant avoir ainsi des répercussions sur l'exécution des mesures de sûreté, prévues aux articles qui viennent d'être précisés, nous devons indiquer brièvement en quoi consistent ces mesures de sûreté .

L'article 73 prévoit que toute personne alcoolique, toxicomane ou atteinte d'une infirmité mentale grave, coupable d'un crime ou délit passible d'une peine maxima de 2 ans, sera internée à l'expiration de sa peine, pour une période de 5 ans au maximum dans une maison spéciale de santé pour y recevoir des soins appropriés, quand le tribunal aura constaté qu'elle est un danger sérieux pour la paix publique.

L'article 74 concerne la relégation, c'est-à-dire l'internement dans un établissement de travail, sous un régime approprié de réadaptation sociale, de récidivistes, hors de la métropole en principe.

Le juge, à titre exceptionnel, peut ordonner l'exécution de la relégation dans un établissement industriel ou agricole en France et en Algérie. La relégation aura une durée variant de 10 à 20 ans, mais pourra prendre fin avant le terme fixé quand des signes certains de réadaptation sociale auront été constatés par la juridiction qui aura prononcé la mesure.

L'article 78 vise l'envoi dans un dépôt de mendicité des personnes trouvées mendiant dans un lieu possédant

un établissement public concernant le traitement de la mendicité.

L'internement dans un dépôt de mendicité ne pourra excéder 2 ans et même pourra cesser plus tôt si le juge du lieu de l'internement constate que le mendiant a donné des signes certains de réadaptation sociale.

Les articles 81 et 82 enfin fixent le régime de l'interdiction de séjour.

L'article 81 dispose que les condamnés aux travaux forcés à temps, à la réclusion ou à la détention, seront frappés pendant 20 ans d'interdiction de séjourner dans les lieux précisés par le jugement de condamnation tant sur les indications d'une liste générale établie par décret qu'en considération des circonstances du crime. Le jugement pourra cependant réduire la durée de l'interdiction. Quant aux condamnés à des peines correctionnelles, ils seront interdits de séjour, d'après l'article 82, selon les mêmes principes, pour une durée de 1 à 10 ans, à compter de l'expiration de leur peine. Enfin, aux termes de l'article 94 du projet, le juge pourra suspendre en tout ou partie l'interdiction de séjour. La suspension non révoquée dans un délai de 5 ans deviendra définitive. En cas de rejet, la demande ne pourra être représentée que dans un délai d'une année.

Indépendamment de la suspension des mesures de sûreté qui viennent d'être déterminées, le juge qui accordera la libération conditionnelle à des condamnés pour crimes ou délit de droit commun à une peine supérieure à une année d'emprisonnement pourra, en application de l'article 82, les confier à une institution désignée par la Cour ou le Tribunal auxquels cette institution devra adresser un rapport périodique sur la conduite du libéré. La Cour ou le Tribunal pourront décider, s'il y a lieu, que la surveillance du patronage cessera ou sera exercée par une autre Société que celle primitivement désignée. Enfin, dans

le cas où le libéré viendrait à se soustraire volontairement par ses agissements habituels au contrôle de la société de patronage, il pourrait être condamné à un emprisonnement de 10 jours à 3 mois.

Les innovations envisagées que nous venons de donner ont donné lieu déjà à de nombreuses critiques.

Tout d'abord, il est permis de s'étonner que l'article 61 confie intégralement à l'autorité judiciaire l'application de la libération conditionnelle, car elle ne saurait avoir d'autres éléments d'appréciation que ceux émanant du directeur de la prison, c'est-à-dire ceux là même que possède déjà le Comité de libération conditionnelle.

D'autre part, il est difficile d'admettre que les modalités d'exécution de la libération conditionnelle doivent être insérées au Code d'Instruction Criminelle et non au Code Pénal.

Il s'agit, en l'espèce, de questions essentielles qui affectent le fonctionnement même de la libération conditionnelle et pour ce motif devraient trouver place à l'article 61 qui cependant les renvoie au Code d'Instruction Criminelle. Le silence de l'article 61 sur les détails d'application de la libération conditionnelle est d'autant plus singulier que l'article 63 du projet fixe, lui, les conditions essentielles prévues par l'obtention de la réhabilitation légale. En revanche, l'article 62 du même projet renvoie au Code d'Instruction Criminelle pour le régime de la réhabilitation judiciaire.

Les textes ci-dessus analysés semblent donc avoir été rédigés suivant une méthode pour le moins incertaine. Elle se traduit par le texte incomplet de l'article 61 qui devrait fixer dans son ensemble le régime de la libération conditionnelle comme le fait l'article 63 pour la réhabilitation judiciaire.

L'article 61 est également imprécis car il ne détermine

pas le juge qui sera appelé à statuer sur la libération conditionnelle; celui du lieu de condamnation, ou du lieu d'exécution de la peine ? Enfin, l'article 61 aurait pu être plus explicite sur les conséquences de la libération conditionnelle lorsqu'il lui confère simplement les effets d'une mise en liberté sous condition résolutoire.

Plus complets au contraire sont les articles concernant l'interdiction de séjour, mais préjudiciable désormais au reclassement des libérés, ainsi que ceux relatifs aux mesures de sûreté et aux sociétés de patronage. Nous estimons toutefois que l'article 94 aurait dû préciser si la suspension de l'interdiction de séjour serait prévue par le jugement de condamnation lui-même, ou au contraire résulterait d'une décision du juge, postérieure à celle qui a prononcé la condamnation à la peine principale. Quant à l'article 85, concernant l'intervention des sociétés de patronage, son application nous paraît bien délicate, car le patronage imposé par la loi, même pour un emprisonnement de 10 jours à 1 mois ne semble pas appelé à donner des résultats appréciables, en raison de son caractère obligatoire.

Autant la protection d'une société de patronage sollicitée par un détenu peut parachever son amendement, autant la même protection imposée et sanctionnée paraît devoir produire un effet diamétralement opposé à celui que le projet entend réaliser. Comme nous l'avons indiqué précédemment, c'est un patronage mieux subventionné par l'Etat et les particuliers et plus répandu aussi à travers notre pays, mais facultatif, qui donnera seul les meilleurs résultats en matière de libération conditionnelle. D'ailleurs, la répression du libéré récalcitrant à subir la tutelle obligatoire du patronage, contraindra celui-ci à faire accabler son protégé d'un cortège imposant peut-être de condamnations, variant de 10 jours à 3 mois. Son casier serait

ainsi bien vite « meublé » alors que précisément l'intervention du patronage aurait pour objet d'empêcher le libéré de sombrer à nouveau dans la récidive.

Le projet de réforme du Code Pénal nous semble donc appeler de sérieuses objections, notamment en ce qui concerne le rôle de la magistrature et celui des sociétés de patronage dans l'exécution des peines.

Dans la séance déjà signalée de la Société Générale des Prisons, M. l'Inspecteur Général Mossé a présenté des observations fort intéressantes au sujet du rapport de M. de Montvalon sur l'exécution des peines que nous avons analysé déjà et dont le leit-motiv se retrouve aisément à travers les articles précédemment étudiés du projet de Code Pénal. Au cours de la même séance, MM. les Professeurs Hugueney et Donnedieu de Vabres présentèrent des observations du plus haut intérêt que nous signalerons plus loin, car il est indispensable de les connaître pour bien comprendre certaines lacunes, et non des moindres, du projet de révision du Code Pénal.

Dans son examen critique du rapport de M. de Montvalon, M. Mossé rappelle tout d'abord que, suivant la vigoureuse expression de M. le Professeur Cuche, dans son traité de science et de législation pénitentiaire, « l'histoire moderne du Droit Pénal pourrait avoir un chapitre intitulé : L'abdication progressive du législateur entre les mains du juge ». Aussi, M. de Montvalon ne laisse-t-il à l'Administration Pénitentiaire qu'une tâche très limitée qui se traduirait sous la forme d'un concours donné à la magistrature, « c'est-à-dire, précise justement M. Mossé, caractérisé par une certaine subordination » (9).

Cependant, ajoute-t-il, si l'on veut motiver l'intervention du magistrat dans l'exécution des peines par sa fonction de défense sociale et de garantie des libertés indivi-

(9) Revue pénitentiaire, 1932, op. cit., p. 228.

duelles, on ne devrait pas méconnaître, en même temps, le principe de la séparation des pouvoirs dont l'application permet elle aussi d'atteindre les mêmes objectifs.

Les doctrines de l'école positiviste ne sauraient davantage légitimer cette intervention des juges. « Elles ne réclament pas leur compétence par delà l'auscultation nécessaire à leur diagnostic. La thérapeutique ultérieure, voire l'application des alternatives de la sentence, n'offrent rien d'incompatible avec le dessaisissement d'une autorité qui peut, après avoir rédigé son ordonnance, laisser le soin du malade à des infirmiers... ».

Sans doute, on invoque l'exemple de certaines législations étrangères, mais il n'est pas décisif. L'Angleterre, pays des libertés, ne laisse-t-elle pas son Home Office assumer l'exécution des peines ? Quant aux lois étrangères protectrices de l'enfance coupable, elles comportent beaucoup plus rarement qu'autrefois l'intervention du magistrat dans l'exécution et même la fixation des peines.

D'ailleurs, à supposer même que la législation comparée donne des arguments irréfutables en faveur de la thèse de M. de Montvalon et du projet de réforme du Code Pénal, quelles seraient, en fait, les conséquences de son application ? La réforme projetée — ne l'oublions pas — tend à réaliser plus étroitement que par le passé l'individualisation de la peine. Or, il est permis d'affirmer qu'elle n'atteindrait pas ce but.

Avant même d'examiner le problème posé, au fond, nous trancherons une question négligée, semble-t-il, par les réformistes. Jusqu'à ce jour, du moins, la libération conditionnelle étant considérée comme une mesure de faveur, il paraît difficile d'admettre les tribunaux à statuer à son sujet. Habilités à déterminer des droits et non pas à accorder des mesures de faveur, il serait étrange, en vérité, de les voir octroyer le bénéfice de la libération con-

ditionnelle, après avoir entendu les intéressés faire valoir leurs mérites et leur amendement méconnus. Si la libération conditionnelle conserve son caractère essentiel de mesure de faveur et de récompense destinée à sanctionner l'amendement du condamné, on ne saurait concevoir l'intervention du magistrat pour l'accorder ou la refuser.

D'autre part, on paraît oublier qu'actuellement, le Comité Consultatif de la libération conditionnelle possède déjà des éléments d'appréciation très intéressants que lui donne l'avis de l'autorité judiciaire. Tout au plus pourrait-on exiger que ce Comité soit mis en mesure de connaître l'avis de l'autorité judiciaire non plus seulement à l'époque du jugement, mais aussi au cours de la période pénitentiaire, où il pourrait tenir compte des réactions de la peine sur le candidat à la libération conditionnelle. Dès lors, il suffit d'amender en ce sens le mécanisme de la libération conditionnelle. Un règlement d'administration publique préciserait les modalités de la réforme. On pourrait, par exemple, donner à l'autorité judiciaire un plus grand nombre de représentants au Comité de libération conditionnelle et lui en donner même la présidence. Il conviendrait aussi d'exiger des directeurs de prison une application plus stricte et intensive de la loi du 14 août 1885. Bref, un comité de libération conditionnelle amélioré et renforcé où les magistrats auraient même une prépondérance marquée, permettrait à lui seul de réaliser la réforme poursuivie par le système de M. de Montvalon et du projet de Code Pénal.

Bien plus, comment admettre que le tribunal du lieu d'exécution de la peine puisse être mieux informé que le Comité de libération conditionnelle actuel au sujet du condamné ? Dans la majorité des cas, en effet, le tribunal du lieu d'exécution ne sera pas celui du lieu de condamnation, et par conséquent ne sera pas mieux documenté sur les

candidats à la libération conditionnelle qu'une commission siégeant à Paris. C'est ainsi que les maisons centrales de Loos, Claivaux, Fontevrault, Poissy, sont situées dans des localités dépourvues de tribunaux. D'autre part, les tribunaux siégeant à Nîmes, Montpellier, Riom, par exemple, ne seront pas nécessairement ceux qui ont condamné les candidats à la libération conditionnelle des prisons de ces localités et ils ne les connaîtront donc point spécialement.

Quels seront alors les éléments d'appréciation du tribunal, si ce n'est l'avis du directeur de la prison, de la commission de surveillance, du préfet du lieu de la résidence choisie par le condamné, c'est-à-dire exactement ceux qui servent actuellement de base aux avis du Comité de libération conditionnelle.

Si donc, observe M. Mossé, « l'auxiliaire du tribunal n'est autre que l'Administration entourée de ses multiples avis, dont j'ai indiqué la faiblesse, vous n'aurez pas fait grand'chose ; vous aurez abouti, tout au plus, au sein de ces juridictions multiples, à provoquer des divergences d'appréciation, de cas parfois identiques, alors que le Comité de la Chancellerie a tout au moins le mérite d'apporter dans ses décisions une certaine unité de jurisprudence » (10), et M. Mossé d'ajouter avec juste raison qu'en adoptant la réforme préconisée par M. de Montvalon on essaierait en vain de « concilier des inconciliables », car on ne saurait, à la fois, confier à l'administration la direction des prisons et réserver d'autre part à l'autorité judiciaire un rôle prédominant dans l'exécution morale et juridique de la peine.

Il importe que les magistrats ne cessent pas d'être des magistrats, c'est-à-dire de prononcer des sentences, d'examiner des affaires sous leur aspect judiciaire, afin d'acquiescer et de conserver une expérience où ils puisent précisé-

(10) *Revue pénitentiaire*, op. cit., p. 235.

ment les qualités qui peuvent trouver leur emploi dans l'exécution de ces sentences. D'autre part, les directeurs de prisons sont particulièrement qualifiés pour apprécier le degré d'amendement des condamnés.

Au cours de la discussion du rapport de M. de Montvalon, le directeur de la prison de Fresnes, M. Dufour, l'a souligné en ces termes :

« On a dit tout à l'heure que les fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire ne pouvaient pas avoir des condamnés la même connaissance psychologique que le magistrat. Je ne voudrais pas opposer à ce sujet les uns aux autres... mais enfin, il faut bien reconnaître que les fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire sont en contact presque journalier, non seulement avec les détenus, mais encore avec leurs familles. Ce sont eux qui s'immiscent dans leur intimité par la lecture de la correspondance, ce sont eux qui reçoivent la visite des parents, qui les soutiennent moralement, les aident à supporter l'épreuve et deviennent les confidents de leurs tristesses et de leurs espoirs. Je vois ici M. Matter, dont l'action vous est bien connue. M. Matter ne démentira certes pas ce que je viens de dire ». Il ne le fit pas non plus. On ne saurait le faire.

Bien plus, l'application de la réforme préconisée par M. de Montvalon exigerait, sous peine de manquer entièrement son but, la spécialisation du juge répressif réclamée déjà par les positivistes. Or, — M. Donnedieu de Vabres l'a souligné judicieusement au cours de la discussion du rapport de M. de Montvalon sur le rôle des magistrats dans l'exécution des peines — bien souvent les hasards de l'avancement des magistrats ne permettent guère cette spécialisation qui deviendrait indispensable le jour où ils seraient appelés à assurer l'exécution des peines.

« Je crains, précise M. Donnedieu de Vabres, que ces devoirs nouveaux qu'on leur propose s'accordent mal avec

les habitudes d'esprit qu'exprime la pratique courante de nos tribunaux correctionnels. Je crains que l'activité concurrente des membres des sociétés de patronage, de l'Administration pénitentiaire, et de la magistrature, dans le régime intérieur des prisons, ait pour effet d'émietter la responsabilité, de la rendre illusoire en l'éparpillant » (11).

M. Donnedieu de Vabres conclut que la libération conditionnelle cependant ne doit pas dépendre uniquement de l'Administration. C'est aussi notre avis puisque nous préconisons le renforcement de la représentation de la magistrature au sein du comité de libération conditionnelle.

Enfin, dernière objection au système réformiste. La magistrature et l'administration pénitentiaire poursuivront-elles toujours, en parfaite harmonie, leur mission d'exécuter les peines ? Sur la durée de cette entente, M. Huguenev n'est pas sans avoir quelque doute.

« J'avoue, déclare-t-il avec humour, que moi, homme de la rue, cela me fait songer à ces enfants de grande famille, qui ont à la fois une gouvernante et une bonne. Je m'excuse de comparer le magistrat à une gouvernante et je ne sais pas si l'Administration pénitentiaire sera satisfaite de ce rapprochement avec une bonne... ».

E. M. Huguenev de conclure avec juste raison :

« Pauvre petit condamné, que deviendras-tu demain au milieu des frictions, des querelles que je vois poindre entre l'administration pénitentiaire et la magistrature ? » (12).

On ne saurait mieux démontrer qu'une réforme vraiment efficiente et pratique du Code Pénal en matière de libération conditionnelle doit comporter une intervention « limitée » des magistrats dans son exécution.

Nous ne saurions donner une notion adéquate de l'élaboration du nouveau Code Pénal, en matière de libération

(11) *Revue pénitentiaire*, op. cit., p. 278.

(12) *Revue pénitentiaire*, op. cit., p. 281.

conditionnelle, si nous ne précisions le vœu adopté par la Société Générale des Prisons (13) à la suite de la discussion du rapport de M. de Montvalon. Ils tendent tout d'abord à instituer dans chaque établissement correctif un comité de reclassement présidé par un magistrat et composé de représentants de la magistrature, de l'Administration, et des patronages, nommés par le Garde des Sceaux. Ce Comité, en possession, chaque mois, de la liste des condamnés proposables pour la libération conditionnelle, se chargera de procurer des moyens d'existence aux condamnés qui n'y peuvent parvenir, et statuera, après examen de la conduite et du degré d'amendement du condamné sur la recevabilité de sa requête de libération conditionnelle. Seules seraient transmises au Conseil Supérieur de la libération conditionnelle siégeant à Paris, les propositions de libération conditionnelle ayant fait l'objet d'un avis favorable.

Le vœu adopté proposait ensuite de confier à un Conseiller à la Cour de Cassation la présidence du Conseil Supérieur de la libération conditionnelle. Il comprendrait 5 magistrats exclusivement chargés de rapporter les dossiers de libération conditionnelle, après avoir pris connaissance de l'avis circonstancié du parquet du lieu de condamnation, et même, le cas échéant, après examen du dossier de la procédure. Le Conseil Supérieur de la libération conditionnelle serait également chargé de veiller à l'amendement des détenus et de préparer leur reclassement.

Pour avoir une connaissance suffisante de l'institution de la libération conditionnelle, il est indispensable de relater enfin les dispositions essentielles des législations étrangères les plus caractéristiques à cet égard, ou du moins, leurs principes dominants, lorsqu'elles sont actuellement encore en voie d'évolution.

(13) Revue pénitentiaire, 1932, p. 289.

TITRE II

LA LÉGISLATION COMPARÉE

Nous relèverons, dans cette partie de notre étude, les innovations les plus remarquables des législations étrangères en matière de libération conditionnelle, en terminant par les plus récentes d'entre elles.

BELGIQUE.

La libération conditionnelle est réglementée par la loi du 31 mai 1888, modifiée par les lois du 1^{er} mai 1913, 19 août 1920 et 24 juillet 1923. Elle s'applique aux condamnés qui ont subi le tiers de leur peine à condition toutefois qu'ils aient, au préalable, été incarcérés pendant trois mois au moins.

Les récidivistes doivent avoir subi 6 mois d'incarcération et les 2/3 de leur peine. C'est un arrêté du Ministre de la Justice qui accorde ou révoque la libération conditionnelle. L'arrêté ministériel qui prononce la libération conditionnelle précise les conditions auxquelles le libéré devra satisfaire, le cas échéant, l'interdiction de résider dans une localité déterminée, ou l'obligation de se fixer dans la résidence qui lui a été assignée. Le condamné reçoit un permis de libération conditionnelle qui indique la localité où il doit se rendre dans le délai qui lui est imparti. Dans les 24 heures de son arrivée, il doit faire viser son permis par le bourgmestre. Si le libéré veut résider

dans une autre commune qui lui est accessible, il fait viser son permis par le bourgmestre de la commune qu'il vient de quitter, et dans les 24 heures, par celui de la localité où il va se fixer. Aux termes de l'arrêté royal du 17 janvier 1921, la présence du libéré est signalée sans délai au Ministre de la Justice, et au Procureur du roi du ressort par le bourgmestre de la commune où le libéré vient résider.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour cause d'inconduite du libéré, ou d'infraction aux conditions exprimées dans le permis de libération. Elle est révoquée de plein droit si le libéré commet un crime ou un délit pendant un délai fixé par la loi et qui court à compter du jour de la libération conditionnelle. Ce délai est égal au double du terme d'incarcération qui restait à subir au jour de la mise en liberté conditionnelle, mais ne peut être inférieur à 2 ans. Ce délai est porté à 5 ans, lorsque le libéré a encouru dans les 5 années qui ont précédé sa dernière condamnation, soit une peine d'emprisonnement de 3 mois au moins, soit 2 ou plusieurs peines d'emprisonnement d'un mois au moins.

Lorsque la conduite du libéré cause du scandale ou revêt le caractère d'un danger social, le procureur du roi peut ordonner l'arrestation provisoire du libéré, à charge d'en aviser aussitôt le Ministre de la Justice qui statuera sur la révocation.

Une fois réintégré, le condamné doit achever le temps de peine qu'il avait encore à subir au jour de sa libération conditionnelle. Dans cette procédure de la révocation la police a évidemment un rôle très important à jouer. Elle doit signaler au Parquet la mauvaise conduite des libérés dans la vie libre, mais se garder aussi de toutes mesures vexatoires à leur égard.

L'arrêté royal du 17 janvier 1921 définit excellemment l'attitude que doivent avoir les autorités à l'égard des

libérés, en des termes qui méritent vraiment d'être soulignés :

« Les parquets et les autorités locales, et s'il s'agit d'un militaire en service actif, le chef de corps, surveilleront la conduite du libéré et signaleront sans retard à notre Ministre de la Justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté ».

« La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie ; mais les Parquets, les autorités locales et les chefs de corps ne perdront pas de vue que

la surveillance à exercer sur les libérés ne comporte aucune intervention dont l'effet serait d'attirer sur eux-ci l'attention du public et de compromettre ainsi leur relèvement moral.

« Toutes les autorités appelées à participer à l'exécution de la loi sur la libération conditionnelle, auront à cœur de seconder, autant qu'il sera en leur pouvoir, les efforts généreux des bons citoyens qui voudront se dévouer à l'œuvre du patronage des libérés » (1).

Des comités de patronage d'initiative privée fonctionnent depuis 1892 aux chefs-lieux d'arrondissement judiciaire. Ils ont pour but primordial de procurer aux prisonniers l'assistance morale qui leur est indispensable. Ils ne considèrent l'aide matérielle que comme un moyen d'atteindre ce but. Une commission centrale de 29 membres constitue un organisme consultatif pour l'examen des questions de « législation et d'administration générale qui intéressent les œuvres ayant pour objet les patronages préventifs de la criminalité et de la récidive ». D'autre part, dans

(1) Cité par M. Schuind, Substitut du Procureur du roi, et Professeur à l'école provinciale de police de Charleroi, dans son traité pratique de droit criminel, 1931, p. 73.

chaque prison fonctionne un comité royal de patronage subventionné par l'Etat et dont les membres sont nommés par lui, bien qu'ils n'appartiennent pas à l'administration. Ces comités sont chargés de procurer un emploi aux libérés, parvenus à l'expiration de leur peine.

En dehors de ces organismes de patronage qui s'occupent de tous les libérés, même non conditionnels, et préparent ces derniers à la vie libre qu'ils pourront mener désormais, nous rencontrons aussi en Belgique des œuvres de réadaptation sociale. M. Delierneux, directeur de la prison de Merxplas, définit leur rôle en des termes fort précis, qu'il nous paraît nécessaire de reproduire ici :

« L'œuvre de réadaptation sociale, écrit-il, n'est pas basée sur le principe de philanthropie, mais sur celui de l'assistance, elle veut constituer le service social des désemparés de la vie qui ont échoué entre les mains de la justice... Ces œuvres jettent un pont entre la vie en prison et la vie libre ». Une collaboration des plus fécondes s'établit d'ailleurs entre ces œuvres et l'administration, c'est ainsi qu'à l'œuvre d'Anvers, celle-ci a plusieurs représentants.

Parmi les modalités de l'action pénitentiaire, la moralisation des condamnés par un journal approprié est peut-être l'une des plus notables. Actuellement, il existe en Belgique trois journaux ainsi spécialisés : « L'Effort vers le Bien », destiné aux adultes ; « Les Chaines Brisées », réservé aux mineurs, et « La Lumière », bulletin mensuel pour les prisons des femmes. Imaginé en 1915 pour renseigner les prisonniers de Louvain sur les faits de la guerre de l'époque, le premier journal pénitentiaire tirait alors à 50 exemplaires. Il tire aujourd'hui à 4.900 exemplaires.

GRANDE-BRETAGNE.

C'est en Irlande que fut mis en vigueur, pour la première fois, le système progressif appliqué en Angleterre, comportant la libération conditionnelle. Le régime pénitentiaire implique une gradation dans l'adoucissement de la peine. Le condamné est tout d'abord mis en cellule. Lorsqu'il a obtenu un nombre suffisant de tickets of leave, consécutifs à sa bonne conduite, il est soumis à un régime plus doux encore, c'est-à-dire qu'il travaille en liberté, sous une surveillance discrète. Si pendant cette troisième phase de l'exécution de sa peine, le condamné a une bonne conduite, il obtiendra la libération conditionnelle, qui est devenue en pratique un droit.

La tâche quotidienne relative à chaque profession est fixée d'après la production moyenne d'un ouvrier de capacité moyenne.

L'agent de la prison note chaque jour les « marques » de chacun des prisonniers les évaluant à 6, 7, 8 marques par jour, selon le degré d'application des intéressés. Il n'est pas accordé de marques pour la bonne conduite, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'une application au travail suffisante. Les marques déjà acquises sont retirées aux détenus en cas de mauvaise conduite.

Si un prisonnier ne remplit pas une tâche minima, il ne reçoit pas de marques.

Le relevé quotidien des marques est suspendu à l'extérieur de chacune des cellules.

Enfin, les prisonniers qui, physiquement, sont inaptes à accomplir entièrement la tâche qui leur est assignée, sont crédités sur le rapport du médecin de la prison, d'un certain nombre de marques, en raison de l'application dont ils ont fait preuve.

Les prisonniers transférés dans un hôpital reçoivent la

même quantité de marques que celle qui leur était allouée antérieurement. Lorsqu'un détenu a obtenu un nombre suffisant de marques, il est affecté à un autre quartier de l'établissement.

Seuls peuvent prétendre à la libération conditionnelle les individus condamnés à cinq ans de prison au moins. Les peines perpétuelles ne peuvent, en principe, faire l'objet de la libération conditionnelle, sauf décision discrétionnaire du Ministre de l'Intérieur. La libération conditionnelle n'intervient d'ailleurs en fait que lorsque le détenu a subi les deux tiers ou les trois quarts de sa peine. Le libéré conditionnel doit se rendre dans la localité où il doit résider dans un délai de 48 heures, avertir la police de ses changements de résidence dans les 48 heures, et se présenter chaque mois à la police de sa résidence. La révocation de la libération conditionnelle est prononcée quand le libéré a commis une nouvelle infraction. La révocation est prononcée par le Secrétaire d'Etat du Home Office.

CANADA

La loi sur la libération conditionnelle ou « the ticket of leave act » (1) accorde la libération conditionnelle aux condamnés dont la bonne conduite a été constatée par des tickets of leave.

Le gouverneur général peut, par ordre écrit sous la signature du Secrétaire d'Etat, mettre en libération conditionnelle un condamné dans une localité ou une région déterminée par le permis de libération et sous les conditions qu'il spécifie.

Le Gouverneur Général peut également modifier ce permis ou le révoquer. Le permis est libellé dans les termes

(1) Le Code Criminel du Canada, par Léopold Houle, Montréal, 1917.

que nous reproduirons à la fin de ce chapitre (annexe A) ou au contraire en des termes analogues ou tels que les jugerait à propos le Gouverneur. Les conditions imposées au libéré peuvent être aussi, différentes de celles prévues par le modèle de permis.

Dans le cas où les conditions exprimées dans le permis de libération conditionnelle diffèrent de celles du modèle de permis, copie doit en être déposée au Parlement, devant les deux chambres dans un délai de 21 jours à compter de la délivrance du permis, si le Parlement est en session, sinon, dans les 14 jours du commencement de la session parlementaire qui suit.

Le libéré conditionnel doit notifier son domicile au chef de police ou au shériff de la localité et du comté ou district où il se trouve, et chaque fois qu'il change de domicile, il en informe les mêmes autorités. Au surplus, il leur précise la localité où il se fixera et, si possible, aussi son adresse. Dès son arrivée dans sa nouvelle résidence, il doit en informer les mêmes autorités, précédemment déterminées, de la localité où il vient de se fixer.

Une fois par mois, le libéré conditionnel doit faire une « déclaration de présence » au jour et à l'heure fixée par le chef de la police ou le shériff de la ville, du comté ou du district. La déclaration est faite soit par le libéré lui-même, soit par lettre selon les injonctions des autorités à cet égard. Toutefois, le Gouverneur Général, par ordre écrit sous la signature du Secrétaire d'Etat, peut dispenser de l'accomplissement de ces prescriptions, soit à titre général, soit à titre particulier.

Les libérés conditionnels soumis à ces injonctions et qui ne s'y conforment pas, se rendent coupables d'une contravention à moins que devant la Cour qui les jugera, ils ne démontrent qu'ils n'ont pas établi d'une manière permanente leur résidence dans une localité autre que celle

qui leur était assignée, ou qu'ils ont fait ce qu'ils pouvaient pour observer la loi. Les libérés conditionnels peuvent être, en cas de contravention, déchus de leur permis ou condamnés à 1 an de prison au moins, avec ou sans travaux forcés.

D'autre part, les libérés conditionnels sont coupables d'infraction et de ce fait passibles d'un emprisonnement de 3 mois avec ou sans travaux forcés, s'ils ne produisent pas leur permis de libération quand ils en sont requis par un juge ou un officier de paix, et ne donnent pas une excuse valable à la non présentation de ce permis. Ils encourrent la même sanction s'ils ont enfreint quelque autre condition de leur permis.

Un agent de la paix, maire, préfet, shérif, par exemple, peut arrêter, sans mandat d'arrêt, un libéré conditionnel « qu'il a raisonnablement lieu de soupçonner d'avoir commis une infraction ou qui lui paraît se procurer sa subsistance par des moyens malhonnêtes ». Le libéré peut être alors conduit devant le juge de paix. Si ces présomptions s'avèrent exactes, le libéré est coupable de contravention et déchu de son permis.

Lorsque le libéré est reconnu coupable, non plus d'une contravention, mais d'une infraction punissable par voie sommaire, applicable aux cas où, d'après l'article 706 du Code Pénal, un individu a commis, ou est soupçonné d'avoir commis, une infraction ou fait quelque chose qui tombe sous le contrôle législatif du Parlement du Canada et qui rend l'inculpé passible... de l'emprisonnement, de l'amende ou de quelque autre peine, le juge de paix qui a condamné le libéré envoie sans délai par la poste au Secrétaire d'Etat un certificat de conviction rédigé dans les termes que nous fixerons en annexe B à ce chapitre. La révocation pourra être prononcée ensuite contre le libéré. Dans l'affirmative, le Gouverneur Général notifie au commissaire

de la police fédérale à Ottawa la révocation du permis de libération conditionnelle en vue de l'arrestation du libéré. Le commissaire charge un constable ou chef de la police d'exécuter le mandat d'arrêt qu'il a décerné contre le libéré.

S'il est arrêté, ce dernier est conduit devant le juge de paix du comté où il a été appréhendé et le juge de paix ordonne sa réintégration dans la prison où il se trouvait avant sa mise en liberté, ou si cette prison n'est pas située dans le même comté que celui du lieu d'arrestation, dans la prison du comté où il a été appréhendé. Le réintégré subira le restant de sa peine sans préjudice de la nouvelle condamnation prononcée le cas échéant contre lui.

ANNEXE A

Modèle de permis de libération conditionnelle :

Permis

Ottawa jour de

Il a plu à son Excellence le Gouverneur Général d'accorder par grâce à lequel a été reconnu coupable de en pour le et a été condamné là et alors à la peine de l'emprisonnement dans la prison de et qui est actuellement détenu à la prison de, un permis d'être en liberté, à partir du jour de sa libération en vertu du présent ordre, pendant le reste de la durée de sa peine, à moins que ledit, avant l'expiration de ladite durée, ne soit convaincu de quelque acte criminel en Canada ou ne soit convaincu par la voie sommaire de justice d'une infraction entraînant la déchéance, auquel cas le permis ainsi accordé prendra fin incontinent par déchéance en vertu de la loi ou à moins qu'il ne plaise à son Excellence de révoquer ou de modifier plus tôt ce permis. Le présent permis est donné sous les conditions

mises au dos et sera sujet à révocation en raison de l'infraction de l'une quelconque d'icelles que cette infraction soit suivie d'une condamnation ou non.

Et son Excellence ordonne par les présentes de mettre en liberté ledit dans les 30 jours de la date du présent ordre.

Donné sous mes seing et sceaux,
à le jour de 19 .

Le Secrétaire d'Etat :

Conditions

Le porteur doit conserver son permis et le représenter lorsqu'il en est requis par un magistrat ou par un agent de la paix... Il ne doit s'associer habituellement avec aucune des personnes notoirement de mauvaises mœurs telles que voleurs et prostituées, réputés tels. Il ne peut mener une vie oisive et dissolue sans moyens visibles d'existence honnête.

Advenant la déchéance ou la révocation de ce permis par conviction de quelque infraction il a à subir un emprisonnement d'une durée égale à ce qui lui reste encore à accomplir de sa peine de le jour où il obtient ce permis de libération, à savoir : un emprisonnement de ans.

Certificat de conviction

Je certifie que porteur d'un permis en vertu de la loi des libérations conditionnelles a été le jour de de l'année dûment convaincu par et devant de l'infraction de et condamné à

REPUBLIQUE CHINOISE

Le chapitre 13 des dispositions générales du Code Pénal (1) règle les modalités d'application de la libération conditionnelle. Celle-ci peut être accordée par le Ministre de la Justice aux condamnés qui ont donné des preuves certaines d'amendement après plus de dix ans d'emprisonnement à perpétuité, ou après plus de la moitié d'une peine d'emprisonnement à temps ; dans ce dernier cas, cette mesure ne peut être accordée qu'après une incarcération préalable de deux années. Toutefois, la durée de la détention préventive est prise en considération pour le calcul de la peine subie, servant de base à la libération conditionnelle. Celle-ci peut être révoquée si le libéré a encouru une peine de détention ou une peine plus grave encore, ou s'il a contrevenu aux obligations qui lui étaient imposées par son permis de libération.

POLOGNE

Les condamnés à une peine privative de liberté peuvent être mis en liberté conditionnelle (2) « si leur conduite et leur situation personnelle donnent à présumer qu'ils ne commettront pas une nouvelle infraction » (art. 65). Ils doivent avoir subi toutefois les deux tiers de leur peine, huit mois au moins ; les condamnés à perpétuité, 15 ans au moins.

Le condamné, qui doit être soumis, à la fin de sa peine, à des mesures de sûreté, ne peut bénéficier de la libération conditionnelle. Parmi les mesures de sûreté figurent l'internement dans une maison de santé ou dans une maison

(1) Code Pénal de la République de Chine mis en vigueur le 1^{er} septembre 1928 et traduit par Jean Escarra, p. 24 et s.

(2) Code Pénal Polonais du 11 juillet 1932, traduit par M. Berezowski.

de travail forcé, lorsque l'infraction dénote chez son auteur la volonté de ne se livrer à aucun travail. Pendant le temps de sa libération conditionnelle, le libéré peut être confié à la surveillance de « personnes ou d'institutions dignes de confiance ».

La période d'épreuve de la libération conditionnelle comprend la peine qui restait à subir au jour de la libération conditionnelle, mais en tout cas un an au moins. Si le libéré a été condamné à une peine perpétuelle, la période d'épreuve est portée à 5 ans. Le libéré qui, pendant ce délai d'épreuve, « commet une nouvelle infraction inspirée par les mêmes mobiles ou de la même catégorie que les mobiles précédents », perd le bénéfice de sa libération conditionnelle. Au contraire, s'il commet une infraction autre que celle qui vient d'être spécifiée, s'il se conduit mal ou se soustrait à la surveillance, la révocation de la libération conditionnelle est seulement facultative et non plus obligatoire comme dans le cas précédent.

Si la révocation n'a pas été prononcée, dans un délai de 3 mois après l'expiration de la période d'épreuve, la peine est considérée comme subie.

ESPAGNE

Le décret royal du 14 novembre 1930 précisant le règlement organique des bagnes et prisons a été approuvé et ratifié — sauf certaines modifications étrangères à l'objet de notre étude — par la loi actuellement en vigueur du 30 décembre 1931 (1).

Au cours de la dernière phase d'exécution de la peine, le condamné peut obtenir sa libération conditionnelle. Pour en bénéficier, il doit avoir donné des preuves de son amendement et justifier de moyens d'existence.

(1) Revue internationale de droit pénal 1934, René Roger. Bagnes et Prisons en Espagne, p. 137 et suivantes.

L'incarcération minima exigée par le décret, préalablement à la proposition de libération conditionnelle, est de la moitié pour les peines d'un an ; des trois quarts pour les peines de deux à six ans ; des deux tiers pour les peines de sept ans et au-delà. D'autre part, les détenus qui, au cours de leur peine de prison ou de réclusion, se sont distingués par des travaux témoignant de leurs efforts pour s'amender, par leur aide aux fonctionnaires de la prison dans des circonstances dangereuses, en cas d'incendie par exemple, ou par leur collaboration dévouée au maintien de la discipline ou de la sécurité, en cas d'émeute, peuvent recevoir « des bons d'accomplissement de peine » dont le temps s'impute sur la durée de celle-ci et permet d'obtenir par anticipation la libération conditionnelle.

Les juntas de discipline qui siègent dans chaque prison centrale ou provinciale, proposent aux tribunaux d'accorder la libération conditionnelle, mesure de faveur révocable en cas de mauvaise conduite. La junta de discipline est présidée par le directeur de la prison, assisté du sous-directeur, du médecin, de l'aumônier et du maître de premier échelon du personnel de surveillance ou du plus ancien. Dans les prisons de femmes confiées aux sœurs, la supérieure fait partie de la junta. Quand un inspecteur de service assiste à la junta, il la préside quel que soit son grade. Les condamnés peuvent être visités par des membres de sociétés de patronage. Ceux-ci devront prévenir le directeur de l'établissement qui leur précisera, à cet effet, l'heure la plus compatible avec les exigences du service.

D'ailleurs, les pouvoirs publics doivent favoriser à tout moment la constitution et le fonctionnement des associations de patronage. Celles-ci doivent observer les règles suivantes : elles sont présidées par le Président du Tribunal ou le juge d'instruction quand le tribunal ne se trouve

pas dans la localité où le patronage a son siège. Le Président devra rechercher les personnes qui, par leur compétence et leur situation sociale, sont capables de prendre part à l'œuvre poursuivie par le patronage. L'action de ces sociétés se traduira par des visites, des distributions de livres ou brochures autorisées par les autorités pénitentiaires, des distributions de secours en argent, vêtements, chaussures, par l'intermédiaire obligatoire de la direction de l'établissement pénitentiaire. Les associations de patronage doivent procurer des ressources aux détenus libérés pour leur permettre d'atteindre leur résidence, les aider à trouver une place ou un travail payé au jour de leur élargissement.

Les associations obtiennent les fonds qui leur sont nécessaires par les cotisations de leurs membres, des souscriptions publiques, des fêtes, donations, legs ou subventions du Ministère de la Justice. Toutes les localités où se trouve une prison centrale doivent comporter une association de patronage.

Ajoutons qu'un décret du 25 mars 1932 a créé un Institut d'Etudes pénales dépendant du Ministère de la Justice et consacré à la préparation du personnel des prisons, et à l'enseignement des sciences pénales. On ne saurait trop insister sur cette institution du droit pénal espagnol, car le degré d'amendement du libéré conditionnel est en fonction du redressement moral que les autorités pénitentiaires auront au préalable su réaliser en lui, tant par leur qualité professionnelle que par leur psychologie du délinquant.

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Aux termes de l'article 100 du Code Pénal, loi du 16 juin 1879 (1), les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la détention à temps, à la réclusion ou à l'emprisonnement de plus d'un an, qui auront subi les trois-quarts de leur peine, pourront être libérés provisoirement. Cette faveur peut être révoquée pour inconduite et pour inexécution des conditions attachées à la libération. Si la révocation est prononcée, le condamné subira le restant de sa peine. La libération et la révocation sont ordonnées par le Gouvernement. En cas de nécessité, le bourgmestre de la résidence du condamné libéré peut faire procéder à son arrestation provisoire ou à son défaut le Procureur d'Etat, sauf à en référer au Gouvernement.

Si la révocation est intervenue, elle remonte au jour de l'arrestation. A défaut de révocation avant l'expiration de la peine, le condamné est libéré définitivement.

En dehors de la libération provisoire qui correspond à notre libération conditionnelle, le Code Pénal luxembourgeois prévoit, d'autre part, la libération anticipative conditionnelle, simple mesure administrative. Pour être admis à en bénéficier, le détenu n'a plus à justifier qu'il a subi les trois quarts de sa peine. Il doit seulement avoir purgé la moitié de sa peine. Au surplus, cette libération se différencie également de la liberté provisoire en ce que le libéré peut être réintégré dans sa prison, non plus seulement en raison de sa mauvaise conduite dans la vie libre jusqu'à l'expiration de sa peine, mais encore « pendant tout le temps qui précède la prescription ». Cette libération tend

(1) Revue internationale de Droit Pénal, 1930, p. 64 et suiv. Réponse à l'enquête internationale sur la crise de la libération par M. Enschedé, directeur des établissements pénitentiaires.

ainsi à favoriser plus efficacement encore la réadaptation sociale du condamné.

Au moment de la libération, le libéré fait l'objet d'un procès-verbal stipulant les conditions d'élargissement. Il reçoit une copie de ce document. L'original est adressé aux autorités et à la police judiciaire. Sur 940 libérations anticipatives conditionnelles accordées depuis 1897, 69 cas de récidive seulement ont été relevés, soit 7,3 % seulement du chiffre total. Les étrangers peuvent bénéficier de cette mesure gracieuse. « Ces propositions sont basées sur des facteurs d'appréciation suivants : origines et tares, passé pénal social et familial, ancien et nouveau milieu ; chances probables de réadaptation sociale durables ».

Le Gouvernement Luxembourgeois envisage la création de 3 comités de reclassement comprenant chacun de 3 à 7 membres. Ils serviront d'intermédiaires entre la direction pénitentiaire et les condamnés. L'existence de ces comités et leur but seront signalés aux détenus au moyen d'affiches apposées dans chaque cellule, en langues française, allemande et italienne. La direction pénitentiaire sera représentée à ces comités de reclassement et donnera à ses membres tous renseignements utiles sur les condamnés. Ces trois comités sont en relations suivies entre eux. Les fonds nécessaires à leur fonctionnement leur seront fournis par des subventions de l'Etat et les cotisations de leurs membres.

REFORMATORY D'ELMIRA (U.S.A.)

Si les détenus obtiennent des notes excellentes pour leur travail manuel, intellectuel et pour leur conduite, ils reçoivent 3 marques, chaque mois. Ils sont alors classés pour une période de six mois parmi les condamnés de la première catégorie. (Cellules plus confortables, repas dans

un vaste réfectoire, des condamnés choisis parmi eux les commandent dans certains cas).

Si, pendant une nouvelle période de six mois, ils obtiennent encore des notes excellentes (neuf marques chaque mois), ils peuvent être libérés sous condition. Toutefois, un emploi leur sera procuré au préalable.

Une fois en liberté, ils doivent faire connaître au directeur de la prison leurs moyens d'existence et faire certifier leurs déclarations par des personnes honorablement connues.

Si pendant six mois, les libérés gardent une attitude satisfaisante dans la vie libre, ils sont libérés définitivement. Dans l'hypothèse contraire, ils seraient réintégrés et obligés de gagner le même nombre de marques, pour être remis en liberté.

Dans la *Rivista Penale* de l'année 1930 (1), M. Giuseppe Gregoraci nous donne des précisions intéressantes sur une prison de l'Etat de Californie qu'il a visitée : celle de Saint-Quentin, affectée aux condamnés primaires.

Il observe que cet établissement, situé dans un site enchanteur, ne ressemble guère à une prison, mais plutôt à une cité pouvant loger aisément plus de 5.000 personnes.

Il dépeint notamment le régime de la libération conditionnelle, appelée en pays anglo-saxon « liberté sur parole ». Elle est accordée par une sorte de commission composée de cinq directeurs de prison, qui ont la surveillance des condamnés, ainsi libérés sous réserve d'avoir une bonne conduite dans la vie libre. Ces directeurs statuent d'après les éléments les plus variés et les critères d'une rigoureuse justice. M. Gregoraci a examiné les dossiers de plusieurs condamnés, proposés pour une libération anticipée.

Ces dossiers contenaient, outre la procédure elle-même,

(1) *Rivista penale*, 1930, Gregoraci : Nelle prigioni americane p. 360.

l'avis du juge qui avait condamné, celui du Procureur de l'Etat, du sherif de la police et du directeur de la prison. L'auteur a pu constater que 1.392 détenus avaient été ainsi libérés et s'étaient bien conduits dans la vie libre. Chose facile, précise-t-il, si l'on songe que l'on procure du travail aux libérés et des secours à leurs familles.

MEXIQUE.

Aux termes de l'article 232 du Code Pénal (1), peuvent obtenir la libération conditionnelle ou préparatoire, les condamnés qui ont eu une bonne conduite en prison et ont donné des gages suffisants d'amendement. Toutefois, « la bonne conduite négative qui consiste à ne pas enfreindre les règlements » de la prison, n'est pas considérée comme de nature à justifier une proposition de libération conditionnelle. Encore, faut-il que le condamné justifie, « par des actes positifs », qu'il a contracté des habitudes d'ordre, de travail et de moralité. C'est au Conseil suprême de défense et de protection sociales qu'il appartiendra d'apprécier la valeur de ces preuves d'amendement.

Seuls, peuvent être proposés pour la libération conditionnelle, les détenus qui subissent leur peine dans des établissements où le régime du travail et d'observation permet d'apprécier leur amendement. Ils doivent également avoir passé par les divers stades pénitentiaires établis par la loi. Ils ne peuvent être proposés pour la libération conditionnelle que s'ils ont réparé le dommage causé. Enfin, ils doivent donner le nom d'une personne solvable et honorable qui s'engage à veiller sur leur conduite dans

(1) La libération conditionnelle et la condamnation conditionnelle dans le nouveau Code Pénal fédéral mexicain, par le Dr José Almaraz, président du Conseil Suprême de défense et de protection sociales. *Revue internationale de droit pénal*, 1930, p. 387 et suiv.

la vie libre, à s'enquérir tous les mois de leur attitude, et même à payer, le cas échéant, la somme fixée par le Conseil suprême, exigible à l'époque de la libération (50 pesos au minimum). Le Conseil peut dispenser de cette caution.

Toutefois, le prisonnier indigent ou sans famille doit résider dans la localité qui lui est assignée par le Conseil suprême et ne la point quitter sans son autorisation. Tous les mois, le Conseil suprême doit être informé de la conduite, du lieu de résidence et des moyens d'existence du libéré.

Si ce dernier a une mauvaise conduite, « s'il fréquente les auberges et les tavernes, s'il se fait le compagnon habituel de personnes vicieuses ou mal famées », il sera réintégré pour subir la peine qu'il avait à purger au jour de sa mise en liberté conditionnelle.

Le condamné qui a fait l'objet d'une décision rapportant sa libération conditionnelle pourra bénéficier à nouveau de cette mesure de faveur, à condition toutefois qu'il ne s'agisse point de délits identiques à ceux qui avaient motivé la condamnation antérieure atténuée par la première libération anticipée.

ROUMANIE.

La loi du 27 juillet 1929 (1) réglemente la libération sans condition, des condamnés, dans son article 153.

Pendant l'exécution de leur peine, les détenus sont classés en plusieurs catégories nettement distinctes. Ceux qui sont susceptibles de reclassement social obtiennent une série de bons points dont les derniers témoignent qu'ils « sont dignes d'être réadaptés à la vie honnête et libre ». Les condamnés qui ont été classés dans cette dernière caté-

(1) Réponse au questionnaire sur la crise de la libération. *Revue Internationale de droit pénal*, 1930, p. 81 et suiv.

gorie, après avoir subi le quart de leur peine, peuvent être transférés dans une prison où le régime est moins sévère.

Les détenus qui ont bénéficié d'un ou de plusieurs transfèrements de cette nature, peuvent, après avoir accompli le tiers ou le quart de leur peine correctionnelle (6 mois au moins), obtenir sur leur demande ou d'office la libération conditionnelle. Ils doivent aussi justifier d'une bonne conduite en prison.

La demande ou la proposition de libération conditionnelle fait l'objet d'un rapport du directeur de la prison, de l'avis de la Commission de surveillance créée dans chaque établissement. Celle-ci se compose du directeur de la prison, président, et comme membres, d'un aumônier, d'un instituteur choisi parmi ceux de la prison, et d'un délégué des sociétés de patronage.

Après enquête, le Directeur de l'Administration pénitentiaire soumet la demande de libération conditionnelle à l'examen de la Commission pénitentiaire du Conseil supérieur des prisons. Celle-ci se compose de plusieurs professeurs d'Université, d'un professeur de droit pénal ou de procédure pénale, d'un professeur de pédagogie, d'un professeur spécialiste des maladies du système nerveux, du procureur général de Bucarest, et du directeur de l'administration pénitentiaire.

Quant aux sociétés de patronage, elles sont réglementées par des statuts approuvés par le Conseil Supérieur des Prisons qui en a le contrôle.

RÉPUBLIQUE TURQUE.

Les condamnés à la prison lourde à temps (1 à 20 ans) ou à la prison pendant 3 ans, peuvent être libérés conditionnellement, après avoir subi les trois-quarts de leur peine (3 ans au moins pour les peines de prison lourde, la moitié de leur peine au moins, en cas de prison). Toutefois, la durée de la peine restant à subir ne devra pas excéder 3 ans.

Au surplus, la libération conditionnelle ne peut être accordée aux individus condamnés pour association de malfaiteurs, pour avoir porté atteinte à la tranquillité et à la sécurité publiques ainsi qu'aux personnes et aux propriétés. Sont aussi exclus les condamnés à la peine de mort dont la peine a été commuée, les auteurs de vols, commis la nuit, ou en réunion, ou à main armée, avec escalade et effraction.

BRÉSIL

M. Mendès de Almeida, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Rio de Janeiro, a présenté à la séance du 19 novembre 1930 de la Société Générale des Prisons (1) un rapport remarquable sur le régime pénitentiaire brésilien. D'après ces données fort intéressantes nous analyserons les dispositions les plus originales du régime de la libération conditionnelle au Brésil.

En exécution d'une loi fédérale du 5 septembre 1922, un décret a réglementé la libération conditionnelle en 1924. Le juge de la condamnation est chargé de l'exécution des peines, donc de statuer sur les demandes de libération conditionnelle.

Aussi un organisme nouveau a-t-il été créé entre la di-

(1) Revue pénitentiaire, 1930, p. 373 et suiv.

rection de chaque prison et le juge chargé de l'exécution des peines pour assurer avec ce dernier une liaison de nature à lui permettre d'examiner en pleine connaissance de cause les propositions de libération conditionnelle.

Toutefois, une difficulté particulière dérivant du droit constitutionnel brésilien, devait être tranchée au préalable. Le système fédéral qui est appliqué au Brésil comporte deux organisations judiciaires distinctes et presque indépendantes ; la justice fédérale et la justice locale tant dans chaque Etat que dans les régions dites fédérales elles-mêmes comme le district fédéral, c'est-à-dire la capitale fédérale Rio de Janeiro, et le territoire de l'Acre, acheté à la Bolivie en raison de l'établissement, très ancien d'ailleurs, de chercheurs de caoutchoucs brésiliens dans cette région. Or, s'il y a deux organisations judiciaires distinctes, avec compétences différentes également, il n'y a pas de prisons distinctes, la plupart d'entre elles relevant du gouvernement de chacun des Etats.

Tenant compte de l'existence de ces deux justices parallèles, la législation fédérale a institué des conseils pénitentiaires intermédiaires entre la prison et le juge.

Le Conseil pénitentiaire comprend 3 juristes, 2 médecins, un représentant du Ministère public fédéral et un représentant du Ministère public local. Le directeur de la prison locale pour hommes remplit les fonctions de secrétaire. Les membres du Conseil pénitentiaire du District Fédéral et ceux du territoire de l'Acre sont nommés par le Président de la République. Ceux des conseils des autres Etats sont nommés par le gouvernement. Les fonctions des membres des conseils pénitentiaires sont gratuites, mais très considérées.

Les conseils pénitentiaires sont obligés de visiter les prisonniers tous les mois et de signaler aux gouvernements respectifs, les irrégularités constatées. Ils doivent aussi

vérifier la conduite des prisonniers qui sont l'objet d'un dossier anthropologique et d'observations personnelles du directeur de la prison. Lorsqu'un prisonnier a subi les 2/3 de sa peine, le Conseil pénitentiaire doit examiner sa demande de libération conditionnelle.

Toutefois, lorsqu'un prisonnier a été admis à des services extérieurs d'utilité publique ou employé dans une colonie agricole, à la moitié de sa peine, le Conseil pénitentiaire doit étudier sa demande de libération conditionnelle. Celle-ci peut être sollicitée par écrit, du Conseil pénitentiaire, ou du directeur de la prison par le condamné lui-même. Spontanément aussi le conseil pénitentiaire peut provoquer une proposition de libération conditionnelle. Avant que celle-ci puisse être présentée au juge, en vue d'une décision, le directeur de la prison et l'un des membres du conseil pénitentiaire rédigent un rapport sur la demande de libération conditionnelle après avoir consulté le dossier du condamné et avoir entendu ce dernier sur ses projets et résolutions de reclassement social. Dans certains cas, le condamné peut être soumis pendant un mois à une expertise psychique dans un asile réservé aux détenus aliénés.

Dans ses réunions bi-mensuelles, le conseil pénitentiaire entend successivement le rapport de l'un de ses membres, le directeur et le médecin de la prison, parfois même le prisonnier, et par une décision toute provisoire, apprécie les chances de relèvement du condamné, en se fondant sur ses antécédents et les éléments individuels qui peuvent faire présumer son reclassement ou, au contraire, son penchant invincible à récidiver. Le juge est ainsi mis en mesure par cet examen préalable du conseil pénitentiaire de se prononcer sur la demande de libération conditionnelle, et il n'est pas tenu évidemment de suivre la décision du conseil pénitentiaire.

Dans le cas où la libération conditionnelle est accordée par le juge contrairement à l'avis du représentant du Ministère public, celui-ci peut en appeler au Tribunal supérieur. Si le juge la refuse, le condamné peut s'adresser au même tribunal, et au Tribunal suprême fédéral. La sentence définitive du juge qui accorde la libération conditionnelle est communiquée par ce dernier au président du conseil pénitentiaire compétent qui, devant tous les condamnés, procède solennellement à la mise en libération conditionnelle.

Le libéré reçoit un carnet précisant ses obligations dans la vie libre.

En accordant cette mesure gracieuse, le juge peut la subordonner à des conditions spéciales ; le libéré reste placé sous le contrôle du directeur de la prison où il était détenu. Tous les mois, en effet, il doit lui donner des précisions sur son travail, sa situation pécuniaire et ses moyens d'existence. A cet effet, il doit faire viser chaque mois son carnet de libération par le directeur de la prison. Les renseignements ainsi fournis au directeur sont soumis à l'examen du conseil pénitentiaire qui peut demander au juge de rapporter la libération conditionnelle, par exemple si le libéré n'a pas soumis son permis de libération au visa mensuel du directeur de la prison.

Si le libéré ne peut se procurer du travail, le conseil pénitentiaire s'efforcera de lui assurer un emploi dans des chantiers où s'exécutent des travaux pour le compte de l'Etat ou des municipalités. Des commissaires de surveillance du conseil, ainsi que des membres de sociétés de patronage, protègent le libéré conditionnel, sans que la police ait à intervenir et risque ainsi parfois peut-être de compromettre son reclassement dans la vie libre. Aussi, est-il assez rare que les libérés conditionnels se trouvent sans travail. Comme l'Etat lui-même, des industriels n'hé-

sitent point d'ailleurs à leur donner du travail. Ils le font en pleine connaissance de cause.

« A côté de la prudence, de la fermeté inébranlable et de l'impartialité des conseils pénitentiaires qui favorisèrent la propagande dans la prison en vue du relèvement, le succès de la libération conditionnelle au Brésil a eu comme cause principale la générosité hospitalière de son peuple qui considère le libéré conditionnel comme un repentant sur la voie de la régénération et ne nourrit contre lui aucune méfiance et encore moins de répulsion préconçue » (1).

C'est ainsi qu'un condamné libéré a été embarqué comme chauffeur sur un paquebot. Il est allé à New-York et en est revenu après avoir fait viser régulièrement les pièces nécessaires.

Et M. d'Almeida d'observer :

« Ce que je voulais expliquer, c'est que l'Etat n'a pas peur, c'est que d'une façon générale au Brésil, on n'a pas peur des anciens condamnés, on n'a pas contre eux la répulsion préconçue que j'ai trouvée en Europe partout » (2).

Les résultats pratiques de l'application de la libération conditionnelle ont récompensé ces efforts. De 1924 à 1929, nous voyons, par exemple, qu'à Rio de Janeiro 128 prisonniers, dont 2 femmes, ont obtenu la libération conditionnelle. Parmi ces libérés, 88 avaient été condamnés pour homicide ou tentative d'homicide ; 12 pour vol avec effraction, 14 pour vol simple, 5 pour blessures, 6 pour fausse monnaie, 2 pour fraude de chèques et de documents de commerce. Or, 5 sentences de révocation seulement ont été prononcées, dont 4 pour défaut de présentation du carnet au directeur de la prison. « Un seul cas de nouvelle infrac-

(1) Revue pénitentiaire, 1930, op. cit., p. 383.

(2) Revue pénitentiaire, op. cit., p. 381.

tion pénale a motivé la réintégration en prison d'un libéré. Celui-ci ayant été placé comme cuisinier dans un autre établissement correctionnel eut une discussion avec un aide de cuisine qu'il blessa légèrement avec le couteau avec lequel il épluchait des pommes de terre » (1).

Il convient de signaler enfin que les sociétés de patronage qui s'occupent du relèvement des condamnés, sont la société de patronage pour les femmes détenues, la société juridique des condamnés, composée des étudiants des deux dernières années de cours de la Faculté de Droit de l'Université de Rio de Janeiro, sous la direction des professeurs de Procédure Pénale.

DANEMARK

C'est le Code Pénal du 15 avril 1930 qui a profondément remanié le Code Pénal du 10 février 1866.

Nous étudierons la législation danoise d'après les données de l'annuaire de législation étrangère (2) le plus... récent... celui de l'année 1931. Toutefois, cette publication étant absolument muette au sujet de la libération conditionnelle, nous avons dû consulter l'ouvrage déjà cité de M. Ernest Bertrand (3), très insuffisant d'ailleurs, sur ce point.

Le nouveau Code Pénal danois, qui abolit la peine de mort et le délit d'adultère, prévoit que les actes commis par des personnes incapables d'agir avec discernement pour cause de maladie mentale ou de conditions similaires, ou d'un état prolongé d'imbécillité, ne sont pas punissables.

D'autre part, si au temps de l'action criminelle, l'auteur se trouvait dans une condition anormale, d'une certaine durée, autre que celles déjà mentionnées, causée par

(1) Revue pénitentiaire, 1930, p. 384.

(2) Annuaire de législation étrangère, 1931, p. 412.

(3) Ernest Bertrand, op. cit., p. 239.

le développement défectueux, l'affaiblissement ou le dérangement de ses facultés mentales, ou par des anomalies sexuelles, le tribunal décidera, après expertise médicale, et toutes autres circonstances, si le délinquant peut être considéré comme influençable par la peine dont il est passible. Dans la négative, le tribunal pourra décider que la peine sera subie dans des établissements réservés aux individus anormaux au point de vue psychique, dans des maisons de travail prévues pour les récidivistes, ou dans des maisons affectées au traitement des alcooliques.

Ajoutons que la libération conditionnelle peut être accordée au tiers de la peine, par le tribunal qui, nous l'avons vu, est habilité aussi à prescrire des mesures de sûreté. Enfin, les condamnations à l'amende peuvent être exécutées par voie de saisie sur les biens du condamné, et en cas d'insuffisance de cette procédure, par le moyen de la contrainte par corps.

ITALIE

Le nouveau Code Pénal italien est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1931. Il a été traduit et annoté par M. de Casabianca, Conseiller à la Cour de Cassation.

Avant de donner un exposé des règles applicables en matière de libération conditionnelle, il nous paraît nécessaire de préciser à larges traits, d'après une étude publiée dans la *Rivista Penale*, par un magistrat italien, M. Fernando Verna, les caractères essentiels du fascisme qui ont imprégné profondément la législation italienne.

M. Verna observe que, pour bien comprendre le fascisme, il est indispensable de connaître sa doctrine en ce qui concerne la fonction de la liberté, et la situation de l'individu au regard de l'Etat. Le principe fasciste de la liberté s'oppose nettement à celui qui dérive de la révo-

lution française. Il n'admet plus que la liberté soit un droit originaire de l'homme, supérieur à l'Etat et indépendant de lui. Il veut au contraire que la liberté soit octroyée aux individus, en tant que concession de l'Etat, par lui consentie, « dans son intérêt et dans les limites qu'il juge convenables et nécessaires ».

La conception fasciste de la situation de l'individu dans la société est également révolutionnaire ; à la formule de la doctrine demi-libérale et socialiste, qui subordonne la société à l'individu, le fascisme oppose une doctrine qui ne conduit pas « à annihiler l'individu au sein de la société, mais seulement à le subordonner à elle », à le considérer comme un élément de prospérité et de progrès pour l'unité sociale ».

Ces deux conceptions de la liberté et du rôle de l'individu dans l'Etat se reflètent encore dans la maxime mussolinienne : « Tout pour l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat ». L'individu cesse d'être ainsi considéré comme une fin, en soi, mais il est devenu un moyen, et il est entièrement subordonné à l'Etat.

Le Garde des Sceaux Rocco observait d'autre part, « c'est seulement quand l'Etat domine toutes les forces qui existent dans un pays que règne la vraie liberté, c'est-à-dire celle de tous les citoyens — et non celle d'un groupe au détriment d'un autre, — de vivre, de travailler, de produire, et de servir la Nation. Quand l'Etat n'est pas fort, il n'est pas libre. Dès lors aucun citoyen n'est libre ».

En application du principe fasciste de la liberté, sont rejetés hors de la vie libre, les êtres jugés dangereux, même s'ils réussissent à échapper aux sanctions du droit pénal.

Bien plus, l'individu n'étant plus une fin en soi, ses droits, même les plus personnels, sont tributaires de la « loi unique et suprême de l'utilité publique ».

Il suffirait d'ailleurs de contempler le « panorama législatif de fascisme » pour constater qu'il concrétise un sens nouveau de la hiérarchie des valeurs sociales qui aboutit, en dernière analyse, à exalter l'individu au sein d'une collectivité nationale dont le dynamisme a été singulièrement amplifiée.

Autre concept fasciste qui imprègne également le nouveau Code Pénal italien : l'idée de force.

« Dans la conception fasciste du pouvoir où revit l'idée de force contenue dans l'imperium des romains, on peut redire avec Treitschke que la force est le fondement et le principe de l'Etat, comme la foi celui de l'Eglise, et l'amour celui de la famille... ». Toutefois, la force de la loi à notre époque, ne peut résulter uniquement de l'existence d'une police, destinée seulement à réfréner les mouvements pathologiques de la vie sociale.

La force de la loi résulte de l'adhésion silencieuse et profonde des masses, de leur foi dans le commandement d'un chef. La loi fasciste devient ainsi l'expression suprême de la doctrine politique du régime.

Enfin, conclut M. Verna, la loi apparaît comme l'expression synthétique d'une civilisation. Il observe à ce sujet que, désormais, la loi n'est plus imposée par une classe à des masses inconscientes et passives ; elle devient l'expression totalitaire des exigences, de la volonté, des aspirations de la Nation...

Ainsi, naquit le principe de la sujétion de l'individu à l'Etat qui réalise peut-être, en synthèse psychologique, le processus même de la révolution fasciste.

Il est intéressant de signaler d'après le « Corriere della Sera » du 21 mars 1935, qu'à la séance de la Chambre italienne du 20 mars, le Garde des Sceaux Solmi déclare que, grâce à une nouvelle réglementation des établissements de prévention et de répression et au développement de nou-

velles méthodes d'instructions, de travail et de rééducation, dans les établissements de répression, dans les colonies agricoles, le fascisme a pris un grand nombre de mesures destinées à réaliser plus complètement encore la réforme pénitentiaire. Le Garde des Sceaux observe enfin, que l'étranger a hautement apprécié et parfois même imité les innovations réalisées par le fascisme dans ce domaine.

D'après l'article 176 du Code Pénal italien, le condamné à une peine corporelle d'une durée supérieure à 5 ans, lorsqu'il a subi la moitié de sa peine, ou au moins les trois-quarts, s'il est récidiviste et a donné des preuves constantes de bonne conduite, peut être admis à la libération conditionnelle, s'il lui reste à subir 5 ans au plus.

La libération conditionnelle ne peut être accordée par le juge de surveillance que si les obligations civiles résultant de l'infraction ont été remplies, à moins que le condamné ne prouve qu'il ne peut y satisfaire. La libération conditionnelle n'est pas accordée si le condamné, après avoir subi sa peine, doit être soumis à une mesure de sûreté privative de la liberté personnelle, c'est-à-dire, si, aux termes de l'article 215, il doit être placé dans une colonie agricole ou une maison de travail, ou interné dans une maison de santé ou de garde, ou dans un asile d'aliénés.

La libération conditionnelle est révoquée d'après l'article 177 du Code italien, si le libéré commet un délit ou une contravention de même nature ou a méconnu les obligations consécutives à la liberté surveillée qui lui a été imposée, aux termes de l'article 230. Ces obligations peuvent être successivement modifiées ou limitées par le juge. L'article 228 précise que la surveillance de la personne mise en liberté surveillée est confiée à l'autorité publique et que cette surveillance « doit être exercée de manière à faciliter par le travail la réadaptation de la personne à la vie sociale ».

Lorsque la libération conditionnelle a été révoquée par le juge de surveillance, le temps passé en liberté conditionnelle n'est pas compté dans la durée de la peine et le condamné ne peut être admis à nouveau à la libération conditionnelle. En revanche, lorsque celle-ci n'a pas été révoquée, la peine est éteinte et les mesures de sûreté personnelles ordonnées par le juge dans la sentence de condamnation sont anéanties ipso-facto. C'est, en effet, le juge de surveillance qui est chargé d'assurer l'exécution des peines, ainsi que du contrôle de certaines mesures de sûreté. Dans son rapport au roi, le Garde des Sceaux d'Italie, M. Rocco, souligne en ces termes l'objet de cette innovation :

« La nécessité de conférer au juge la surveillance de l'exécution de la peine est de plus en plus apparue dans la pratique pénitentiaire comme une condition indispensable et, tout en maintenant son but immédiat de sanction, d'en faire un instrument de rééducation et d'amendement. Cette nécessité est affirmée par une telle unanimité d'adhésion que l'on peut attester qu'elle est l'un des Canons auxquels sont indissolublement liés l'application de la peine au point de vue de la prévention individuelle et le progrès du droit pénal dans cet ordre d'idées ».

Toutefois, le Ministre entend ne pas porter atteinte à la chose jugée et limiter nettement les attributions du juge de surveillance pour qu'il ne puisse empiéter sur celles de l'autorité pénitentiaire.

Comme l'expose M. le Conseiller de Casabianca dans son remarquable rapport sur le nouveau Code Pénal italien, le Garde des Sceaux se contente de poser le principe sous réserve de le développer ultérieurement dans la réglementation des établissements pénitentiaires. La même observation s'applique également aux institutions créées par l'article 149 qui vise les conseils de patronage et la Caisse des amendes.

Auprès de chaque tribunal est institué un conseil de patronage composé du Procureur du Roi, président, et d'un fonctionnaire du greffe, secrétaire du Conseil. Le Conseil a la personnalité juridique et se réunit chaque quinzaine. Il a pour objet de prêter assistance aux libérés en les aidant à trouver un travail stable et de secourir leurs familles, dans certains cas mêmes, par des subsides en argent. Aussi les conseils de patronage comprennent-ils, d'autre part, parmi leurs membres, des commerçants, agriculteurs ou industriels, susceptibles de procurer du travail aux libérés.

« Il faut se persuader — écrit justement le Garde des Sceaux Rocco dans un rapport au roi — que la tâche de défense sociale contre la criminalité est une fonction de l'Etat et que l'œuvre d'assistance des patronages s'intègre dans cette institution de défense par ses activités préventives. Voilà pourquoi l'Etat a l'obligation d'en assumer la charge, au moins comme centre d'action et de propulsion en espérant que les initiatives privées soutiendront et compléteront son action ».

D'ailleurs, tous les 6 mois, le Conseil de patronage propose au Ministre de la Justice de conférer le diplôme du « mérite de la rédemption sociale » aux institutions, associations ou personnes qui lui en semblent dignes en raison de leur action en faveur du relèvement des gens déchus.

L'œuvre d'assistance des Conseils de patronage nécessitant des ressources considérables, une caisse des amendes a été prévue à cet effet. Elle est administrée par un conseil composé du Directeur Général des Institutions de prévention ou de peine qui appartient à la magistrature, d'un conseiller à la Cour d'Appel de Rome, du Directeur-Chef de la comptabilité au Ministère de la Justice, d'un représentant du Ministère de l'Intérieur, d'un représentant de

l'œuvre nationale pour la protection de la Maternité et de l'Enfance. Ces fonctions sont absolument gratuites.

En exécution de la loi du 9 mai 1932, le service financier de la caisse est assuré par la Caisse Nationale des dépôts et prêts. Les subventions accordées aux patronages sont fixées par le Conseil d'Administration de la Caisse des Amendes en égard à leur importance et aux ressources dont ils disposent. Les disponibilités de la Caisse des dépôts et prêts étant incertaines, puisqu'elles résultent de sanctions disciplinaires prises en application du nouveau Code de procédure pénal et des amendes pour rejet de pourvoi en cassation, etc..., le Garde des Sceaux espérait que des dons viendraient accroître les ressources de la Caisse. Celles-ci furent insuffisantes pourtant, et le Gouvernement italien a dû accorder à la Caisse des amendes une subvention d'un million de lire.

RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN.

D'après l'article 132 du Projet préliminaire de Code Pénal, c'est le juge qui est chargé de l'exécution des peines et statue sur la libération conditionnelle.

L'article 159 précise que les condamnés à une peine de prison supérieure à 5 ans peuvent être admis au bénéfice de la libération conditionnelle, après avoir subi la moitié de leur peine, ou les trois-quarts au moins s'ils sont récidivistes. Ces condamnés doivent avoir donné des preuves constantes de leur bonne conduite et ne pas avoir encore à subir plus de 5 ans de prison. L'admission au bénéfice de la libération conditionnelle est subordonnée à l'exécution des obligations civiles résultant du jugement à moins que le condamné ne démontre qu'il est dans l'impossibilité de les satisfaire.

La libération conditionnelle ne peut être accordée dans

le cas où à la fin de sa peine, le condamné devrait être soumis à une mesure de sûreté.

D'après l'article 160, la libération conditionnelle est révocable si le libéré commet un délit ou une contravention identique à la précédente, ou contrevient aux obligations qui lui incombent du fait de la liberté surveillée à laquelle il est astreint. Dans ce cas, le temps passé en liberté conditionnelle ne compte pas pour l'exécution de la peine et le condamné ne peut être admis de nouveau à la libération conditionnelle. Si, au contraire, la libération conditionnelle s'achève sans que le libéré ait encouru la révocation, la peine est éteinte et en même temps se trouvent révoquées les mesures de sûreté personnelles prescrites par le juge.

Parmi ces mesures de sûreté, figure la liberté surveillée qui accompagne de droit la libération conditionnelle aux termes de l'article 88 du projet de Code Pénal. La personne qui se trouve sous le régime de la liberté surveillée est placée sous le contrôle de la police pendant une période qui ne peut être inférieure à une année, d'après l'article 86 du projet.

ALLEMAGNE

S'il est impossible de fixer les dispositions du Code Pénal hitlérien (actuellement en voie d'élaboration) en ce qui concerne la libération conditionnelle, il est loisible, du moins, de préciser les traits essentiels de la législation projetée.

Nous avons sur ce point l'étude de M. Marcantonato sur le système des peines dans l'avant projet du nouveau Code Pénal allemand (1).

(1) Progetto, Preliminare del Codicia Penale della Serenissima Repubblica di San Marino. San Marino, 1934.

(1) Revue Internationale de Droit Pénal, 1934, p. 361 et suiv.

M. Marcantonato observe que le Code Pénal allemand de 1871, actuellement en vigueur, fit l'objet de nombreux projets de réforme demeurés sans effet. Avec l'avènement du régime hitlérien, au contraire, la réforme du Code Pénal entra dans une phase décisive. En automne 1933, une commission fut nommée par le Chancelier pour « dresser un projet de Code Pénal répondant aux conceptions et besoins du nouvel état ».

Les travaux de la commission commencèrent le 3 novembre 1933, et en avril 1934 déjà, l'avant projet de la partie générale était établi.

M. Gurtner, ministre de la Justice du Reich, réunit les travaux de plusieurs de ses collaborateurs à la commission de réforme dans un ouvrage intitulé : *Le Droit Pénal allemand à venir*.

Parmi ces travaux, le rapport du Conseiller ministériel Rietzsch, du ministère de la Justice de Prusse, sur le système des peines, dans le futur Droit Pénal, permet de connaître, à l'heure actuelle, le caractère essentiel de la réforme en cours.

C'est l'application du principe de la défense sociale qui domine le système pénal hitlérien.

En effet, précise l'auteur du rapport « le but du droit pénal dans l'état national-socialiste est la protection de la communauté sociale contre les éléments qui refusent de se soumettre aux lois. Toutefois, pour réaliser la défense sociale, le juge aura les pouvoirs les plus étendus pour essayer de reclasser éventuellement le condamné. » — « Le Code Pénal à venir, écrit encore M. Rietzsch, doit combiner avec les peines toute une série de mesures de sûreté et d'amélioration. Si la Communauté sociale est d'avis que, pour le bien commun, et même si aucune accusation, au sens technique du mot, ne peut être élevée contre lui, l'auteur d'un délit ne doit plus rester dans cette communauté so-

ciale ou bien n'y retourner qu'après avoir été l'objet de certaines mesures sociales ou médicales. Il faut qu'un pareil jugement puisse être exécuté. »

Une loi du 24 novembre 1933 vise précisément les « criminels d'habitude dangereux, et les mesures de sûreté et d'amélioration ».

Individualiser les peines pour mieux châtier le criminel en le faisant souffrir et assurer ainsi la défense sociale, tel semble être l'objectif du nouveau Code Pénal allemand. La lettre de la loi n'a plus d'importance.

Peu importe que tel acte en soi blâmable, ne soit pas prévu par tel article déterminé du Code, c'est l'esprit de la loi, représentatif de conception de la Communauté sociale que le juge doit appliquer.

D'autre part, le mémoire du Ministre prussien de la Justice, M. Kerrl, souligne qu'il « faut abandonner l'attitude libéraliste du système passé, assurant par une considération faussement interprétée que l'auteur doit être corrigé par l'exécution de la peine ».

Aussi le nouveau Code Pénal hitlérien devra-t-il prévoir des *zusatzstrafen*, c'est-à-dire des peines supplétives telles que le jeûne et les châtiments corporels.

Nous signalerons, d'autre part, l'étude de M. Alfredo de Marsico, publiée dans la « *Revista Penale* ».

Dans son examen de la réforme hitlérienne du Droit Pénal, M. de Marsico (1) observe que, parmi les réformes réalisées par le Gouvernement national-socialiste, la plus ample et la plus profonde, la plus audacieuse, sera celle du droit pénal.

Le nouveau Code hitlérien, observe-t-il, repose en pre-

(1) *Rivista penale* 1934. Prime linee della riforma hitlerrana del diritto penale, p. 14 et suiv.

mier lieu sur le principe d'autorité. La peine a un caractère de défense sociale, elle a pour but de décourager ceux qui voudraient suivre l'exemple des délinquants. « *Pena - difesa, in somma, meglio, pena intimidatrice* ».

Aussi, le criminel jugé incorrigible pourrait être frappé de la peine capitale.

Autre base du droit pénal hitlérien, un dogme : l'Etat, c'est le peuple lui-même, le peuple allemand est « une communauté qui résulte du sang ». Or, l'élément qui la domine et dont elle tire son prestige, c'est le sang nordique. D'où la défense pénale de la race, instaurée par le Code hitlérien. Et M. de Marsico d'observer que l'Italie connaît la défense de la famille et non pas de la race, ce qui est bien différent.

Enfin, la justice dérive de la conscience du peuple lui-même. M. Kerrl, ministre prussien de la justice (cité par M. de Marsico dans son intéressante étude), écrivait à ce sujet : « La conception individualiste du monde et de l'Etat d'après la Révolution française, qui posait en principe la liberté individuelle, au regard du pouvoir de l'Etat, a mis en valeur cette maxime du droit romain « *nulla poena sine lege* », qui est une déviation de la conception juridique allemande ».

« C'est toujours placer au premier plan la protection de l'individu contre l'arbitraire du juge. Une justice qui a ses racines dans la vie du peuple lui-même, n'a que faire d'une telle protection. Cette justice que la Germanie antique connaissait, le troisième Empire doit à nouveau la pratiquer. A l'avenir, les êtres nuisibles à la collectivité ne doivent plus pouvoir s'esquiver sous le masque d'un droit écrit, qui ne saurait prévoir toutes les formes que peut revêtir la criminalité ».

Pour ces motifs, il est nécessaire de conférer au juge le pouvoir de punir même les faits qui ne sont pas prévus

par la loi en tant que délits, « mais sont moralement répréhensibles selon la saine conscience du peuple », et de déduire les sanctions « de la pensée juridique qui se dégage de la loi pénale ».

De même, le Code soviétique vise dans un article 10 les délits non prévus par la loi, et prescrit de recourir à l'analogie pour les sanctionner.

M. Kerri va plus loin encore, puisqu'il s'en réfère à la conscience du peuple lui-même.

Aussi, M. de Marsico de conclure :

« Un code qui devrait être inspiré, dit-on, par le principe d'autorité et qui reconnaîtrait la conscience du peuple comme étant la source du droit, ne porterait-il pas déjà en lui le germe de sa décomposition... Le Code de Hitler partirait peut-être du principe d'autorité pour se perdre dans la nébuleuse de la conscience populaire ».

Dans une autre livraison de la *Revista Penale* (1), M. Begnudelli analyse l'étude publiée par M. Schaffstein sur la réforme hitlérienne du droit pénal dans la *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*. M. Schaffstein observe que désormais le juge ne sera plus lié par la lettre de la loi. Il en recevra simplement des directives dans le cadre desquelles il pourra se mouvoir en harmonie avec l'évolution du droit dans la conscience et dans la volonté du peuple. Ainsi, se trouvent écartées l'interdiction de juger en procédant par analogie, et l'obligation d'appliquer le principe : *nullum crimen sine lege*. Dans la détermination de la peine, le juge pourra statuer dans de larges limites.

Il n'est pas possible d'apprécier exactement la gravité des faits. Il faut donc éviter de préciser quelles seront les circonstances aggravantes ou atténuantes.

(1) *Rivista penale* 1934. Il diritto penale nazional-socialista in Germania, p. 718.

Enfin, dans sa partie spéciale, le Code Pénal hitlérien frappera un grand nombre d'infractions nouvelles, notamment contre l'Etat, et dont les définitions sont très « amples et élastiques » pour s'adapter aux circonstances de fait les plus variées et les plus complexes.

CONCLUSION

A la veille du cinquantenaire de la promulgation de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, il est particulièrement intéressant de déterminer les conclusions qui se dégagent de l'expérience acquise dans ce domaine essentiel de notre Droit Pénal.

Nous observerons tout d'abord que la législation étrangère nous offre bien souvent des modèles, que nous aurions certes avantage à suivre. Sans doute, il convient de ne pas se laisser aveugler par la manie du « comparatisme », c'est-à-dire par une tendance excessive et déplacée à copier les innovations criminologiques réalisées à l'étranger. On ne peut toutefois se défendre de regretter que le délai d'épreuve minimum exigé après la libération conditionnelle par la législation polonaise, ne le soit pas également par la nôtre. Il est bien évident, en effet, que la libération conditionnelle accordée pour une période de quelques jours ou quelques semaines ne peut être considérée comme une épreuve suffisante pour apprécier la sincérité du repentir des libérés, ainsi que l'entendait, cependant d'une manière très nette, M. Bérenger, l'auteur de la loi du 14 août 1885. De même, on devrait admettre les condamnés à des peines perpétuelles au bénéfice de la libération conditionnelle après une période d'incarcération très longue, comme le prévoit la législation polonaise.

Quant aux condamnés présentant des anomalies mentales ou sexuelles, ils devraient être non pas incarcérés dans des établissements de répression, mais dans des maisons de santé spécialisées. Il conviendrait, évidemment, de

rechercher, au préalable, par expertise médicale, si, à l'époque de l'infraction, le condamné a pu être influencé dans une large mesure par ses anomalies. Rien n'est plus inhumain et inutile aussi, d'ailleurs, pour la société, que de soumettre un condamné à un régime de rigueur, qui, en pareil cas, ne peut contribuer en aucune manière à favoriser son reclassement. Adoptons la législation danoise, en ce qui concerne les condamnés atteints d'anomalies dont l'existence et la gravité sont pleinement démontrées.

De même encore, les changements de résidence des libérés devraient s'opérer suivant les formalités très simples édictées par la législation belge.

A ces critiques de notre loi de 1885, s'ajoutent celles que nous avons fixées antérieurement et dont la principale peut-être, est l'insuffisance du rôle de la magistrature dans l'application de la loi. Sans préconiser son exécution par le juge, exclusivement, nous voudrions voir renforcer ses pouvoirs de visite dans les prisons, lui voir conférer le droit d'accorder les permis de visite dans les établissements pénitentiaires et voir accroître aussi sa représentation dans les commissions de surveillance, qui ne seraient plus des organismes théoriques, et rempliraient alors efficacement leur mission pénitentiaire et sociale. Nous voudrions également voir renforcer la représentation de la magistrature au sein du comité de libération conditionnelle. On associerait ainsi plus étroitement le juge à l'exécution des peines, et on lui permettrait de jouer enfin le rôle qui lui appartient incontestablement à cet égard. Nous préconisons enfin, la création de laboratoires d'anthropologie criminelle, où à côté des psychiatres se trouveraient utilement des magistrats dont la collaboration ne pourrait avoir que les résultats les plus heureux sur l'avenir de notre régime pénitentiaire.

Les innovations dont nous souhaitons la réalisation ne

suffiraient pas à assurer l'application rationnelle de la libération conditionnelle, car celle-ci doit être préparée par l'action pénitentiaire qui incombe aux établissements de répression ; or, la rareté des prisons cellulaires trop coûteuses peut-être, mais si favorables à l'hygiène morale et physique des détenus, aussi bien qu'à la discipline et à l'action moralisatrice du patronage, entrave sérieusement le redressement des condamnés. Certes, des travaux onéreux seraient à envisager à ce sujet. Peut-être cependant, pourraient-ils trouver place dans un programme de travaux d'intérêt public destiné à enrayer le chômage ? La même remarque s'impose en faveur des maisons de santé intermédiaires entre la prison et l'hôpital, et pour les maisons de travail prévues à juste titre d'ailleurs, par le projet de Code Pénal. Au surplus, si l'on veut vraiment que la libération conditionnelle atteigne le but de rénovation sociale qu'il doit comporter, il faut que les prisons actuelles puissent être modernisées et rendues conformes aux exigences de la science pénitentiaire. A cette occasion encore, des travaux de réfection ou de constructions s'imposeraient qui trouveraient place utilement, eux aussi, dans un plan de travaux d'intérêt public.

Grâce à ces améliorations ou constructions nouvelles, non seulement la surveillance pourrait être plus aisée, et la discipline moins délicate à maintenir du fait de l'application plus fréquente du régime cellulaire, mais on parviendrait aussi à exercer sur les condamnés, moins nombreux désormais dans un même établissement, une action de redressement moral plus efficace. Il est nécessaire, en effet, que le directeur de prison puisse se livrer régulièrement à une observation directe des condamnés. Or, à l'heure actuelle, il ne peut connaître, si grand est leur nombre, que ceux dont la mauvaise conduite a été sanctionnée.

Dans ses observations présentées à la S.D.N. au sujet d'un ensemble de règles pour le traitement des prisonniers, M. J.-A. Roux, secrétaire général de l'Association internationale de Droit Pénal, a bien mis en relief cette insuffisance de notre régime des prisons. Il souhaite de voir utiliser des établissements de dimensions moyennes, dont l'effectif ne dépasserait pas 500 détenus, que le directeur pourrait alors visiter plus souvent, et apprécier désormais en connaissance de cause.

« Le prisonnier, écrit excellemment M. Roux, n'est plus qu'un numéro dont la personnalité lui échappe. On aura réalisé de parfaites usines dont les ateliers, bien outillés et toujours en activité, ne connaîtront pas le chômage, mais on aura perdu de vue l'un des buts de la peine, la moralisation du détenu ».

Bien plus, celle-ci exige qu'il puisse se réadapter progressivement, même en prison, à la vie sociale, et cela en exécutant un travail en rapport avec ses aptitudes et la profession qu'il a exercé ou qu'il exercera dans la vie libre, ce qui n'est pas toujours le cas à l'heure actuelle. Pour permettre de ménager aux condamnés une transition adéquate entre leur vie passive et la vie libre, il serait indispensable de créer des organismes où ils seraient sérieusement sélectionnés d'après les données de l'anthropologie criminelle et avec la collaboration des magistrats que nous réclavons à nouveau dans ce domaine. Les condamnés, dont les antécédents et le tempérament exigeraient une répression sévère, seraient affectés à des établissements purement répressifs, où ils resteraient pendant la plus grande partie de la durée de leur peine ; les autres, reconnus délinquants ou criminels d'occasion et jugés plus malléables sous l'action moralisatrice du patronage, seraient, après un court passage aux établissements de répression, envoyés dans des maisons de rééducation sociale, où grâce à

l'intervention de commissions de surveillance et du patronage, ils trouveraient un climat autrement favorable à leur reclassement que dans les prisons d'aujourd'hui, si nuisibles bien souvent par la promiscuité qu'elles présentent.

Les prisons ayant été ainsi, dans la plus large mesure, modernisées, il faudrait précéder à l'éducation technique de ceux qui seront appelés à les diriger, ou à y exercer leurs fonctions de surveillance ou de contrôle. C'est fort justement que le Congrès International et pénitentiaire de Prague émit en 1931 un vœu à ce sujet. Il préconisait dans chaque pays la fondation d'un institut de science pénitentiaire destiné à donner un enseignement approprié aux fonctionnaires des prisons. On doit reconnaître, toutefois, que seules, les peines de longue durée permettraient par la réalisation de cet ensemble de réformes, de parachever le reclassement des libérés. Fait regrettable d'ailleurs, car bien souvent M. l'Inspecteur Général Mossé (1) l'a observé, les individus condamnés à des peines de faible durée sont moins adaptables encore à la vie sociale, que ceux qui sont condamnés pour des faits plus graves peut-être, mais n'en sont pas moins plus malléables sous l'action moralisatrice d'un directeur persévérant ou d'un patronage.

Dans ces divers établissements, un régime pénitentiaire différentiel marquerait nettement le but qu'ils se proposent d'atteindre. Dans les maisons de répression, où seraient maintenus les condamnés reconnus incorrigibles, les vrais inadaptables sociaux, les sanctions seraient plus dures, le régime alimentaire moins agréable, et la rétribution du travail plus faible ; dans les maisons de rééducation sociale, réservées aux condamnés jugés capables de reclassement, le travail serait mieux payé, le régime alimentaire

(1) Mossé, *Les Prisons et les Etablissements d'éducation corrective*, 1929, p. 28.

plus varié, et les distractions plus fréquentes. On pourrait décider que seuls les condamnés admis dans les maisons de rééducation sociale seraient susceptibles de bénéficier de la libération conditionnelle. Toutefois, pour que cette rénovation morale et sociale, qui doit être le corollaire de la libération conditionnelle, ne soit pas qu'une vaine espérance, il faudrait que les travaux assignés aux condamnés soient plus conformes à leurs aptitudes et que, même s'ils n'étaient pas spécialisés à leur entrée en prison, ils puissent y faire l'apprentissage d'un métier qu'ils exerceront dans la vie libre.

L'œuvre pénitentiaire de réadaptation sociale serait incomplète si elle ne savait ménager aux condamnés des distractions saines et attrayantes à la fois qui les acheminent progressivement vers leur retour à la vie libre. Sans porter atteinte au caractère répressif de la peine, il conviendrait d'étendre à tous nos établissements pénitentiaires la lecture d'un journal, actuellement réservée aux détenus de la maison Centrale de Poissy par l'aumônier protestant de cette prison.

Il a obtenu du Garde des Sceaux l'autorisation de publier un journal « de caractère éducatif et moralisateur », « l'Ami », dont les articles les plus variés concernant notamment le caractère, la route, la volonté, le pneu, l'Afrique occidentale française. « L'Ami » donne aussi des nouvelles d'actualité scientifique, des poésies et abonde ainsi des sujets aussi attrayants que divers.

« Une dizaine de libérés, précise le pasteur Jarillon, (1) nous ont fait parvenir jusqu'ici, après leur sortie de prison, un don volontaire de 5 à 50 francs pour témoigner de leur gratitude et permettre à notre petite feuille de continuer à apporter à ceux qui sont encore derrière le mur,

(1) Revue pénitentiaire, janvier, juillet, 1933, p. 189.

le réconfort moral et la saine distraction qu'ils y avaient trouvés eux-mêmes. »

Jusqu'à ce jour, le coût de l'impression n'a pas permis d'envoyer des numéros de « l'Ami » dans chacune des prisons centrales d'hommes.

Les prisons qui reçoivent les condamnés ont également leur journal, « Rayons », publié chaque mois par les soins du Comité pour la diminution du crime. La lecture d'un journal ne peut en effet que préparer utilement la rentrée du condamné dans la vie libre. Il reprendra ainsi progressivement contact avec le monde extérieur, ce qui lui permettra de jouer dans la société le rôle qui lui appartient.

Autre moyen d'amendement qui dans une plus large mesure devrait préparer à la libération conditionnelle : les bibliothèques.

En effet, les détenus ne sont pas indifférents aux événements de leur temps dans tous les domaines.

« Ils s'intéressent énormément à la science appliquée, aux manifestations de la force et de l'ingéniosité humaines. La littérature dans ce domaine, de même que dans le domaine professionnel, a pris un essor correspondant et offre une ressource considérable ; de même, celle qui concerne les questions économiques et sociales peut attirer les esprits les plus cultivés » (1). Grâce à des lectures aussi variées que bien adaptées à leur tempérament et à leur intellectualité, les détenus ne seront pas dépaysés dans la vie libre, et par là même révoltés contre la société qui aura su leur faciliter ainsi leur reclassement.

Tous ces procédés d'amendement pénitentiaires, indispensables pour que la libération conditionnelle réalise d'une manière profonde la réadaptation sociale, déjà amor-

(1) Leçons pénitentiaires par Ernest Bertrand, directeur de la prison centrale de Louvain, 1934, p. 570.

cée en prison, de tous les condamnés jugés susceptibles de redressement, doivent être renforcés encore par l'action bienfaisante du patronage. Celle-ci, nous le savons, doit se manifester non seulement auprès des libérés conditionnels, mais aussi en faveur des condamnés en cours de peine dont il est nécessaire de provoquer l'amendement par des visites fréquentes et utiles, bref une action progressive de moralisation. Or, pour atteindre cet objectif, des sommes considérables seraient nécessaires. Une caisse des patronages serait très efficiente à cet égard. Toutefois, il faudrait aussi intéresser l'opinion publique elle-même à l'utilité du patronage, ou plus exactement lui apprendre qu'il remplit une véritable mission sociale, dont le caractère lui échappe à peu près complètement jusqu'à ce jour. Cette ignorance se justifie aisément car il lui est à peu près impossible de se documenter non seulement à ce sujet, mais encore en matière pénale générale.

La Revue Pénitentiaire a cessé de paraître et les publications de droit pénal comparé, qui sont fort intéressantes, ne concernent pas exclusivement le droit pénal français. Elles paraissent d'ailleurs bien souvent avec un retard de plusieurs années... seulement. Ce qui ne facilite pas précisément la documentation des criminalistes et *a fortiori* celle du public.

On ne peut donc que souhaiter la création en France d'une revue technique de droit pénal comme il en existe notamment en Italie, en Allemagne et en Belgique. Il serait vain d'espérer, sans elle, des progrès appréciables dans la science pénitentiaire et surtout dans l'éducation de l'opinion publique en ce qui concerne le droit pénal en général, et l'utilité sociale du patronage, en particulier.

Le régime pénitentiaire le plus scientifique ne saurait en effet réaliser à lui seul l'amendement des détenus. Il est donc indispensable d'établir dans ce but une collabo-

ration étroite entre l'Administration et les sociétés de patronage qui pourront ainsi contribuer plus puissamment encore que dans le passé à réaliser l'idéal grandiose du législateur de 1885 : la rénovation sociale du condamné.

Vu : *Le Président*,
HUGUENEY.

Vu : *Le Doyen*,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ. — « La Récidive », Paris, 1892.
- BONNEVILLE DE MARSANGY. — « Traité des Institutions Complémentaires du régime pénitentiaire », 1847.
- CONTANT. — « Les Sociétés de patronage ».
- DONNEDIEU DE VABRES. - « La Justice Pénale d'Aujourd'hui ».
- GARRAUD. — « Traité théorique et pratique de Droit pénal ».
- GUILLOT. — « Les Prisons de Paris », 1890.
- PIERRE HUGUENEY. — « Traité théorique et pratique de droit pénal et de procédure pénale militaires », 1933.
- LACOMME. — « Comparaison entre le droit de grâce et la libération conditionnelle ». Thèse, Toulouse, 1910.
- LE POITTEVIN. — « Dictionnaire formulaire des Parquets ».
- LÉON VINCENT. — « La libération conditionnelle », thèse, Paris, 1898.
- MOSSÉ. — « Les prisons et les institutions d'éducation corrective ». Paris, 1929.
- PRAVIEL. — « Le Patronage des libérés », thèse, Toulouse, 1901.
- SERMET. — « Le droit de grâce », thèse, Toulouse, 1901.
- VIDAL et MAGNOL. — « Cours de droit criminel et de science pénitentiaire », 8^e édition, 1935.

Périodiques.

Annuaire de législation étrangère.
Journal Officiel.

Recueil Sirey.

Recueil périodique Dalloz.

Revue pénitentiaire et de droit pénal.

Revue internationale de droit pénal.

Rivista penale.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
<i>TITRE I. — La libération conditionnelle en France ..</i>	9
CHAPITRE PREMIER. — Evolution du concept de libération conditionnelle	9
CHAPITRE II. — Caractères essentiels de la libération conditionnelle	17
CHAPITRE III. — Sphère d'application de la libération conditionnelle	30
CHAPITRE IV. — Conditions imposées au détenu qui demande sa libération conditionnelle	39
CHAPITRE V. — Procédure de la libération conditionnelle	48
CHAPITRE VI. — Obligations imposées au libéré conditionnel	59
CHAPITRE VII. — Le rôle des sociétés de patronage dans l'application de la loi du 14 août 1885 ...	65
CHAPITRE VIII. — Résultats de l'application de la loi du 14 août 1885	77
CHAPITRE IX. — Critique de la loi du 14 août 1885	83
CHAPITRE X. — Le projet de réforme du Code Pénal et la libération conditionnelle	97
<i>TITRE II. — Législation comparée</i>	115
CONCLUSION	155
BIBLIOGRAPHIE	165

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
(Atelier et Direction)
96, Galeries Beaujolais - Palais Royal
PARIS (1^{er})

